

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

JEUDI 12 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'autre guerre des étoiles

COMMENT surmonter, sans trop de dommages, une période d'austérité qui perdure ? Comment sauvegarder la maximum des formidables acquis engrangés par l'Europe dans le domaine spatial, depuis le début des années 70 ?

Les ministres européens chargés de l'espace, réunis les 9 et 10 novembre à Grenade, ont tenté de répondre à cette épineuse question deux jours durant. L'arbitrage technique et la prudence toute diplomatique des conclusions de leurs travaux n'ont pas de quoi soulever l'enthousiasme. A l'heure où le malaise provoqué par la ratification du traité de Maastricht est loin d'être apaisé, Grenade a, pourtant, démontré au moins une chose : l'Europe est encore capable de survivre aux épreuves les plus difficiles.

L'EXERCICE était périlleux pour tout le monde. Nul n'en est sorti indemne. La navette Hermès, proposée par la France, est ramenée à de simples « études technologiques », pour trois ans au moins. La station Columbus, soutenue par l'Allemagne, est réduite à un « bidon » rattaché à la station américaine Freedom. Le prestige des deux principaux pays contributeurs à l'Agence spatiale européenne va en souffrir. Et plus encore leur industrie aéronautique, déjà durement touchée par la réduction des commandes militaires. Le relatif succès de la conférence tient donc au fait d'avoir pu maintenir la cohésion sur ce programme minimum, en dépit de la puissance des intérêts particuliers de chacun.

Les ministres ont aussi confirmé leur engagement dans la seule stratégie de secours possible : une coopération internationale sérieusement renforcée, notamment avec la Russie. La situation s'y prête. Les deux « grands » de l'espace sont, eux aussi, lourdement frappés. Moscou n'a plus les moyens financiers d'entretenir la seule station actuellement en orbite, et brade une technologie qui suscite l'admiration générale. Washington ne peut mener de front une politique sociale élargie, le redressement de son économie, et un programme spatial aussi ambitieux que par le passé.

LA fin de la guerre froide rend désormais possible le développement d'une coopération qui permettrait de sauvegarder ce qui reste des beaux rêves de conquête de l'humanité. Mais au moment où le ressort d'une compétition fondée sur le prestige est cassé, un autre se tend à son tour, celui de la compétition économique entre les puissances spatiales.

Malgré leurs énormes difficultés, les Russes ont gardé « de beaux restes ». Ils sont bien décidés à profiter de l'occasion pour s'implanter solidement sur le marché occidental. Leurs fusées Proton et Zenit, notamment, risquent fort de réduire la part d'Ariane et de ses concurrentes américaines. Les Russes semblent néanmoins désireux de négocier des prix et des quotas de lancements avec toutes les parties concernées. L'empograde sera rude. Et les Américains ne manquent pas d'exploiter le moindre avantage qui pourrait apparaître entre l'Allemagne, la France et l'Italie. Les « poids lourds » de l'Europe spatiale sont prévenus : pour survivre, ils devront résister à nouveau aux forces centrifuges.

Lire page 10 les articles de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

M0147 - 1112 0 - 7.00 F



Des troupes russes en Ingouchie

Moscou accentue sa pression militaire dans le Caucase

Les troupes russes envoyées en Ossétie du Nord (dans la partie du Caucase appartenant à la Fédération de Russie), à la faveur du conflit entre Ossètes et Ingouches, ont poursuivi leur démonstration de force en pénétrant, mardi 10 novembre, sur le territoire voisin de l'Ingouchie. Ce recours à la manière forte, justifié par un décret de M. Eltsine, vise à montrer que Moscou entend faire régner l'ordre au sein de la Fédération. Il menace directement les Tchétchènes et leur indépendance auto-proclamée, en satisfaisant les nationalistes russes.

MOSCOU

de notre correspondant

La démonstration de force entreprise par Boris Eltsine dans le Caucase se poursuit et s'accroît : après être puissamment intervenues dans la région de Vladikavkaz pour permettre aux Ossètes de repousser une attaque des Ingouches, entre-temps éliminés du territoire de l'Ossétie, les troupes russes ont pénétré mardi 10 novembre sur le territoire de la petite République d'Ingouchie.

L'intervention russe est officiellement justifiée par le décret pris par M. Eltsine et instituant l'état d'urgence en Ingouchie

aussi bien qu'en Ossétie du Nord. Mais cette intervention suscite une grande inquiétude dans la République voisine de Tchétchénie, qui est sortie à l'autonomie, dernier de la Fédération de Russie en défiant l'autorité de Moscou, et dont la frontière avec l'Ingouchie n'est pas clairement définie.

Le président tchétchène, le général Doudaïev, a immédiatement proclamé l'état d'urgence, pris des mesures de mobilisation, et, sur le ton flamboyant qu'il affectionne, adressé de vigoureuses mises en garde à la Russie.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Après les déclarations de M. Mitterrand

La Haute Cour de justice va être constituée

Au lendemain des déclarations télévisées de M. Mitterrand, la majorité et l'opposition se sont entendues, à l'Assemblée nationale, pour fixer au mercredi 18 novembre la désignation des membres de la Haute Cour de justice. En revanche, les socialistes ont refusé de s'associer à une proposition de mise en accusation de M. Fabius, M. Dufloix et M. Hervé dans l'affaire du sang contaminé. Ils ont souhaité la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la lutte contre le sida au cours de la dernière décennie.

L'embarras des socialistes

par Pascale Robert-Diard

Le président de la République a parlé. La droite applaudit. La gauche vacille. « Je dis : tant que la Constitution n'est pas réformée, il faut l'appliquer. Ce qui veut dire que le décret actuel consiste à faire élire les membres de la Haute Cour de justice et à la faire fonctionner normalement jusqu'à ce qu'une réforme soit adoptée. » En clair, selon la sentence présidentielle exprimée lundi 9 novembre à la télévision, MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé et M. Georgina Dufloix doivent, si l'Assemblée

nationale et le Sénat le décident, être traduits devant cette juridiction d'exception. Mardi matin, le RPR, l'UDF et l'UDC, réunis en intergroupe, se félicitent bruyamment des propos de M. Mitterrand et exigent en conséquence que l'Assemblée désigne dans les plus brefs délais ses douze représentants à la Haute Cour.

A l'issue de cette réunion, M. Charles Millon, président du groupe UDF, met en garde les socialistes : la constitution de cette juridiction « ne doit pas être symbolique ».

Lire la suite page 7

Ouverture du procès de M. Honecker

L'ancien chef de l'Etat est-allemand devant le tribunal de Berlin.

page 4

« Irakgate » en Grande-Bretagne

Londres aurait encouragé la livraison d'armements au régime de Bagdad.

page 18

Tension au Liban sud

Israël achemine d'importants renforts de troupes.

page 6

La recapitalisation de SGS-Thomson

Le groupe franco-italien bénéficiera d'un apport de 5 milliards de francs sur cinq ans.

page 14

Vote du budget de l'éducation

L'abstention du PCF a permis à M. Lang de faire adopter ses crédits par les députés.

page 7

Le sommaire complet se trouve page 18

La France aidera la Russie à démanteler ses armes nucléaires



Lire page 18 l'article de JACQUES ISNARD

Le calvaire des mères de Sarajevo

Venues accompagner en France

leurs enfants blessés, des femmes racontent la guerre...

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Quand elle lève les yeux sur les cimes enneigées et les montagnes aux couleurs d'automne, Ormilla sursaute, se moque d'elle-même, explique sa panique instinctive : « J'ai cru qu'on allait nous tirer dessus. Je n'arrive pas à imaginer une montagne sans tir d'obus ni maquisards. J'ai l'impression qu'ils sont encore là, cachés derrière les arbres, et qu'ils vont ouvrir le feu. » Ormilla fume une cigarette sur le parking du foyer d'Albertville. Elle vient de rejoindre, jeudi 5 novembre, les vingt-quatre pensionnaires pris en charge par Médecins du Monde et l'Etat français : des mères de Sarajevo venues accompagner un

ou deux enfants blessés par les bombardements. Acheminées, puis soignées dans des hôpitaux en France, ces mères et leurs enfants se sont retrouvés là, d'une cité olympique à une autre, d'un appartement bombardé à une chambre de foyer Sonacotra.

Elles ont laissé à Sarajevo leur mari et, pour la plupart d'entre elles, leurs autres enfants. Sans nouvelles, elles tentent de passer le temps ici en se recevant mutuellement dans leurs chambres, où elles se font du café turc. Les enfants, eux, ont reçu des manuels scolaires en serbo-croate. Surtout, ils passent de rendez-vous chez le médecin en séances de kinésithérapie. Leurs corps ont été atteints par des éclats

d'obus : à la tête, dans les jambes ou au ventre. Ils retrouvent petit à petit leur mobilité.

Certains boitent encore. Ils s'amusaient dans la cour, le visage souriant et apparemment insouciant. Yasmine, du haut de ses quatre ans, court dans tous les sens, puis va faire de la balançoire. Son visage est labouré par les brûlures. « Il a été atteint par une bombe au phosphore alors qu'il jouait dans la rue », explique sa mère. Dans quelques jours, il subira une nouvelle intervention à l'hôpital des grands brûlés de Lyon.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite et l'article d'ISABELLE VICENIAC page 4

Le cercle des ombres

Dans « les Invisibles », Soljenitsyne rend hommage aux clandestins qui l'aiderent

par Nicole Zand

Voilà un livre de reconnaissance. La partie immergée de l'iceberg de la vie soviétique d'Alexandre Soljenitsyne. Tout ce qu'il avait fallu d'ingéniosité, de dévouement, de discrétion, de vrai courage à des gens qui l'aiderent et qui ne demandaient rien d'autre que de rester anonymes jusqu'à la fin des temps, invisibles. Ces inconnus sans qui il n'aurait jamais pu se faire entendre. Sans qui ses années de création souterraine seraient restées lettre morte.

« Plonger dans le souterrain et souhaiter ardemment non point que le monde vous découvre, mais, bien au contraire, qu'il ne vous découvre pas, voilà bien l'apanage de l'écrivain de chez nous, de l'écrivain purement

russe, russe soviétique ! Il est désormais établi que, sur la fin de sa vie, Radichouche écrivit quelque chose d'important et qu'il l'enfouit profond à dessein : si profond que nous autres aujourd'hui nous ne le découvrirons plus et ne le connaîtrons pas. » C'est ainsi que, dans le Chêne et le Vais, son livre de Mémoires écrit en 1967

et gardé secret jusqu'à l'exil (Seuil, 1975), Alexandre Soljenitsyne définissait ce qu'il appelait « l'écrivain souterrain ».

Condamné, pensait-il au « mutisme à perpétuité », il nous expliquait comment il avait d'abord éprouvé, au camp, la puissance de sa mémoire.

Lire la suite page 16

ÉDUCATION • CAMPUS

- La gauche incertaine face aux ghettos scolaires
- Appelées sous les préux
- Un nouveau souffle pour la recherche pédagogique

pages 12 et 13

LA RÉVOLUTION LIBÉRALE EN AFRIQUE



Abdoulaye WADE
Candidat à la présidence de la République du Sénégal

A l'heure de l'afro-pessimisme, voici un économiste africain qui croit en l'Afrique et en son destin.

Abdoulaye Wade

Un destin pour l'Afrique



Editions KARTHALA

En vente dans les grandes librairies et au PDS
50, av. des Ternes, 75017 PARIS - Tél. : 40-55-06-85

DÉBATS

Somalie

Vols américains au-dessus d'un pays affamé

par Brigitte Doppler et Frédéric Vigneau

Il y a des dizaines de manières de parler de la Somalie et tant à dire : politique, économique, humanitaire, militaire, historique... Et puis, au milieu de tout ça, il y a nous, avec ce qu'il nous reste de sensibilité cachée derrière le masque du professionnalisme, les jours où, fatigués d'avoir montré l'honneur à des hordes de journalistes, la colère et la révolte sont trop grandes pour ne pas nous laisser aller à quelques états d'âme.

Aujourd'hui, cela fait six mois que, dans la région de Merca, on découvre l'étendue du drame somalien. Aujourd'hui, ici, ça fait six mois que, tous les jours, malgré nos bouillottes ultra-protégées et mixtures d'ORS, les gens continuent de mourir, à la pelle, sous nos yeux, comme un fait tout ce qu'il y a d'ordinaire. Partout, les mêmes images, des ombres fantomatiques, les yeux accrochés au ciel. Ici, la survie est tributaire d'un avion qui passera, passera pas, s'arrêtera - peut-être - si la piste n'est pas trop mauvaise... Ou encore, d'un hypothétique camion qui, certains jours, arrivera d'autres pays. Entre chaque distribution, l'attente recommence et, pendant ce temps, les plus faibles meurent toujours, les autres s'affaiblissent.

Problèmes de communication

S'il est vrai que les convois se font souvent piller, ils ont au moins le mérite d'exister et d'être chargés à bloc de nourriture. Il n'en est pas de même pour la grande opération aérienne américaine, ces C-130 dont le ballet aérien au-dessus du mourir somalien ne dupe personne.

Dans un vaste élan de «générosité», les États-Unis ont entrepris une opération humanitaire d'une envergure jamais atteinte depuis plus de dix ans : 85 000 tonnes de nourriture pour 1992, 143 000 tonnes pour 1993, telles sont les quantités promises aux Somaliens. Un impressionnant ballet aérien a commencé, et la supervision de cette opération est effectuée par la DART (Disaster Assistance Response Team). La logistique est basée au Kenya, pays qui doit également bénéficier d'une assistance alimentaire. Le Kenya accueille en effet plus de 300 000 réfugiés somaliens et éthiopiens et doit faire face à la sécheresse qui sévit dans le Nord.

L'opération américaine, à en croire les autorités du même pays, se fait en étroite collaboration avec les Nations unies, présentes dans le pays depuis avril 1992 (soit plus d'un an après le début de la guerre). Elle devait débiter fin août. Difficile pour les membres des Nations unies d'en savoir davantage, malgré de belles paroles sur la coordination des secours.

M. Bassioni, représentant des opérations de secours pour les Nations unies, des représentants de l'UNICEF, du PAM, du PNUD, etc., se sont ainsi rendus à Nairobi pour une réunion prévue pour le lancement de l'opération. Ils ont erré dans les bureaux américains pendant plus d'une heure pour apprendre finalement que la réunion se déroulait à Mombassa, à 300 kilomètres de là.

«Now we are here, we are going to move in and to move fast», disent les Américains. Tout y est. Accrochez-vous, Somaliens, il va pleuvoir des tonnes de vivres!

Les questions de la coordination et du suivi (par qui? comment?) ne sont pas prises en considération : le déploiement et l'envergure d'une telle opération ne donnent pas le temps de penser à tout ça. Le PAM est désigné pour prendre en charge les vivres apportés sur place, et lui-même confié à des ONG comme Care et Concern le stockage et la distribution des vivres.

Les dés sont jetés, les hélices tournent et les vents des Somaliens devraient être gavés... Les Nations unies ne peuvent que participer, les bras un peu ballants, à ce ballet aérien sur les villes élues : Berdessa, Balidobba, Belet-Huen, Sacco-Huen, Hoddur et Wajit.

Très vite, les premiers problèmes apparaissent : problèmes techniques pour des C-130, qui nécessitent une lourde maintenance à Mombassa, manque d'expérience des pilotes, qui refusent de poser les appareils sur certaines pistes, alors qu'un technicien au sol leur assure qu'il n'y a aucun risque, quelques coups de feu tirés sur les avions. Et, surtout, les C-130 ne volent pas à plein : les caissons n'excèdent jamais 9 tonnes, alors que nos avions chargent 15 tonnes dans les mêmes conditions.

Alors la belle opération bat de l'aile : vols suspendus sur Belet-Huen pendant quinze jours, pour des raisons de sécurité, annulation des vols sur Berdessa, diminution du nombre de rotations journalières sur Balidobba - une au lieu de sept, certains jours, cette ville était trop «sensible» - survol de Wajit et Hoddur, où nous voyons les appareils tourner au-dessus des villes, puis repartir.

Aujourd'hui, aucune nourriture promise par le gouvernement américain n'a atteint le port de Mombassa. Les stocks kenyans du CICR et du PAM diminuent au rythme des rotations d'avions américains. Aux dernières nouvelles, 71 000 tonnes devraient bientôt arriver dans le port kenyan (69 000 tonnes de céréales et 2 000 de «divers»).

Les quantités acheminées sont insuffisantes pour permettre le moindre stockage et commencer une distribution générale dans les

villages alentours. De ce fait, les afflux sur les villes de villageois en quête de secours sont de plus en plus nombreux. Des regroupements se font dans des conditions précaires, et la mortalité augmente de manière inquiétante. Depuis deux semaines, nous touchons le fond : seules des tonnes de blé en grains arrivent, prises sur les stocks de l'US Aid, car il n'y a plus de farine de maïs. Aucun moulin n'a été installé, la cuisson de ce blé est dure, l'effet sur les affamés plus que médiocre.

Si cette mascarade a un poids dans les turbulences électorales américaines, celui qu'elle a dans les ventres vides des Somaliens est plus que dérisoire. Ce ne sont sûrement pas ceux qui, après des jours d'attente, reçoivent quelques poignées de blé en grains qui nous contrediront!

«Débrouillez-vous!»

Balidobba, ville damnée, chronique d'une mort programmée. Ne nous étendons pas sur ce cauchemar. Programmée, par la manière dont l'aide est apportée et gérée. Pas un intervenant des Nations unies n'est présent dans cette nébuleuse, pas un garde-fou dans ce jeu somalien. Les ONG sont seules «Débrouillez-vous!» Alors, c'est la petite guerre des drapaux, le droit de veto de celles qui sont présentes sur celles qui veulent venir, avec à l'appui un discours «sensé» parce qu'il est inutile d'être encore plus nombreux à regarder les gens mourir, parce qu'il faut enrayer l'afflux de nouveaux arrivants et faire en sorte que ceux qui sont déplacés à leur retour à la campagne cultivent leur terre!

Et les Nations unies? L'UNICEF, malgré maintes promesses sur les apports en Unimix, la venue d'équipes de vaccinateurs alors qu'une épidémie de rougeole est en route, l'approvisionnement en médicaments, en couvertures, toilettes plastiques, etc., est toujours absent. A l'UNDP, une éventuelle relance des activités somaliennes comme la prise en charge sanitaire d'équipes médicales locales, la gestion d'une pharmacie centrale, demandées par les ONG, sont toujours à l'état de projets.

Mais nous voyons quotidiennement arriver de nouvelles vagues de réfugiés. De nouveaux postes sont créés, de nouvelles réunions s'organisent. C'est fou ce que l'on peut se réunir dans cette ville! Le dernier combat des nouveaux arrivants consiste à se plaindre de la crise du logement, et donc de devoir payer 20 dollars par jour pour l'hébergement dans les locaux mêmes des Nations unies.

Au moins, dira-t-on, les 500 «casques bleus» sont arrivés

et, d'un commun accord avec les belligérants, sont à même de faire respecter certaines règles de sécurité dans Mogadiscio. Lors d'une réunion en septembre, le général Shanaan expliquait leur mandat : intervention et sécurité au port et à l'aéroport, protection de l'aide en vivres depuis le lieu de débarquement, protection de l'acheminement de cette aide jusqu'aux entrepôts, et protection de ces stocks. Dans un second temps, protection des maisons des expatriés... Mais nous n'en sommes pas là!

Car, aujourd'hui, les «casques bleus» ont interdiction de pénétrer sur le port, sont obligés d'embarquer 220 Somaliens pour assurer la sécurité de l'aéroport international et ne peuvent prendre en charge les convois dans Mogadiscio. Nombreux sont ceux qui, malades, doivent être rapatriés sur Nairobi. Les ONG n'utilisent plus l'aéroport à cause de l'insécurité qui y règne.

En six mois, beaucoup d'enceinte a coulé, des images horribles ont fait la «une» de tous les journaux, et idées pendant cet été 1992, beaucoup d'acteurs innocents de ce show médiatique ont vu débouler bien plus de journalistes que de sacs de riz, et pourtant, la situation reste totalement insupportable. Alors, réveillons notre colère, nous qui savons si bien jouer les empêchés de tourner en rond des gouvernements qui se donnent bonne conscience. Faisons encore pour les Somaliens ce que nous avons été capables de faire avant et après l'indivisible, la parole là de la plus grave situation depuis le Biafra. Car se taire, c'est aussi accepter, et il nous faudrait alors accepter d'avoir égaré un peu de notre âme et de nos convictions en route.

La Somalie pue la mort, à grande échelle, et on ne le dira jamais assez.

Brigitte Doppler et Frédéric Vigneau coordonnent en Somalie l'action de Médecins sans frontières.

Quelle aide?

par Mohamed Abdi

Il est de notoriété publique qu'environ 20% de l'aide alimentaire qui parvient en Somalie est donnée aux chefs de guerre pour maintenir la sécurité du transport, qu'environ 30% est pillée ou détournée par les bandes armées incontrôlées et qu'à peine la moitié parvient à la population affamée, mais, ce qui est le plus frappant sur place, c'est de constater la corruption de la distribution, depuis l'arrivée de l'aide au port jusqu'à la destination finale dans les cuisines où des Somaliens chassent ou refusent d'inscrire certains compatriotes affamés, simplement pour pouvoir mettre de côté et revendre quelques sacs de riz.

Ceux qui apportent l'aide, qui fournissent les vivres, l'essence, les soins dans les zones contrôlées par tel ou tel clan, ne renforcent-ils pas les positions de ces chefs de clan? Lorsque les ONG demandent la protection des groupes armés, ne se trouvent-elles pas, malgré elles, en position de collaboration avec ces chefs de guerre? Une même ONG peut-elle travailler dans différentes régions, chacune sous domination de chefs ennemis?

A l'heure actuelle, les opérations des ONG internationales ne sont pas coordonnées, et j'ai moi-même rencontré à Kisumu deux responsables d'ONG locales qui font un travail acharné pour sauver quelques-uns de leurs compatriotes, mais ils crient dans le désert, ils ne reçoivent de l'aide qu'en dernier ressort, ne sont ni consultés ni considérés par les ONG internationales. Cependant, il est primordial de comprendre que le rôle des ONG dans les zones de conflit est à double tranchant : certes, elles apportent un secours immédiat nécessaire, mais elles renforcent aussi le pouvoir des clans qui dominent et terrorisent les populations civiles.

Les Nations unies sont aussi dans la même position, puis-

qu'elles doivent, depuis l'arrivée des «casques bleus» à Mogadiscio, négocier leur sécurité auprès des troupes somaliennes armées, et la situation n'est pas meilleure lorsque l'on voit les protecteurs lorsque l'on voit les protecteurs aux-mêmes protéger.

Au terme de mon voyage dans le sud de la Somalie, je crois pouvoir affirmer que les populations civiles et même les chefs de clan et leurs partisans sont fatigués de ce conflit. Les responsables des factions du Sud que j'ai rencontrés en Somalie même, ainsi que les responsables des autres factions du Nord, avec qui je me suis entretenus à Nairobi, se disent tous prêts à négocier la paix. Ces derniers souhaitent un accord conclu par une réunion de tous les chefs de clan sans aucune exclusion. Une intervention armée extérieure paraît inopportune, en ce sens qu'elle raviverait un conflit qui est en train de s'éteindre. Il n'en reste pas moins qu'une fois parvenus à un cessez-le-feu la Somalie aura besoin d'une aide sous forme de coopération pour, dans un premier temps, désarmer les bandes incontrôlées qui sont aujourd'hui la principale menace.

Les rêves de puissance, de grandeur, de vengeance, de domination de certains ont plongé la Somalie dans un cauchemar infernal. Mais l'attente avait rencontré l'indivisible et à l'intérieur du pays des Somaliens qui souhaitent prendre en charge cette situation dramatique pour travailler à la paix et à la reconstruction, mais pour cela tous ces hommes de bonne volonté ont besoin de l'aide et de la coopération de la communauté internationale.

Mohamed Abdi est membre du Groupe d'action pour la paix et la réconciliation en Somalie, de retour d'une mission sur place.

Mettre un terme au massacre

par Charles Pellias

Le 15 octobre 1992, à l'occasion du sommet européen de Birmingham, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont formulé le vœu de voir les troupes des Nations unies se déployer en Somalie, et le Conseil européen a lancé un appel aux factions somaliennes rivales afin qu'elles observent un cessez-le-feu immédiat pour permettre la distribution rapide de l'aide occidentale aux populations. Au même moment, le Conseil de sécurité des Nations unies a lancé un «avertissement» aux groupes armés qui investissent et contrôlent le port de Mogadiscio en leur faisant savoir qu'ils prendraient la lourde responsabilité d'aggraver la situation en entravant la mise en place des opérations de secours des agences de l'ONU.

Le 19 octobre, les enfants des écoles françaises, dans un élan remarquable de solidarité, se sont présentés en classe porteurs d'un paquet de riz destiné aux enfants de Somalie. Toutes ces initiatives, qu'elles soient à l'échelle nationale ou internationale, ne nous empêchent pas de nous interroger sur les raisons de l'échec des opérations de secours des Nations unies. Depuis bientôt deux ans le monde civilisé assiste impuissant au drame somalien. Il est vrai que les opinions politiques au niveau des gouvernements occidentaux sont, depuis longtemps, habituées aux horribles catastrophes que vit l'Afrique. Nos télévisions nous ont montré, au fil des ans et avec force détails macabres, les guerres tribales et les affreux massacres perpétrés en Afrique, par des Africains, au Biafra, au Burundi, en Angola, au Mozambique, au Tchad, au Sud Soudan, en Éthiopie, au Libéria.

A ces images de cadavres, tués par balles ou à la machette, jonchant les rues des capitales africaines, s'ajoutent, au gré des sécheresses récurrentes, les clichés d'enfants au ventre gonflé, aux membres décharnés, aux yeux sans vie, que les femmes tentent d'emmener et ce, dans les bras de leurs mères aux seins flasques, attirés des milliers de mouches, faute d'attirer la pitié et la solidarité des hommes.

Les gouvernements occidentaux, les instances supérieures de l'ONU, l'Organisation de l'unité africaine ont, depuis trop longtemps, fermé les yeux sur ces drames des peuples noirs, trop souvent livrés à des tyrans

sanguinaires ou à des chefs de bandes déments que l'Occident a soutenus, que nous avons armés, qui furent repus dans nos capitales avec les honneurs dus à des chefs d'Etat tels que nous les concevons.

Les résolutions votées par les politiques et les diplomates depuis les chancelleries occidentales ou le palais de verre de New-York ont eu pour but principal de donner bonne conscience à notre monde nauséabond et éloigné de la terre d'Afrique, marquée par une politique de développement qui fut, pendant trois décennies, empreinte des conséquences de la guerre froide Est-Ouest et d'une suite d'erreurs de conception et d'appréciation des réalités africaines de la période postcoloniale.

Totale destruction

Demander à des assassins de quitter ou vingt ans, armés de mitrailleuses et de kalachnikovs, dans les arsenaux somaliens, qui ne connaissent pas le sens des mots honneur, pitié, miséricorde, solidarité, de permettre d'acheminer les aides en nourriture auprès de centaines de milliers de femmes et d'enfants de leur même race qui meurent de faim, est une conception occidentale qui, aujourd'hui, est totalement dépourvue de sens en Somalie.

En 1899, Muhammad Abdullah Hassan, que les Anglais nommèrent le «mad Mullah», déclara la guerre sainte contre les infidèles. Ce précurseur des «fous de Dieu» a tenu en échec les armées britanniques et italiennes jusqu'en 1905. Il est probable que la grande statue équestre qui représente ce héros national, et qui fut érigée à proximité du Parlement de Mogadiscio, est la seule construction encore intacte dans la capitale somalienne. Le «mad Mullah» avait pris les armes contre les colonisateurs... Ses arrière-petits-fils tuent sans distinction, avec une joie sadique, des milliers de femmes, d'enfants, de vieux, qui ont pour unique péché d'appartenir à un autre clan.

La Somalie, terre peuplée par une seule ethnie hamite, dont les origines se perdent dans la nuit des temps, compte actuellement une dizaine de clans et sous-clans. Libérés de l'emprise fédératrice voulue par l'ancien président, le général Mohamed Siyad Barre, qui tenait le pays d'une main de fer, les clans, sous-clans, familles se livrent une lutte acharnée pour le

pouvoir et cela au prix de la destruction totale du pays, de l'Etat, de la population. Donnez un kalachnikov et une poignée de khat, cette herbe euphorisante aux jeunes chômeurs somaliens (et le sont tous) et vous aurez à votre disposition une armée dénuée de quelques milliers de jeunes tueurs qu'aucune barrière morale ne pourra arrêter.

L'Occident, et l'Europe en particulier, avait tenté de développer ce pays. Les hôpitaux, actuellement tous détruits, furent financés par la CEE. L'université de Mogadiscio était un projet grandiose financé par la Fonds européen de développement de la CEE. Réalisée entre 1976 et 1982, ce projet devait permettre la formation universitaire de milliers de jeunes Somaliens. Son coût global dépassait 40 millions de dollars. Des routes destinées à désenclaver le pays, des projets agricoles importants, un réseau de communications hertziennes, l'induction d'eau de Mogadiscio, la grande digue hydroélectrique de Bardera dans le Sud furent également l'objet de financements de la CEE. Enfin, le port de Mogadiscio, ce port qui constituait actuellement le seul port en eaux profondes du pays, et devait constituer le point d'arrivée des secours internationaux, est, lui aussi, une réalisation conjointe de la CEE et de la Banque mondiale.

Toutes ces réalisations sont de nos jours partiellement ou totalement détruites, et sur les ruines, campent les milliers des factions ennemies qui continuent à tuer et à piller dans un pays où bientôt il n'y aura plus personne à tuer sauf quelques chèvres ou dromadaires. Il est temps de mettre un terme à ces destructions, au génocide de milliers de femmes et d'enfants.

L'Occident doit impérativement intervenir, et cela rapidement. Les bases militaires françaises et américaines sont très proches, à Djibouti et dans l'océan Indien, il suffirait d'une force d'intervention moderne de 5000 à 6000 hommes, dotée de moyens blindés et couverte par des hélicoptères de combat, pour réduire et désarmer les hordes somaliennes de tout bord, ainsi que leurs chefs, qui ont prouvé qu'elles ne pouvaient plus se prévaloir du qualificatif d'humain.

Charles Pellias est ancien délégué des Communautés européennes en Somalie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Dernière de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Gabriel Taitel.

15-17, rue du Colonne-Flavien-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. : 16-62-65-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de la Région Ile-de-France SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Compagnie 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94352 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vente normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nous ne sommes pas invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 NO 02 PP Paris RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Envoyez avec l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La visite de M. Eltsine à Londres

Le président russe a évoqué des risques de coup d'Etat

M. Boris Eltsine est arrivé mardi 10 novembre en Hongrie pour une visite officielle de vingt-quatre heures, à l'issue de laquelle il a effectué durant deux jours à Londres, marquée par la signature d'un traité d'amitié. Reçu en Grande-Bretagne avec un maximum d'égards, le président russe a affirmé que des « aventuriers antidémocratiques » menaçaient encore la voie démocratique sur laquelle son pays s'est engagé.

LONDRES

de notre correspondant

Il n'est pas sûr que la reine Elizabeth II soit tout à fait cette « femme ordinaire sans aura de royauté » qu'a cru percevoir M. Boris Eltsine au cours d'un déjeuner à Buckingham Palace. Mais l'intention du président russe était louable : manifester, en

retour, la chaleur des liens que la Grande-Bretagne a voulu témoigner à la nouvelle Russie, et qui se sont concrétisés par la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays, à l'image de celui de 1766, qui porte le paraphe de l'impératrice de Russie Catherine II la Grande.

La souveraine ne s'est apparemment pas formalisée du style peu protocolaire de celui qui se qualifie lui-même de « représentant de l'une des plus jeunes démocraties » et a accepté son invitation à se rendre à Moscou. La date de ce voyage historique n'a pas été précisée, et le premier ministre britannique, M. John Major, qui a accepté une invitation semblable, devrait donc devancer la reine d'Angleterre dans la capitale russe.

A Londres, c'est un accueil réservé jusqu'à aux plus grands dirigeants occidentaux qui a été accordé à M. Eltsine, le point culminant prenant la forme d'une réception solennelle des deux chambres du Parlement. Le gouvernement

britannique a ainsi voulu manifester ses encouragements aux réformes démocratiques engagées par M. Eltsine face à son opposition conservatrice. Peu porté à la litote, le président russe en a profité pour faire résonner les lambris dorés du palais de Westminster de ses accents parfois menaçants, devant une assistance un peu mûlée.

Dans la mesure de ses moyens

Dénouant les « aventuriers antidémocratiques » qui, selon lui, les « restes du vieux Parti communiste et de l'élite gouvernementale, les militants nationalistes, les directeurs incompétents de fermes collectives et les aventuriers politiques », qui « jouent des souffrances du peuple dans le but de lancer une attaque contre et contre », M. Eltsine a prévenu ces « fantômes du passé jouant dans un théâtre d'ombres » qu'il ne se laisserait pas faire. « Si nécessaire, a-t-il indiqué, j'utiliserai

les pouvoirs extraordinaires qui m'ont été donnés par le peuple. » Indiquant ainsi qu'il pourrait gouverner par décret, M. Eltsine voulait manifestement sensibiliser son auditoire aux difficultés qu'il rencontre, notamment face à ceux qui veulent remettre en question son autorité lors du Congrès des députés du peuple qui s'ouvre en décembre.

Le premier ministre britannique, qui avait été le premier leader occidental à téléphoner à M. Eltsine lors de la tentative de coup d'Etat d'août 1991, lui a donné les assurances attendues : si la Russie poursuit son chemin vers l'économie de marché et la démocratie, la Grande-Bretagne accompagnera cette période de transition, dans la mesure de ses moyens.

L'aide financière que demande le président russe – en premier rang bien sûr des motivations de ce voyage – dépasse en effet de loin les capacités budgétaires d'une Grande-Bretagne plongée dans la récession économique. Des facilités

de crédit à l'exportation de 280 millions de livres sterling (environ 2,3 milliards de francs) sont accordées pour des projets en Russie, mais, dans l'ensemble, les industriels britanniques ne se bousculent pas pour investir dans l'URSS et le commerce bilatéral reste faible.

Moscou compte davantage sur les bons offices de Londres, qui s'est faite le champion de l'entrée de la Russie au sein du FMI, pour débiter l'aide de 24 milliards de dollars promise par les pays occidentaux et dont les versements sont retardés en raison des incertitudes politiques et économiques qui perdurent en Russie.

Le président Eltsine, qui avait affirmé à Washington que le communisme était « mort », a rassuré les Britanniques sur le caractère « irréversible » des réformes engagées. Les Britanniques, pragmatiques, ont constaté que le communisme ne semblait pas tout à fait mort.

LAURENT ZECCHINI

TADJIKISTAN : situation chaotique

Le gouvernement a démissionné

Le pouvoir aux abois qui se maintient dans la capitale tadjike, Douchanbe, formé de partisans des islamistes et de démocrates mais défendu par des troupes russes, a annoncé mardi 10 novembre une démission en bloc. Le président par intérim, Akbarcho Iskandarov, et le président du Parlement renoncent à leurs postes, ainsi que le gouvernement, qui néanmoins « expédiera les affaires courantes » jusqu'à la réunion du Parlement, prévue le 16 novembre.

Les forces de l'opposition (« pro-communistes ») avaient en effet menacé, lundi, de lancer une nouvelle attaque contre Douchanbe (après celle mise en échec le 25 octobre qui avait fait des centaines de morts) si le président Iskandarov ne démissionnait pas d'ici deux jours et si les groupes favorables au pouvoir n'étaient pas désarmés. Une menace que la population de la capitale prenait parfaitement au sérieux, malgré le déploiement début novembre de la 201^e division blindée russe à Douchanbe. Un déploiement approuvé par les présidents des autres Républiques d'Asie centrale, qui craignent une extension chez eux de la guerre civile tadjike.

Le chaos au Tadjikistan est tel qu'on estime possible la remise par le Parlement du pouvoir au général Moukhriddine Achourov, le commandant de la 201^e division blindée russe. Le général avait annoncé, mardi matin, qu'il démissionnait de son poste de vice-président du « Conseil d'Etat » formé récemment à Douchanbe dans l'espoir d'une réconciliation, en déclarant qu'il était « un militaire professionnel » et qu'il ne recherchait aucun pouvoir politique. Le Parlement, qui n'a pu se réunir depuis des mois, doit tenir une session le 16 novembre à Khodjent, fief des opposants dans le nord du pays, qui reste (avec le Pamir, allié aux islamistes et aux démocrates) la seule région épargnée par les combats.

JAN KRAUZE

ESPAGNE

Andres Nin a bien été assassiné par des hommes de Staline en 1937

L'ouverture des archives du KGB à Moscou a permis à des journalistes de la télévision catalane TV3 d'élucider l'assassinat, en 1937, d'Andres Nin, principal dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), proche collaborateur de Trotski et ministre de la justice de la République de Catalogne au début de la guerre civile espagnole, qui devait durer de 1936 à 1939. Les journalistes confirment l'hypothèse, avancée depuis toujours, selon laquelle l'assassinat du dirigeant catalan, trois ans avant celui de Trotski au Mexique, était commandité par Moscou.

Ce sont deux membres du NKVD – l'ancêtre du KGB, Alexander Orlov et un certain « Jusika », aidés par trois communistes espagnols, qui ont commis le meurtre, selon une lettre datée de juillet 1937 et signée d'Orlov lui-même, adressée au siège du NKVD à Moscou. Une autre lettre, datée de mai 1937, explique comment les services de Staline complicité « d'élucider des preuves » – qui se trouvent toujours aux Archives nationales historiques à Madrid – pour accuser Andres Nin d'être à la solde du général Franco. Sur la base de ces documents, Andres Nin fut arrêté à Barcelone et transféré à la prison d'Alcala de Henares au sud de Madrid. Le dirigeant trotskiste fut ensuite emmené dans une maison où il fut torturé, pour qu'il accepte de plaider coupable, puis exécuté. (AFP)

IRLANDE

Fin des discussions intercommunautaires sur l'Ulster

Les partis politiques d'Ulster – deux protestants, un catholique modéré et un parti interconfessionnel – et les gouvernements britannique et irlandais ont achevé, mardi 10 novembre, six mois de discussions intercommunautaires, sans parvenir à un accord qui mettrait fin à la guerre civile larvée qui ensangante l'Irlande du Nord depuis plus de vingt ans.

Les partis protestants et catholiques n'ont pas réussi à s'entendre sur l'éventuel rôle de Dublin dans de nouvelles institutions. Alors que les protestants souhaitent une assemblée élue dont Dublin serait exclu, les catholiques modérés du SDLP (Parti social-démocrate travailliste) veulent que cette assemblée soit assortie d'une commission exécutive, dont un membre serait désigné par Dublin.

Bien que le leader unioniste, le Révérend Ian Paisley, ait déclaré que les négociations étaient « mortes et enterrées », les partis d'Ulster ont publié un communiqué commun annonçant la poursuite de « consultations informelles ». Pour les ministres britanniques et irlandais, la fin des discussions ne constitue qu'une « pause ». (AFP, AP)

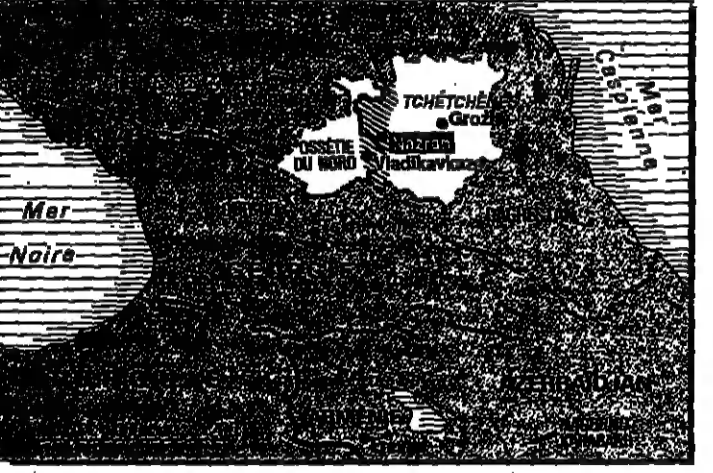
Moscou accentue sa pression militaire dans le Caucase

Suite de la première page

Selon des témoins sur place, les troupes russes continuent à arriver en grand nombre dans la région, et semblent déjà largement supérieures pour s'assurer, en cas de besoin, le contrôle de la Tchétchénie. Il n'est pourtant en principe pas question de cela (il y a un an presque jour pour jour, M. Boris Eltsine, poussé par son vice-président Alexandre Rutskoi, avait tenté de régler le problème tchétchène par la force, avant d'annuler au bout de quelques jours un décret pris

alors que les Ingouches n'ont rien de ce genre.

A ce jour, la tentative lancée par les Ingouches pour tenter de reprendre par la force la région de Prigorodny (attribuée à l'Ossétie du Nord) aux mêmes furent victimes d'une mesure de déportation en masse ordonnée par Staline) s'est donc achevée de manière tragique pour ce petit peuple musulman. L'espoir de récupérer cette région – où vivaient avant guerre plus de la moitié des Ingouches – est désormais plus éloigné que jamais.



en ce sens). Au stade actuel, seul un régiment russe, fort d'environ 3 000 hommes et quelques dizaines de blindés, a pénétré en Ingouchie. Avec, semble-t-il, un double objectif : d'une part bloquer le passage entre l'Ingouchie et la Tchétchénie et, d'autre part, désarmer les formations armées ingouches qui se sont réfugiées dans la montagne.

Les responsables d'Ossétie du Nord réclamaient depuis plusieurs jours cette intervention, avec de plus en plus d'insistance. En principe, l'armée russe proprement dite ne doit pas, selon l'agence Tass, pénétrer dans les villages ingouches, cette tâche étant réservée aux forces spéciales du ministère de l'Intérieur.

Les Ingouches sont d'autant plus réticents à remettre leurs armes qu'ils risquent alors de se retrouver sans défense dans l'hypothèse d'une attaque ossète : en effet, même si le désarmement des formations de volontaires ossètes était mené à bien parallèlement, comme le prévoit le décret sur l'état d'urgence, l'Ossétie du Nord dispose en plus d'une garde nationale légale,

alors même qu'une résolution votée au printemps par le Parlement russe leur avait fait miroiter cette possibilité.

Plus grave encore, la quasi-totalité des Ingouches vivant jusqu'à présent en Ossétie du Nord, soit de vingt à trente mille personnes, ont vu leurs villages systématiquement pillés et détruits, sans que l'armée russe ne s'y oppose, et se retrouvent dans une situation d'extrême dénuement à l'approche de l'hiver. A Vladikavkaz même, les logements où habitaient des Ingouches ont été soit détruits soit récupérés par des réfugiés venus d'Ossétie du Sud (en territoire géorgien).

Dérèglement et démission

De plus, selon divers témoignages concordants, des atrocités ont été commises contre les populations ingouches, après que les troupes russes se furent chargées de réduire la résistance de leurs combattants : de manière plus ou moins voilée, certains journaux moscovites ont d'ailleurs fait état de cette conséquence.

EN BREF

ITALIE : condamnation de cinq membres du mouvement « Ein Tirol ». – Cinq membres du groupe pantyrolien « Ein Tirol », qui luttent pour le rattachement de la région du Haut-Adige au Tyrol autrichien, ont été condamnés, mardi 10 novembre, à des peines s'échelonnant entre 2 et 15 ans de prison pour avoir commis une quarantaine d'attentats entre 1986 et 1988 dans le Haut-Adige. Quatre des accusés n'assistaient pas au procès et seraient réfugiés en Autriche. (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : la navigation sur la partie slovaque du Danube rétablie. – La navigation sur la partie slovaque du Danube, interrompue le 20 octobre pour des travaux de dérivation vers un canal alimentant la centrale de Gabčíkovo, a été rétablie mardi 10 novembre, a-t-on indiqué à Bratislava, où se trouve une deuxième mission d'experts de la CEE chargée de résoudre le différend opposant Prague et Budapest à ce sujet. Elle doit remettre son rapport fin novembre. (AFP)

quence de l'intervention russe. En revanche, la télévision, retrouvant pour la circonstance un comportement quasi soviétique, a totalement gommé cet aspect hautement déplaisant des choses.

Des responsables russes eux-mêmes paraissent avoir tenté de s'opposer à ce dérapage. C'est en tout cas de cette manière qu'est interprétée par certains observateurs la démission du commandant en chef des forces du ministère de l'Intérieur, le général Vassili Savvine, qui avait été envoyé sur place. Le général Savvine n'a pas donné lui-même les raisons de sa démission, mais, selon des propos prêtés à des membres de son entourage, il aurait voulu récupérer les armes fournies aux combattants ossètes et qu'ils utilisaient pour commettre des exactions, mais aurait été déçu par ses supérieurs.

Parallèlement, le vice-premier ministre Gueorgui Khitja, qui avait très ostensiblement proclamé le soutien des Russes « aux frères ossètes », a été remplacé au poste d'administrateur provisoire de la région par M. Sergueï Chakhrai, qui vient d'opérer un retour – qui l'a surpris lui-même – au sein de la Fédération russe où il est chargé du problème des nationalités. M. Chakhrai passe pour bien connaître les problèmes du Caucase, il a une solide réputation de libéral, et il cherche peut-être à réparer un peu les dégâts.

Mauvaise réputation

En tout état de cause, le ressentiment ingouche ne sera pas facile à effacer, d'autant que les Ingouches, qui lors de l'élection présidentielle avaient voté massivement en faveur de Boris Eltsine et qui, par la suite, contrairement aux Tchétchènes, avaient choisi de rester dans la Fédération russe, peuvent s'estimer bien mal récompensés. Mais il reste que dans la population russe, les Ingouches ont plutôt mauvaise réputation et qu'ils se sont donnés le mauvais rôle en apparaissant comme les agresseurs.

Surtout, Boris Eltsine a de toute évidence saisi l'occasion pour faire un exemple et montrer que la Russie était décidée à faire payer le prix fort à ceux qui entreprennent de semer le désordre au sein de la Fédération – faisant peser du même coup une menace sur les turbulents tchétchènes. Le président russe a d'ailleurs lui-même déclaré, à son départ pour Londres, que cette opération avait un caractère dissuasif et qu'elle contribuerait à empêcher le déclenchement d'au-

Ce soir à "Ex-libris"

Stéphane DENIS

L'amoraliste

Fayard

200 p. 89 F

Dans un pamphlet au vitriol, Stéphane Denis s'en prend à François Mitterrand. Un style flamboyant pour une thèse qui fera grincer.

Serge Havyar, L'Evenement du Jeudi

Un pamphlet d'une extrême méchanceté comme le genre le veut certes, mais quel talent !

Bernard Frank, Le Nouvel Observateur

FAYARD

DIPLOMATIE

Le treizième sommet franco-italien

MM. Mitterrand et Amato ont réaffirmé leur solidarité face aux Etats-Unis dans les négociations du GATT

Un peu plus d'un an après celui de Viterbe, en Italie, le treizième sommet franco-italien s'est réuni, mardi 10 novembre à Paris. M. François Mitterrand et le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, ont souligné leur identité de vues sur la plupart des grandes questions internationales, notamment sur la nécessité de mener à terme le processus de ratification des accords de Maastricht et sur l'impératif de la solidarité européenne face aux Américains, dans les négociations du GATT (lire page 14). MM. Mitterrand et Amato ont indiqué que Paris et Rome allaient renforcer leur coopération dans la lutte contre la criminalité organisée.

M. Mitterrand a précisé que, dans les négociations du GATT, Français et Italiens sont « désireux d'un accord, pas à n'importe quel prix », ce qui signifie que « chacun doit bouger, donc aussi les Américains ». « On ne peut pas, a-t-il ajouté, nous demander de réduire notre production au point de développer les jachères de plus en plus. Cela ne serait compensé par personne et d'ailleurs ce ne serait pas tenable. (...) Que chacun comprenne son devoir international, qui consiste à ne pas créer d'injustices nouvelles ou à n'agir que par la politique du poing sur la table. »

Interrogé sur les limites éventuelles de la solidarité européenne, le président français a indiqué : « Je compte sur la solidarité italienne comme l'Italie compte sur la France. (...) Il y a eu suffisamment de solidarité pour que le front (européen) ait été maintenu jusqu'à cette heure. » M. Amato a manifesté son accord avec M. Mitterrand

en ajoutant : « Il n'y a pas de problème français par rapport aux Etats-Unis, il y a un problème de la Communauté dont on parle avec les Etats-Unis. » Le président du conseil italien a encore estimé que les négociations du GATT n'aboutiront que si « toutes les questions en cours de discussion », c'est-à-dire aussi bien les services que l'agriculture, trouvent une solution : « Nous voulons qu'un équilibre général soit trouvé. »

« Lutter contre la criminalité organisée »

MM. Mitterrand et Amato sont encore tombés d'accord pour réaffirmer, selon la formule du président français, que le traité de Maastricht « ne peut pas et ne doit pas être renégocié » et qu'« on ne peut pas envoyer le mouvement engagé ».

M. Mitterrand a fait observer que les ministres de l'intérieur et de la

justice ont participé au sommet, « ce qui n'est pas habituel », a-t-il souligné, car « il y a lieu de lutter contre la criminalité organisée » conformément à l'esprit de Maastricht, d'autant que l'Italie devient de facto, la « frontière sud-est » de la France.

Un magistrat français va ainsi être nommé le 1^{er} janvier 1993 à Rome, tandis que les policiers chargés des liaisons entre l'Italie et la France seront plus nombreux et que la coopération avec « les pays d'Europe centrale et orientale » sera développée.

Enfin, M. Amato, évoquant, après M. Mitterrand, l'accord de recapitalisation de SGS-Thomson, (lire page 14), a jugé que de tels accords devaient permettre de surmonter la conjoncture économique morose. « L'Europe des prochains mois ne devrait pas être l'Europe de la récession », a-t-il lancé.

Excluant toute modification de fond

M. Jacques Delors évoque la nécessité d'« amendements de forme » au traité de Maastricht

LA HAYE

de notre correspondant

Le traité de Maastricht « n'est pas le gagnant du concours de beauté, mais le remède significatif qu'il faudrait attendre de trois à quatre ans pour aboutir à un résultat peut-être moindre ». A la tribune du congrès des socialistes européens (lire ci-contre), le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a une nouvelle fois exclu, mardi 10 novembre, la réouverture des négociations sur les modalités et la finalité de l'Union européenne.

Appelant la Grande-Bretagne et le Danemark « à comprendre » qu'il

était impossible de « remettre en cause (...) un compromis [qui fut] difficile à obtenir et [qui est] difficile à expliquer », M. Delors ne s'est pas lancé, toutefois, dans une « défense intégriste » du traité de Maastricht. Il a tenu la main à Londres et à Copenhague en affirmant que la Commission de Bruxelles fera « tout ce qu'elle pourra » pour proposer aux autres Etats membres d'accepter ce qu'il a appelé « des amendements de forme ».

Il a évoqué la possibilité d'ajouter au traité « des déclarations interprétatives » par exemple sur la citoyenneté européenne, « des périodes de transition ou des exemptions temporaires » comme

c'est déjà le cas en matière d'Union monétaire.

Ces assouplissements sur mesure pourraient ouvrir la voie à une union à géométrie variable entre les Douze, bien que le président de la Commission ne l'ait pas dit explicitement. Mais ces amendements de forme ne devraient, selon lui, rien modifier sur le fond : il ne saurait être question, a-t-il affirmé, d'une Europe « à la carte (...) dans laquelle les uns auraient des droits particuliers tandis que d'autres seraient déchargés de certains devoirs ». Car, dans ce cas, « la Communauté tomberait dans le piège d'une organisation internationale incapable de décider et d'agir ».

Rappelant que la construction européenne n'avait jamais été « un long fleuve tranquille », mais qu'elle avait à son actif des succès assez probants pour susciter, aujourd'hui, l'intérêt parfois critique des peuples des Etats membres, l'inquiétude de puissances commerciales concurrentes et l'attente des pays est-européens, M. Delors a invité les responsables européens à ne pas se laisser aller « au scepticisme, qui est notre pire ennemi, ni au découragement, qui est notre pire adversaire ».

CHRISTIAN CHARTIER

A l'initiative de dix-sept formations

Création du Parti des socialistes européens

LA HAYE

de notre correspondant

Réunis en congrès, les 9 et 10 novembre à La Haye, les représentants des dix-sept formations politiques (1) membres de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSE) ont voté à l'unanimité la transformation de celle-ci en Parti des socialistes européens (PSE).

Le PSE entend être « le bras actif des partis nationaux au plus européen ». Plus structuré que l'UPSE, les chefs des partis membres se réuniront en conférence deux fois par an, « il coordonnera notamment son action avec le groupe socialiste à l'Assemblée de Strasbourg. Le président de celui-ci, M. Jean-Pierre Cot, a souligné que la création du PSE signifiait une certaine « bipolarisation » de la vie politique européenne, en face du Parti populaire européen qui réunit les chrétiens-démocrates du continent et les conservateurs britanniques.

Mais, à l'instar du PPE, le champ d'action politique du PSE ne s'arrête pas aux frontières de la Communauté : « Il ne faut pas laisser le champ libre au camp conservateur pour se poser en axe moteur du développement européen, notamment en Europe de l'Est », a déclaré M. Ben Fayot, président du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois.

Une plate-forme politique commune doit encore être élaborée. Mais le premier secrétaire du PS français, M. Laurent Fabius, a suggéré que le PSE « se manifeste de façon visible » à l'occasion du renouvellement du Parlement européen, en 1994, pour « mener une campagne et proposer un programme commun ». Le PSE s'est donné comme président le socialiste flamand Willy Claes, actuel ministre belge des affaires étrangères, qui sera assisté de six vice-présidents (2).

C. Ch.

(1) Le Parti démocratique de la gauche italienne (ancien Parti communiste de M. Occhetto) et les partis sociaux-démocrates danois (SDP) et suédois (SAP) ont été admis comme membres à part entière.

(2) M^{me} Elena Florin (PSOE, espagnol), M^{me} Gerda Jucha (PS français) et Trije Wiltgens (PVDA néerlandais), vice-présidents sortants, ont été rejoints par M^{me} Jack Cunningham (LP britannique), Maria Dileo (PSI italien) et Heinz Fischer (SPÖ autrichien).

OCÉANIE

AUSTRALIE

Grève massive dans l'Etat du Victoria SYDNEY

de notre correspondant

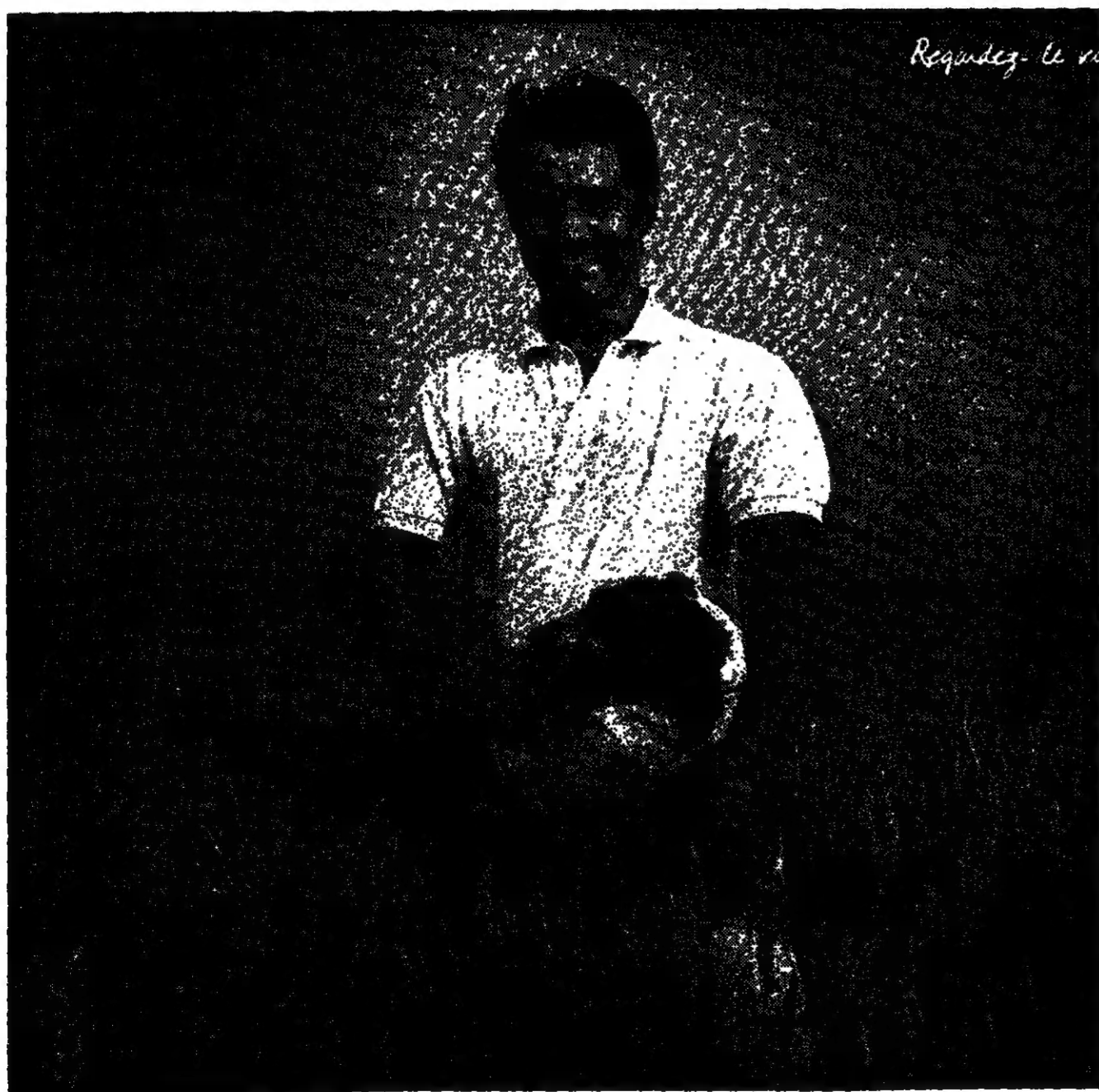
Plus de cent mille personnes ont défilé à Melbourne, mardi 10 novembre, pour protester contre la législation sur la dérégulation du marché du travail proposée par le gouvernement libéral du Victoria, élu le 3 octobre à une large majorité (le *Monday* du 8 octobre). La deuxième ville du pays n'avait pas connu de telle manifestation depuis les marches contre la guerre au Vietnam. Les syndicats du Victoria se félicitent du succès de la grève, qui, selon eux, a été suivie par 800 000 personnes appartenant pour la plupart au secteur public. Les syndicats s'apprêtaient à la bataille depuis que ces mesures ont été rendues publiques par le nouveau premier ministre du Victoria, M. Jeff Kennett, lors de la présentation du budget.

Pour éponger la dette de l'Etat, M. Kennett avait annoncé la suppression de 7 000 emplois dans le secteur public, et l'abolition immédiate de l'allocation versée en addition des congés payés, soit 17,5 % du salaire mensuel. Le projet de loi prévoit aussi de limiter le droit de grève et de supprimer des indemnités supérieures garanties aux travailleurs du public comme du privé.

Pour le gouvernement travailliste australien, la grève du Victoria est un avant-goût des conflits sociaux à venir en cas de victoire des conservateurs aux élections fédérales prévues pour mai 1993 au plus tard. « Vous verrez le même chaos social à Sydney, Brisbane, Perth et Adelaide », a prédit le premier ministre, M. Paul Keating. De leur côté, les conservateurs accusent le gouvernement d'avoir encouragé la grève : « Vous voulez que les Victoriens descendent dans la rue, parce que vous pensez pouvoir en tirer un dividende sur le plan politique », a déclaré M. John Howard, chargé des relations syndicalistes-patronales dans l'opposition.

Divers secteurs doivent successivement se mettre en grève dans le Victoria d'ici à la fin du mois : le port de Melbourne, les transports en commun, les transports aériens... La Confédération nationale des syndicats (ACTU) a appelé à une journée d'action nationale le 30 novembre, pour donner un avertissement à l'opposition qui compte, si elle est élue, instaurer dans le reste du pays des réformes semblables à celle du Victoria.

SYLVIE LEPAIGE



Pascal Bécart, agriculteur créole à Volseiron, avec son meilleur complice Gini

*Marque déposée de Du Pont de Nemours

Requiem. Le rêve. De quoi est faite sa vie ? De produits

biodégradables, comme ALLIE*, quand

il passe dans ses cultures pour protéger

ses céréales. De lubrifiants, tout le temps

que ses machines doivent tenir la cadence.

De QUALLOFIL*, lorsqu'il gèle et qu'il

faut mettre une chaude veste d'hiver.

Ces produits découverts par Du Pont font

partie de son confort, de sa sécurité,

de son bien-être. De sa vie. De la nôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes.

Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne.

Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à : Jean-Louis Tronc, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07

DU PONT

Tous les jours de nos vies

Etats-Unis
n de siècle

OTIE MACHINISTE

PROCHE-ORIENT

LIBAN : démonstration de force ou prélude à une opération d'envergure ?

Israël achemine d'importants renforts de troupes dans la « zone de sécurité »

Les États-Unis ont appelé, mardi 10 novembre, Israël, le Liban et la Syrie à « faire preuve de la plus grande retenue » à la frontière israélo-libanaise, où les bombardements du Hezbollah et les raids israéliens se poursuivent depuis dimanche. Israël a acheminé au cours des dernières 24 heures d'importants renforts militaires dans cette zone.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'armée israélienne s'appareille à effectuer une nouvelle opération d'envergure au Liban. Quarante-huit heures après la reprise des duels d'artillerie et des raids aériens dans le sud du pays du Cèdre, c'est la question qui continuait de se poser, au vu du plus spectaculaire déploiement de forces qu'on ait pu observer depuis des mois dans la région.

Chars d'assaut, pièces d'artillerie lourde (155 mm et 173 mm), transports de troupes blindés, camions de munitions et d'explosifs ; en deux jours, les autorités militaires israéliennes ont fait défilé, sous l'œil intéressé des caméras de télévision, un nombre impressionnant d'hommes et une quantité de matériel. Mercredi matin, une grosse partie de cet arsenal mécanisé avait été vue franchissant la frontière

pour pénétrer dans la « zone de sécurité », une bande d'un millier de kilomètres carrés que l'État juif occupe depuis une dizaine d'années, dans l'extrême sud du Liban. S'agit-il d'une démonstration de force destinée autant à impressionner l'adversaire qu'à rassurer les habitants du nord du pays ? Seul le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui a réuni jusqu'à tard mardi soir son état-major et ses principaux ministres à Jérusalem, pourrait répondre à cette question. « L'armée est prête à toute éventualité, la décision est politique », remarquait pour le Monde un officier supérieur. En tout état de cause, à l'instar des deux nuits précédentes, les habitants de Galilée, qui furent les cibles privilégiées des roquettes tirées par les maquisards libanais ces derniers jours, sont allés dormir mardi dans les abris.

Comme à chaque fois que tonne le canon dans cette région, on s'interroge sur les responsabilités et les objectifs visés par les différents acteurs du conflit. Mais les analystes posent plus de questions qu'ils ne fournissent de réponses. D'abord, qui tire depuis dimanche soir sur les villages israéliens frontaliers ? « Le Hezbollah à la solde de l'Iran », clament les Israéliens. Mais, curieusement et contrairement à l'habitude, le « parti de Dieu » n'a pas revendiqué les bombardements. Sans avancer de preuve, on surmène dans certains milieux que les auteurs des tirs de roquettes pourraient être des mili-

tants palestiniens du groupe d'Ahmed Jibril.

Deuxième question : pourquoi, une semaine après la dernière salve de tirs et une semaine après que M. Rabin eut fait part de sa volonté de ne « pas jeter d'huile sur le feu », pourquoi donc l'aviation israélienne s'est-elle allée bombarder dimanche, dans le sud de la Bekaa, une base du Hezbollah ?

Incidents

sur le processus de paix

Ferme opposé aux pourparlers de Washington — comme l'est Téhéran, son principal tuteur, — le « parti de Dieu » a décidé de frapper fort pour provoquer l'« événement » et, si possible, l'entraîner dans un conflit si violent que le processus de paix risquerait de ne pas s'en remettre. Quoi de plus provocant pour un État, qui a toujours fait profession de protéger partout ses citoyens, que de voir des civils de Galilée être pris pour cible ? Pour l'armée d'Israël, riposter à ces attaques n'est pas seulement une tradition, c'est aussi, pour son chef suprême, M. Rabin — lequel cumule ses fonctions avec celles de ministre de la Défense — une question de crédibilité.

Comme le résumait mardi à la radio nationale une résidente de Kiriat-Chmona, petite ville-frontière située à trois kilomètres de la « zone de sécurité » : « ou bien nous voulons les écraser et alors faisons-le, ou bien nous ne voulons pas

être entraînés dans un conflit d'importance et alors il ne faut pas aller les provoquer sur leur terrain ». Bien sûr, comme le disait, pratiquement au même moment à Washington, M. Itamar Rabinovitch, principal négociateur israélien face à la Syrie, Damas, qui justifie le combat du Hezbollah contre « l'occupant israélien », et qui entretient dans le même temps plus de trente mille soldats au Liban, « est particulièrement mal placé pour critiquer la présence d'Israël aux confins sud du pays du Cèdre ».

Mais en invitant, comme elles le font depuis trois semaines, le président Hafez El Assad à museler les maquisards libanais, c'est-à-dire en lui assignant un rôle de policier, les autorités de l'État juif n'admettent-elles pas le minime système sur le Liban ? C'est l'autre dimension possible du conflit en cours. A la question de savoir s'il accepterait que Damas, jouant ainsi le rôle de proconsul au Liban, garantisse sa sécurité à la frontière nord d'Israël, M. Rabin, dans un entretien publié par le Monde le 21 octobre, n'avait pas répondu non.

Il n'est donc pas impossible que les Syriens aient décidé de laisser monter la pression libanaise pour qu'Israël renouvelle son invitation à un règlement global qui affermirait leur contrôle sur Beyrouth. Dans une négociation, il vaut toujours mieux avoir deux fers au feu.

PATRICE CLAUDE

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

La Thaïlande continue de s'opposer à tout blocus des zones contrôlées par les Khmers rouges

Le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a eu, mardi 10 novembre, à Bangkok, des entretiens avec les dirigeants thaïlandais sur les graves difficultés que connaît le processus de paix au Cambodge (le Monde des 9 et 10 novembre). Les discussions ont notamment porté sur l'éventualité d'une fermeture de la frontière khméro-thaïlandaise, réclamée par M. Hun Sen pour asphyxier les Khmers rouges. Une mesure à laquelle s'oppose Bangkok.

A l'issue de cette rencontre, le chef du gouvernement thaïlandais, M. Chuan Leekpai, a déclaré que si son pays était prêt à appliquer les sanctions qui seraient décidées contre les Khmers rouges par le Conseil de sécurité des Nations unies, « la Thaïlande a une économie libre de marché. Le commerce est une prérogative du secteur privé. La frontière est longue et nous ne pouvons la couvrir de barbelés ».

D'autre part, selon l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRONUC), les forces de Phnom-Penh seraient à l'origine de plusieurs incidents impliquant des combattants des Khmers rouges. Ainsi ont-elles lancé, au cours du week-end dernier, deux attaques contre leurs adversaires dans la province de Kompong-Thom avant de tenter d'en faire retomber la responsabilité sur les Khmers rouges. — (AFP, UPI)

EN BREF

CHILI : deux militaires déclarés coupables du meurtre d'Orlando Letelier. — Le général Manuel Contreras, ancien chef de la police secrète militaire chilienne, et son adjoint, le général Pedro Espinoza, ont été reconnus coupables, lundi 9 novembre, du meurtre, en 1976, du dirigeant socialiste Orlando Letelier, en exil à Washington, a annoncé la télévision chilienne. C'est une percée importante pour les familles des milliers de personnes mortes ou disparues après le renversement du président Salvador Allende par une junte militaire, en 1973. Les deux hommes peuvent présenter de nouveau leur défense avant le jugement et le verdict définitif. — (Reuters)

MOZAMBIQUE : plus de quatre-vingt mille soldats vont être démobilisés. — Les représentants du gouvernement et de la Résistance

LIBÉRIA

La guérilla de Charles Taylor a annoncé un cessez-le-feu

Le Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor, qui assaillit Monrovia depuis près d'un mois, a annoncé qu'il observait, à compter du mardi 10 novembre, à 12 heures GMT, un « cessez-le-feu unilatéral ». Estimant qu'une solution militaire à la crise n'était « pas souhaitable », le FNPL a accusé la force d'interposition ouest-africaine (ECOMOG) de s'être engagée dans des « bombardements systématiques de civils » en zone rebelle et d'être ainsi devenue « une faction belligérante ».

Les observateurs ont réagi avec circonspection à cette offre de cessez-le-feu, annoncée moins de trois jours après le sommet des dirigeants ouest-africains, à Abuja (le Monde du 10 novembre). « Taylor est un type bizarre, et aucune personne normalement constituée ne prend ses paroles au sérieux », a commenté un responsable de l'ECOMOG. Des accrochages sporadiques se poursuivaient, mardi, à White Plains, un faubourg du nord de Monrovia, proche de la principale centrale électrique de la capitale. — (AFP, Reuters)

SOMALIE

Le contingent de l'ONU a pris le contrôle de l'aéroport de Mogadiscio

Le porte-parole des Nations unies à New-York, M. Joe Sissu, a annoncé, mardi 10 novembre, le déploiement du contingent onusien sur l'aéroport international de

Mogadiscio. Les « gardes bleus » pakistais ont pris le contrôle du terminal et de la piste d'envol, tandis que « des personnels locaux » ont été « intégrés à l'opération » afin d'assurer la sécurité extérieure de l'aéroport, a-t-il précisé.

Les premiers éléments du contingent de l'ONU étaient arrivés à Mogadiscio début septembre. Des problèmes de sécurité avaient empêché leur déploiement dans la zone de l'aéroport, où des bandes armées pillent régulièrement les arrivages de vivres et de médicaments envoyés par la communauté internationale. — (AFP, Reuters)

TOGO

Le limogeage de deux ministres provoque une nouvelle crise institutionnelle

Le premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, a annoncé, dans la soirée du mardi 10 novembre, à Lomé, qu'il allait saisir la Cour suprême afin qu'elle tranche le nouveau conflit institutionnel qui l'oppose au chef de l'État, le général Gnassingbé Eyadéma.

La veille, M. Koffigoh, se fondant sur les pouvoirs qui lui ont été attribués par la conférence nationale, en août 1991, avait décidé, par décret, de démettre de leurs fonctions deux des membres de son gouvernement, MM. Massan Agbeyome Kodjo et Benjamin Komla Agbeka. Les deux hommes appartenaient au Rassemblement populaire togolais (RPT), l'ex-parti unique que dirige le président Eyadéma. Ce dernier avait aussitôt dénoncé cette décision et confirmé les deux ministres à leur poste. — (AFP, Reuters)

fuza avait dirigé les opérations contre les rebelles, dans le nord du pays, opérations qui avaient suscité les protestations d'Amnesty International. L'armée a été accusée d'insulter des torturés aux suspects, arrêtés illégalement. — (AFP)

YÉMEN : une charge a explosé à proximité de l'ambassade des États-Unis. — Déclenchée par un système de minuterie, une charge a explosé dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 novembre, près des bâtiments de l'ambassade des États-Unis à Sanaa, ont indiqué des sources policières. C'est la deuxième fois en moins de deux mois qu'un attentat à l'explosif est commis près de l'ambassade des États-Unis au Yémen, touché depuis plus d'un an par une vague de violence à caractère politique. — (AFP)

AFRIQUE

ANGOLA : retranché dans son fief de Huambo

M. Savimbi a accepté de rencontrer le représentant de l'ONU

Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, M. Marten Guldung, s'est rendu, mardi 10 novembre, à Huambo, dans le centre du pays, pour y rencontrer le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Arrivé vendredi 6 novembre à Luanda, M. Guldung s'est finalement rendu mardi, après une série d'entretiens avec le président José Eduardo dos Santos, à Huambo pour y rencontrer M. Savimbi. Ce dernier avait, jusqu'à présent, décliné les invitations à la discussion de M. Guldung. Ce revirement constitue son premier geste de bonne volonté depuis sa retraite à Huambo, le 5 octobre, au lendemain de sa défaite aux élections présidentielle et législative des 29 et 30 septembre.

Certes, depuis son départ de la capitale, M. Savimbi a pris le contrôle de plusieurs villes de province, assurant son emprise sur au moins les deux tiers du territoire national. Mais les violents combats qui dévastaient Luanda pendant quatre jours, début novembre, ont décuplé son mouvement : ses plus proches collaborateurs ont été tués et treize de ses généraux capturés par les forces gouvernementales. Privés d'une grande partie de sa direction politique, l'UNITA est aussi évincée de Luanda. Désormais, l'espoir de sauver ce qui reste des accords de paix, signés par MM. dos Santos et Savimbi, le 31 mai 1991, à Lisbonne, repose sur une hypothétique rencontre entre les deux hommes.

Chasse

aux sorcières

Les combats qui ont fait rage dans la capitale et dans une douzaine de villes de provinces ont fait plusieurs milliers de victimes. Les témoignages sont accablants. Dans Luanda, des civils, armés par le gouvernement, ont appuyé l'ac-

tion des forces spéciales de la police. L'offensive déclenchée contre l'UNITA a rapidement tourné à la « chasse aux sorcières ». Des centaines de personnes ont ainsi été victimes de leur sympathie — réelle ou supposée — pour l'UNITA ; d'autres ont fait les frais de règlements de compte, et parfois même de vieux conflits tribaux, exacerbés par la situation.

Le bilan exact des combats ne sera sans doute jamais connu, mais de bonnes sources concordantes estiment que plusieurs milliers de personnes ont trouvé la mort sur l'ensemble du territoire, au cours de ces quatre journées infernales.

Dans la chaleur des mousses

Dans Luanda, toutes les places fortes de l'UNITA ont été ravagées par le feu des forces gouvernementales et des civils en armes, décidés à exterminer les fidèles de M. Savimbi. Des voitures, des camions, des bus civils encombrés encore de cadavres et de blessés, des restes, encore visibles, de deux voitures de l'UNITA, mitraillées, brûlées et écorchées par des chars, témoignent de la détermination gouvernementale d'en finir avec le mouvement de M. Savimbi.

Si le centre-ville a été globalement débarrassé des cadavres qui le jonchaient, des débris divers et des multitudes de débris de tous calibres, des corps pourrissants encore sous le soleil dans les rues, les quartiers périphériques populaires de Luanda.

Sous les fenêtres de l'hôtel Meridien, près du port, le corps d'un homme flottait, gonflé par les eaux noires de la baie. De temps à autre, de petits atterrissements attirant les vagues balottaient le noyé. La violence des récents combats et l'effacement criminel de la population, source de peur et de haine de l'UNITA, sont de mauvais présages pour ceux qui, avant les élections, croyaient en la réconciliation nationale.

FREDERIC FRITSCHER

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : premier entretien téléphonique

M. Clinton « espère travailler très étroitement » avec M. Mitterrand

M. Bill Clinton a eu mardi 10 novembre son premier entretien téléphonique avec M. François Mitterrand. Le président élu « a réaffirmé son engagement en faveur de la relation de longue date qui existe entre les États-Unis et la France », a déclaré son porte-parole, M. George Stephanopoulos.

MM. Clinton et Mitterrand n'ont pas abordé les risques de guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe à la suite de l'échec des négociations sur le GATT, à Chicago, le 3 novembre. Le président élu « espère travailler très étroitement avec le président Mitterrand » après son entrée en fonction le 20 janvier, a encore indiqué M. Stephanopoulos.

Démision

de M. Tampi

M. Clinton a également félicité mardi le président égyptien Hosni Moubarak pour ses efforts en faveur de la paix au Proche-Orient et a affirmé au roi Fahd d'Arabie saoudite qu'il s'était « engagé au maintien de la sécurité » du Golfe. Depuis une semaine, M. Clinton appelle par téléphone de nombreux dirigeants étrangers qui avaient tenté de le joindre dès l'annonce de son élection pour le féliciter, mais à qui il n'avait pu parler en raison de sa fatigue et de son extinction de voix après une fin de campagne éprouvante.

Le président élu a continué à préparer son arrivée au pouvoir en réunissant mardi à Little-Rock son équipe de transition, M. Stephanopoulos a enfin commenté la démission d'une haute responsable du département d'État, M. Elizabeth Tampi, impliquée dans les recherches effectuées pendant la campagne sur le passé de M. Clinton.

« De nombreux abus de pouvoir ont eu lieu pendant cette campagne, mais il semble que tout cela soit en train d'être éclairci maintenant », a dit le porte-parole, estimant que la démission de M. Tampi n'avait que trop tardé. Secrétaire d'État adjoint chargé des affaires consulaires, M. Tampi avait dirigé une enquête auprès des services consulaires américains à Londres sur les déplacements que M. Clinton, étudiant à Oxford en 1969, aurait pu effectuer pendant cette période, notamment en URSS.

M. Bush a réaffirmé lui-même la démission de M. Tampi. Cette demande expresse a été transmise à l'intéressée par M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'État par intérim. M. Tampi devait avoir quitté son bureau au département d'État le 11 novembre après-midi au plus tard.

Réflexions des deux leaders du Sénat. — Le sénateur du Kansas M. Robert Dole, âgé de soixante-neuf ans, a été réélu, mardi 10 novembre, à la tête de la minorité républicaine du Sénat, position qu'il occupe depuis 1984. M. Dole, très influent, connu pour son esprit caustique et sa ténacité, sera le principal adversaire de M. Clinton au Sénat. Côté démocrate, le sénateur du Maine M. George Mitchell a également été réélu à la tête de la majorité sénatoriale. — (AFP, AP)

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Le budget de l'État grâce

Journal de la politique

POLITIQUE

Le Monde • Jeudi 12 novembre 1992 • 7

92 11

An Palais-Bourbon

Le budget de l'éducation nationale est adopté grâce à l'abstention du PC

Les députés ont adopté, mardi 10 novembre, par 275 voix contre 261, le budget de l'éducation nationale présentée par MM. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, et Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, dont l'examen avait débuté la veille. Seuls les socialistes ont voté pour. Le PC s'est finalement abstenu, et la droite a voté contre. Le budget de ce ministère s'établit à 281,4 milliards de francs, soit une progression de 7,2 % par rapport aux crédits prévus pour 1992, dont 6,9 % pour le secteur scolaire (24,2 milliards de francs) et 9,7 % pour le secteur universitaire (39,4 milliards de francs).

Le projet de budget de l'éducation nationale a été adopté par 275 voix contre 261. Le PC s'est abstenu, la droite a voté contre. Le budget de ce ministère s'établit à 281,4 milliards de francs, soit une progression de 7,2 % par rapport aux crédits prévus pour 1992, dont 6,9 % pour le secteur scolaire (24,2 milliards de francs) et 9,7 % pour le secteur universitaire (39,4 milliards de francs).

Sonci de transparence

Les uns et les autres, ainsi que M. Deronier, n'en ont pas moins contesté le projet de suppression de 150 postes d'enseignants techniques contenu dans le projet de budget. « La rigueur de la gestion, c'est aussi, parfois, savoir supprimer des postes là où c'est possible. Tout le monde sait que ces postes auraient pu être supprimés discrètement, a expliqué M. Glavany. Si nous affichons ce chiffre, c'est par souci de transparence ».

M. Lang s'est montré en revanche plus sceptique sur le problème de l'intégration des FEGC dans le corps des enseignants. « L'engagement a été pris de leur offrir les mêmes perspectives de carrière qu'aux autres, a-t-il déclaré. Ce projet de budget comporte les premières mesures qui seront prises en vertu des décisions que le premier ministre

sera amené à arrêter. Il rendra son arbitrage. Je ne peux fixer de date précise, mais ce sera avant la fin de l'année ».

A droite, M. René Couaneau (UDC, Ile-et-Vilaine) s'est opposé au projet de budget. « Ce budget sous-tend une politique de nature à compromettre la droite, par une diatribe perverse, il nourrit aussi ses critiques à l'encontre du service public et prépare ainsi de nouvelles concessions à l'enseignement privé », a assuré M. Georges Hage (Nord). « Il confortera la reproduction des inégalités sociales et régionales tout en marginalisant la place et l'intelligence des hommes », a ajouté M. René Carpentier (Nord).

Deux gestes à l'intention des communistes

Ce dilemme bien schématisé entre la qualité et la quantité s'est imposé à nouveau, plus tard, au cours de la discussion des crédits consacrés à l'enseignement supérieur. « L'argent ne veut que par l'usage qu'on en fait », a expliqué M. Raymond Forni (nouveau) lors de la discussion des crédits de la Haute-Corse, a-t-il dit avant de signifier les rapports « propagandistes » confectionnés à la demande de M. Lang sur l'état de santé de l'éducation nationale. Perdus, M. Lequiller a conclu son propos par une déclaration de M. Mario-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement, selon laquelle l'éducation nationale est « une inextinguible machine à éteindre ».

liar (UDF, Calvados) et Yves Fréville (UDC, Ile-et-Vilaine), rapporteur de la commission des finances, en faveur d'une gestion « plus contrôlée » alors que M. Nicole Catala (RPR, Paris) a contesté au contraire « la multiplication des postes décalés qui ne seront jamais de véritables universités ».

Tout au long de la discussion, les députés communistes n'ont pas ménagé leurs critiques et attaques. « Ce budget sous-tend une politique de nature à compromettre la droite, par une diatribe perverse, il nourrit aussi ses critiques à l'encontre du service public et prépare ainsi de nouvelles concessions à l'enseignement privé », a assuré M. Georges Hage (Nord). « Il confortera la reproduction des inégalités sociales et régionales tout en marginalisant la place et l'intelligence des hommes », a ajouté M. René Carpentier (Nord).

Les orateurs communistes ne se sont pas privés pour autant d'indiquer que, si le gouvernement se décidait à quelques gestes significatifs, ils sauraient faire preuve de mansuétude. M. Lang, après s'être concerté avec M. Pierre Bérégovoy, a répondu à leurs attentes à la fin des débats en proposant des augmentations représentant deux des propositions communistes. Le ministre a tout d'abord obtenu une majoration de crédit de 34 millions de francs afin de financer la transformation de 2 585 emplois hors classe dans le secondaire. Il a enfin prévu 8,3 millions de francs pour assumer 300 allocations supplémentaires versées en année préparatoire à l'entrée des IUFM. Sensibles à ces mesures, les communistes ont finalement consenti, par défaut, à l'adoption de ce budget.

GILLES PARIS

La préparation des élections législatives

L'UDF part à l'assaut des Hautes-Pyrénées

TARBES

de notre correspondant

L'UDF et le RPR n'ont pas réussi à trouver un *modus vivendi* qui leur aurait permis de perturber la coalition du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche, cimentée par un protocole d'accord signé sous l'égide de M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, maire et conseiller général de Maubourguet. Pour ébranler l'hégémonie de la gauche, qui détient les trois sièges de députés, les deux fautesils de sénateurs et la majorité au conseil général, l'UDF, principale composante de la droite dans ce département montagnard, n'a pas su mettre un frein aux ambitions du RPR, dont l'audace s'est accrue lors des précédentes scrutins. Du coup, ses principaux chefs de file s'attendent à diverger des principes qui ont marqué dans deux des trois circonscriptions de ce département.

Ainsi, dans la première circonscription, M. Gérard Trémège, ancien député UDF-PR, conseiller général de Tarbes, président de la chambre de commerce et d'industrie, qui va défer sur ses terres M. Pierre Forques, député sortant (PS), devra au

passage écarter de sa route M. Pierre-André Breton, ancien secrétaire départemental du RPR, conseiller municipal de Bagnères-de-Bigorre. Dans la troisième circonscription, contre M. Jean Glavany, qui a obtenu, après le retrait de M. Claude Migon, député sortant, l'investiture du PS et du MRG, l'UDF s'attend également à une primaire. Son candidat pourrait être M. Rémi Fromentin, directeur de la CPAM des Hautes-Pyrénées, un homme neuf de la politique dans ce département de la Bigorre qui, selon le slogan des centristes, « recherche un souffle nouveau ».

En revanche, dans la deuxième circonscription, il n'y aura pas de querelle de famille avec M. Philippe Douste-Blazy. Le maire (CDS) de Lourdes, député européen, pourrait même choisir son suppléant parmi ses propres forces sans être inquiété par le RPR. N'ayant enregistré jusqu'ici que des succès électoraux, M. Douste-Blazy devrait être l'unique opposant de M. Claude Gailis, député sortant MRG. Pour se préparer à ce combat, M. Douste-Blazy vient d'annoncer sa démission du conseil régional de Midi-Pyrénées.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Haute-Vienne: le RPR accorde son investiture « provisoirement » au juge Marsaud. — Le juge Alain Marsaud a été « provisoirement investi » par les instances nationales du RPR pour être candidat aux législatives dans la première circonscription de la Haute-Vienne (Limoges), face à M. Robert Savy (PS), député sortant, président du conseil régional de Limousin. La candidature de M. Marsaud, qui était depuis 1989 chargé de mission au cabinet de M. Alain Poirer, et travaillait aux côtés de M. Char-

les Pasqua au Sénat, pourrait permettre de régler le différend entre deux candidats potentiels, M. Michel Bernard, élu en 1986, battu en 1988, et M. Jean-Marie Brachet, tête de liste de l'opposition aux élections régionales, qui pourrait être le suppléant de M. Marsaud. Toutefois rien ne sera officiellement décidé, indiquent-on au RPR, « avant les discussions nationales entre le RPR et l'UDF » qui doivent s'ouvrir à la mi-novembre.

Loire: M. Gérard Lindeperg (PS) candidat à l'investiture. — M. Gérard Lindeperg, numéro deux du Parti socialiste, s'est porté candidat à l'investiture pour les prochaines élections législatives, dans la première circonscription de la Loire (Saint-Etienne Nord-Ouest et Nord-Est), dont le sortant est M. Jean-Pierre Philibert (UDF-PR), adjoint au maire de Saint-Etienne. Secrétaire national à la formation depuis la cession au PS de Rennes, M. Lindeperg est adjoint au maire communiste de Grénoy (Rhône) et conseiller régional. Il est l'un des principaux animateurs du courant rocardien au sein du PS.

An conseil régional de Languedoc-Roussillon

M. Blanc (UDF-PR) obtient l'abstention des socialistes et des écologistes

MONTPELLIER

de notre correspondant

M. Jacques Blanc (UDF-PR) voulait savoir s'il disposait d'une réelle marge de manœuvre au sein du conseil régional de Languedoc-Roussillon, dont il est le président: son premier test, mardi 10 novembre, s'est avéré positif. Après que des journalistes eurent quitté l'hémicycle pendant l'intervention de M. Alain Janet, chef de file régional du Front national, en signe de protestation contre les violences dont ont été victimes leurs confrères, dimanche 8 novembre, au Bourget, le vote de la décision modificative du budget 1992 s'est ensuite déroulé sans difficulté malgré un score assez serré.

La majorité UDF-RPR, renforcée de la voix du représentant de Chasse, Pêche, Nature, Traditions (CPNT), a totalisé vingt-cinq suffrages contre vingt et un, émanant des élus communistes et léninistes. Les sept conseillers Verts et Génération Ecologie se sont abstenus. Les quatorze socialistes et apparentés ont refusé de prendre part au vote.

Ce scrutin a révélé, une fois de plus, les contours fluctuants de la majorité régionale. Les Verts, qui avaient soutenu M. Jacques Blanc lors de son élection à la présidence, ne lui ont pas, cette fois, apporté leurs voix, alors que le représentant de CPNT l'a fait. Le PS est resté sur la réserve, considérant qu'il s'agissait avant tout d'adopter un reliquat de crédits de 1992 et que M. Blanc ne pourra être jugé que sur le budget 1993.

JACQUES MONIN

L'embarras des socialistes

Suite de la première page

Elle doit s'accompagner, selon M. Millon, du dépôt d'une proposition de résolution « rédigée par l'ensemble des groupes de l'Assemblée nationale » demandant la comparution des trois responsables socialistes. Contrairement à la proposition initiale du groupe UDF et celle du sénateur centriste Claude Huriet, le nom de M. Fabius rejoint désormais ceux de M. Hervé et de M. Dufoix.

A l'entendre, l'opposition ne fait qu'appliquer scrupuleusement les consignes de M. Mitterrand. « C'est une claque pour les socialistes », constate M. Jean-Louis Debré (RPR). « Le problème est désormais réglé: le scandale du sang doit être soumis à la Haute-Cour », ajoute M. André Santini (UDF).

A droite comme à gauche, on attend la réaction de M. Fabius. Hostile à la Haute-Cour, le premier secrétaire du PS avait proposé la semaine dernière une réforme destinée à soumettre les ministres à la compétence des juridictions de droit commun pour les affaires pénales autres que les atteintes à la sûreté de l'Etat. Au nom de la « solidarité » et en dépit du scepticisme exprimé par plusieurs députés socialistes lors de leur réunion de groupe mardi 3 novembre, M. Fabius était alors parvenu à imposer ses vues.

Par son intervention dans le débat, le président de la Républi-

que l'a publiquement désavoué: « Je pense, a-t-il déclaré, qu'il est préférable pour quiconque de faire savoir sa défense et d'être acquitté. » M. Jean-Paul Planchon, porte-parole du groupe socialiste, résumait sommairement la situation en fin de matinée: « Nous sommes dans une situation un peu délicate. Au groupe cet après-midi, on mangera notre chapeau ».

M. Fabius: « J'ai besoin de temps pour réfléchir »

La réunion des députés socialistes s'ouvre à 15 heures. En cette veille du 11 novembre, les absents sont nombreux. Le président, M. Jean Auroux, lance le débat en présentant les propositions formulées dans la matinée par le bureau du groupe: accord pour la constitution de la Haute-Cour dans les meilleurs délais; et parallèlement, création d'une commission d'enquête parlementaire chargée de présenter « un état des connaissances scientifiques et de la lutte contre le sida au cours de la dernière décennie ».

L'objectif est clair: il s'agit de contre-attaquer en faisant partager à certains membres du gouvernement de M. Jacques Chirac pendant la cohabitation la responsabilité de l'affaire du sang contaminé. Soit notamment vis-à-vis de M. Barrot, ministre délégué à la santé et à la famille, et son mini-

stre de tutelle, M. Philippe Séguin, chargé des affaires sociales et de l'emploi de 1986 à 1988. La presse, accusée, selon la formule de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, de « manquer à sa déontologie » en divulguant systématiquement les informations mettant en cause les responsables politiques, est également visée.

Comme la semaine passée, l'accueil du groupe à ces propositions est réservé. Mais il est difficile d'émettre des critiques sans critiquer à l'encontre du projet de loi « la solidarité ». M. Raymond Forni renouvelle toutefois ses mises en garde à l'égard de propositions qui ne peuvent être que mal comprises par l'opinion publique. Convoque la procédure de la Haute-Cour est inductible, le vice-président de l'Assemblée nationale estime qu'il vaut mieux l'assumer franchement dès à présent plutôt que de tergiverser et de devoir s'y plier dans les pires conditions. Il ne s'engage pas ses critiques à l'encontre du projet de commission d'enquête, selon lui inutile et déplacé dans le climat actuel.

Certains députés sont encore plus perplexes après les interventions de MM. Emmanuelli et Auroux, qui ne semblent pas du tout décidés à respecter les vœux du président de la République. S'ils acceptent tout à fait la désignation des membres de la Haute-Cour, ils n'ont pas l'intention de céder autant à l'ultimatum de la droite en ouvrant immédiatement la procédure de saisine.

M. Fabius prend enfin la parole. Attendant un premier secrétaire offensif, c'est un responsable visiblement affaibli qui s'exprime. « Dans une telle histoire, il faut faire le point avec soi-même, de façon intérieure, dit-il. J'ai besoin de temps pour réfléchir. Les députés socialistes s'attendaient à tout sauf à être placés par M. Fabius lui-même en porte-à-faux vis-à-vis du président de la République. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, ils ne cachent pas leur désarroi. « La Haute-Cour n'est pas le meilleur instrument, mais elle existe. Je ne peux pas répondre autre chose que François Mitterrand sur ce sujet », explique, fataliste, M. Jean-Pierre Chevènement. « C'est en juillet que Fabius aurait dû demander la saisine de la Haute-Cour », déplore M. René Doustre.

M. Jean Auroux traverse rapidement les couloirs pour rejoindre la présidence des députés. Là, tous les groupes s'accrochent pour fixer au mercredi 18 novembre l'élection des membres de la Haute-Cour et pour déterminer sa composition (5 PS, 3 RPR, 2 UDF, 1 UDC et 1 PC). Mais la droite a un autre projet: elle propose de déposer une proposition de mise en accusation des trois anciens ministres socialistes, signée des cinq groupes représentés à l'Assemblée. M. Auroux refuse immédiatement cette procédure qu'il assimile à une « justice politique ».

M. Barrot: « Je crève casse-cou »

MM. Millon et Bernard Pons, président du groupe RPR, quittent aussitôt la réunion pour venir dénoncer devant les journalistes « le triste comédie » jouée selon eux par les socialistes. « On installe la Haute-Cour pour faire semblant et ensuite on la refuse, déclare M. Millon. C'est se moquer des institutions de la République, c'est aller en sens inverse du vœu des Français sur le président. C'est aussi, dans un drame pareil, se moquer des victimes, et je pèse mes mots, qui aujourd'hui attendent que toute la clarté soit faite sur cette affaire. » M. Pons réagit: « Nous proposons une solution simple, claire, qui permettrait d'aboutir rapidement. On va installer la Haute-Cour pour ne rien faire, on revient à la case départ et c'est scandaleux ».

Le président du groupe centriste, M. Jacques Barrot, ne cache pas son inquiétude: « Si le PS se ferme par des atermoiements successifs et donne le sentiment qu'il verrouille tout, le besoin de justice, non satisfait, deviendra un besoin de vengeance, et on est mal parti. Là, je crève casse-cou à l'ensemble de la classe politique ».

Les nouvelles qui proviennent du palais du Luxembourg en fin d'après-midi accablent un peu plus les socialistes. La majorité sénato-

Les réactions après l'intervention télévisée de M. Mitterrand

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, estime « très contestable, pour ne pas dire inacceptable », que l'on s'engage à quatre mois des élections législatives dans une révision constitutionnelle. Il considère que le chef de l'Etat tente de « faire diversion » face aux vraies préoccupations des Français et « comme toujours de trouver quelque chose qui soit de nature à diviser l'opposition ».

M. Pierre Mauroy, sénateur PS et maire de Lille, qui venait de s'entretenir pendant une heure, mardi soir 10 novembre, avec M. Pierre Bérégovoy, a observé que M. Mitterrand « est en accord avec les gens ». « Il veut que l'on n'échappe pas à la loi, aux tribunaux, a-t-il dit. Et puis maintenant, il y a la Haute-Cour; c'est comme cela ».

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, a sollicité mardi soir 10 novembre, dans une lettre ouverte, une audience à M. Mitterrand sur la réforme constitutionnelle. Il souligne que son mouvement partage « certaines » des « ambitions » du président de la République comme « l'élargissement

du référendum, la saisine du Conseil constitutionnel par le citoyen, la revalorisation du rôle du Parlement », en précisant que les Verts les « expriment avec des nuances ».

M. Bernard Bosson, secrétaire général CDS, a déclaré: « On aurait souhaité entendre le président de la République française et non plus l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, qui nous a dit: « J'ai des idées, vous verrez », comme s'il n'était pas en charge du pouvoir depuis maintenant dix-neuf ans. Il a ajouté: « En dehors de j'y suis, j'y reste » auquel nous pourrions nous attendre (...) on aurait souhaité enfin des actes ».

Le collectif Refondations relève que l'affaire du sang contaminé « constitue de graves dysfonctionnements de nos institutions et de la vie politique » et qu'« une mise à plat complète » des responsabilités politiques « est indispensable et urgente ». Ce collectif qui réunit des socialistes critiques comme M. Max Gallo et des communistes contestataires comme M. Charles Fiterman exige que « s'arrêtent la dégradation des

manus politiques et le recours à l'irresponsabilité qui finissent par nuire en cause le rôle même des élus et de la représentation nationale ».

M. Gilbert Baumet, vice-président du Mouvement des réformateurs et ministre du commerce et de l'artisanat, note « la fermeté du président de la République vis-à-vis des menaces de rétorsion américaines contre les exportations européennes ». Il assure qu'il est « prêt, sous l'autorité du premier ministre, à étudier au sein du gouvernement d'éventuelles mesures de contre-rétorsion au niveau du commerce sur notre territoire ».

M. Jean-Antoine Gaudy, président du CNV, a déclaré: « M. François Mitterrand s'est montré une fois de plus le champion de la diversion avec sa proposition de réforme constitutionnelle pour le moins hétéroclite dans ses modalités et floue dans ses objectifs. L'opposition serait bien inspirée de renvoyer à l'après-midi toute révision de la loi fondamentale et de ne pas engager un débat qui, une fois de plus, risque de tourner à sa confusion ».

M. Le Pensec
de cinq mille

L'Europe

La 1900
1900-1901
1901-1902
1902-1903
1903-1904
1904-1905
1905-1906
1906-1907
1907-1908
1908-1909
1909-1910
1910-1911
1911-1912
1912-1913
1913-1914
1914-1915
1915-1916
1916-1917
1917-1918
1918-1919
1919-1920
1920-1921
1921-1922
1922-1923
1923-1924
1924-1925
1925-1926
1926-1927
1927-1928
1928-1929
1929-1930
1930-1931
1931-1932
1932-1933
1933-1934
1934-1935
1935-1936
1936-1937
1937-1938
1938-1939
1939-1940
1940-1941
1941-1942
1942-1943
1943-1944
1944-1945
1945-1946
1946-1947
1947-1948
1948-1949
1949-1950
1950-1951
1951-1952
1952-1953
1953-1954
1954-1955
1955-1956
1956-1957
1957-1958
1958-1959
1959-1960
1960-1961
1961-1962
1962-1963
1963-1964
1964-1965
1965-1966
1966-1967
1967-1968
1968-1969
1969-1970
1970-1971
1971-1972
1972-1973
1973-1974
1974-1975
1975-1976
1976-1977
1977-1978
1978-1979
1979-1980
1980-1981
1981-1982
1982-1983
1983-1984
1984-1985
1985-1986
1986-1987
1987-1988
1988-1989
1989-1990
1990-1991
1991-1992
1992-1993
1993-1994
1994-1995
1995-1996
1996-1997
1997-1998
1998-1999
1999-2000
2000-2001
2001-2002
2002-2003
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
2008-2009
2009-2010
2010-2011
2011-2012
2012-2013
2013-2014
2014-2015
2015-2016
2016-2017
2017-2018
2018-2019
2019-2020
2020-2021
2021-2022
2022-2023
2023-2024
2024-2025
2025-2026
2026-2027
2027-2028
2028-2029
2029-2030
2030-2031
2031-2032
2032-2033
2033-2034
2034-2035
2035-2036
2036-2037
2037-2038
2038-2039
2039-2040
2040-2041
2041-2042
2042-2043
2043-2044
2044-2045
2045-2046
2046-2047
2047-2048
2048-2049
2049-2050
2050-2051
2051-2052
2052-2053
2053-2054
2054-2055
2055-2056
2056-2057
2057-2058
2058-2059
2059-2060
2060-2061
2061-2062
2062-2063
2063-2064
2064-2065
2065-2066
2066-2067
2067-2068
2068-2069
2069-2070
2070-2071
2071-2072
2072-2073
2073-2074
2074-2075
2075-2076
2076-2077
2077-2078
2078-2079
2079-2080
2080-2081
2081-2082
2082-2083
2083-2084
2084-2085
2085-2086
2086-2087
2087-2088
2088-2089
2089-2090
2090-2091
2091-2092
2092-2093
2093-2094
2094-2095
2095-2096
2096-2097
2097-2098
2098-2099
2099-2100
2100-2101
2101-2102
2102-2103
2103-2104
2104-2105
2105-2106
2106-2107
2107-2108
2108-2109
2109-2110
2110-2111
2111-2112
2112-2113
2113-2114
2114-2115
2115-2116
2116-2117
2117-2118
2118-2119
2119-2120
2120-2121
2121-2122
2122-2123
2123-2124
2124-2125
2125-2126
2126-2127
2127-2128
2128-2129
2129-2130
2130-2131
2131-2132
2132-2133
2133-2134
2134-2135
2135-2136
2136-2137
2137-2138
2138-2139
2139-2140
2140-2141
2141-2142
2142-2143
2143-2144
2144-2145
2145-2146
2146-2147
2147-2148
2148-2149
2149-2150
2150-2151
2151-2152
2152-2153
2153-2154
2154-2155
2155-2156
2156-2157
2157-2158
2158-2159
2159-2160
2160-2161
2161-2162
2162-2163
2163-2164
2164-2165
2165-2166
2166-2167
2167-2168
2168-2169
2169-2170
2170-2171
2171-2172
2172-2173
2173-2174
2174-2175
2175-2176
2176-2177
2177-2178
2178-2179
2179-2180
2180-2181
2181-2182
2182-2183
2183-2184
2184-2185
2185-2186
2186-2187
2187-2188
2188-2189
2189-2190
2190-2191
2191-2192
2192-2193
2193-2194
2194-2195
2195-2196
2196-2197
2197-2198
2198-2199
2199-2200
2200-2201
2201-2202
2202-2203
2203-2204
2204-2205
2205-2206
2206-2207
2207-2208
2208-2209
2209-2210
2210-2211
2211-2212
2212-2213
2213-2214
2214-2215
2215-2216
2216-2217
2217-2218
2218-2219
2219-2220
2220-2221
2221-2222
2222-2223
2223-2224
2224-2225
2225-2226
2226-2227
2227-2228
2228-2229
2229-2230
2230-2231
2231-2232
2232-2233
2233-2234
2234-2235
2235-2236
2236-2237
2237-2238
2238-2239
2239-2240
2240-2241
2241-2242
2242-2243
2243-2244
2244-2245
2245-2246
2246-2247
2247-2248
2248-2249
2249-2250
2250-2251
2251-2252
2252-2253
2253-2254
2254-2255
2255-2256
2256-2257
2257-2258
2258-2259
2259-2260
2260-2261
2261-2262
2262-2263
2263-2264
2264-2265
2265-2266
2266-2267
2267-2268
2268-2269
2269-2270
2270-2271
2271-

POLITIQUE

92 11

En visite dans l'océan Indien

M. Le Pen annonce la création de cinq mille emplois à la Réunion

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a effectué du 5 au 10 novembre sa dixième visite dans l'océan Indien, qu'il a placée sous le signe de la « concertation » et de la « parité » avec les élus locaux. Cette volonté de dialogue a toutefois été boudée par M. Camille Sudre, président du « directoire » du conseil régional, qui attendait du ministre qu'il anticipe son « plan d'urgence » soumis à M. Pierre Bérégovoy le 10 septembre à Paris.

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Accusé par le président du conseil régional et le Parti communiste réunionnais (PCR) d'être venu à la Réunion « les mains vides » et d'avoir choisi la voie de l'« assistance » plutôt que celle du développement, M. Le Pen a opposé quelques chiffres à ses détracteurs. L'Etat débloquera en 1993, a-t-il annoncé, 200 millions de francs pour le financement de la région d'un plan prévoyant la création de 5 000 emplois. Dans ce cadre, l'Etat et les deux collectivités locales prendront en charge la moitié du coût du travail de toute personne embauchée, sur la base d'un SMIC brut de 3 000 F.

En outre, le ministre des DOM-TOM a annoncé l'alignement en deux étapes - la 1^{re} janvier et le 1^{er} juillet - des prestations fami-

liales versées outre-mer sur le niveau de celles en vigueur en métropole, harmonisation qui engendrera une dépense de 200 millions de francs pour le budget de l'Etat. Plus de 100 millions de francs seront également consacrés à un programme dit « d'insertion-développement ».

M. Le Pen a, enfin, annoncé qu'un décret portant sur la création d'une zone franche à Sainte-Marie, dans le prolongement de l'aire de l'aéroport de Gillot, sera signé « avant la fin de l'année ». Concernant le SMIC, le ministre a précisé que le gouvernement maintiendra la date butoir définie par le président de la République lors de sa visite à la Réunion en 1988, à savoir le 1^{er} janvier 1993. « Dans la schématisation de ces chiffres, il y a une volonté et une réalité », a souligné M. Le Pen.

Déception des élus sur le logement

Si ces mesures ont été accueillies favorablement par une majorité de la classe politique locale, les élus ont, en revanche, manifesté leur « déception » après la tenue d'états généraux du logement présidés par M. Le Pen et M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie. Peu de réponses concrètes ont été apportées à leurs attentes. Tout au plus, a indiqué M^{me} Lienemann, la ligne budgétaire unique (LBU) qui regroupe outre-mer les crédits publics à l'habitat sera maintenue en 1993 à son niveau actuel.

Au cours de ces assises, les élus

avaient demandé le doublement de la LBU d'ici cinq ans pour répondre à la nécessité de construire douze mille logements neufs par an à la Réunion, dont neuf mille logements sociaux. Le ministre délégué au logement a toutefois souligné que la situation du logement à la Réunion entrerait dans le cadre d'une « réflexion nationale » qu'elle avait engagée et qui déboucherait prochainement sur des propositions.

Le gouvernement est ouvert au dialogue et reste à l'écoute des propositions, a réitéré M. Le Pen tout au long de sa visite. En réponse au souhait formulé par le président du conseil général, M. Eric Boyer (senateur divers droite), de voir mettre en chantier une « réforme politique », pour aboutir à une « décentralisation avancée » à la Réunion, le ministre a précisé que le gouvernement ne s'engagerait dans cette voie que si un « consensus » sur la question se manifestait localement.

M. Le Pen s'est également rendu à Mayotte. Il a inauguré le port en eau profonde de Longoni et s'est entretenu avec les élus des principaux problèmes de la collectivité locale, notamment celui de l'immigration clandestine des Comoriens, qui crée depuis quelques mois un lourd climat social sur l'île. « Mayotte n'est plus une collectivité par exception des droits français », a-t-il déclaré, mais une collectivité intégrée par adhésion au droit de la métropole. Elle est devenue une des composantes de la nation française.

AUX DIJOUX

POINT DE VUE

L'Europe entre chien et loup

par Jean-Christophe Cambadélis

TROIS ans après, les retrouvailles de l'Europe avec elle-même sont terminées. Les tempêtes de la fête sont éteintes. Entre chien et loup, voici l'heure des nations-populistes. Partout en Europe rougeoise du nouveau la question maudite des nationaux, comme du coca bourné dans la chaudière d'une locomotive par des parties d'extrême droite conquérantes. D'un bout à l'autre du continent, la violence et la haine dessinent, aujourd'hui, leurs figures tragiques.

Les mitrailleuses de Sarajevo, les razzias de Rostock, les grandes marches du parti fasciste italien, les allusions racistes et antisémites de tel dirigeant honnête ou roumain, la morgue impudente des fanatiques et des collaborationnistes français du Front national rappellent et annoncent de bien sombres temps. Le nationalisme politique a aujourd'hui l'Europe tout entière comme champ d'action.

Comment en est-on arrivé là ?

Jusqu'au début des années 80, l'idée nationale semblait réservée aux nationalistes ou aux rêveurs. Dans les ex-démocraties populaires, le projet communiste entendait dépasser les cultures nationales pour leur substituer un monde nouveau, habité par des hommes nouveaux, libérés des traditions aliénantes. Les rivalités nationales étaient considérées comme de simples résidus d'un stalinisme historique, occupant une place seconde par rapport aux conflits de classe. En Europe occidentale, les impératifs du marché semblaient dicter une homogénéisation croissante des pratiques de consommation, tendant à gommer les singularités nationales.

Or, il n'exista plus de grand projet politique capable de rassembler la population. Le marxisme-léninisme a été rejeté sans ambiguïté, et, en Europe occidentale, l'utratralisme n'a vécu qu'une saison. L'économie politique des pays d'Europe s'avère plus que jamais composite et fluide, parce qu'elle combine la nécessité économique et les exigences sociales selon des équilibres qui varient, pragmatiquement, avec la conjoncture mondiale et les revendications des groupes sociaux.

Cette crise des idéologies politiques globales n'aurait pas été très inquiétante si elle n'avait pas coïncidé, récemment, avec une crise économique mondiale, enclenchée à partir du krach de 1987 et aggravée par la guerre du Golfe. L'activité économique ne suffit

pas, à elle seule, à instaurer un lien social solide. Elle divise et oppose des concurrents pour la répartition des biens ; elle n'unit pas les citoyens autour d'une ambition commune. Reste, alors, une idéologie prétendant fédérer les citoyens : l'idéologie nationaliste, dont le Front national est, en France, la cristallisation xénophobe.

Ce n'est encore qu'une supposition, mais elle me range comme un cauchemar à l'idée que l'Europe du racisme et de l'antisémitisme se reconstruise, aujourd'hui, à marche forcée, que les bourgeois serbes et les crimes racistes allemands, les nationaux-populistes français, russes ou italiens participent de la même entreprise, celle de la montée en puissance d'un nationalisme virulent et mortel ; que leur collusion finisse par tuer dans l'œuf l'Europe démocratique ; et que l'horloge secrète de l'histoire aggrave déjà, jour après jour et rebours tragique.

A l'heure des bruits de portes nationalistes, l'indifférence mortuaire des hommes et des femmes politiques de notre pays, à peine sortis de la campagne référendaire et déjà tout entiers absorbés par la préparation des élections législatives, offre un spectacle saisissant. Sous MM. Le Pen et Pasqua ont compris le potentiel politique du national-populisme et tentent de l'exploiter, chacun à sa manière : le premier dans sa version la plus agressive ; le second en l'accommodant avec les restes du libéralisme idéologique des années Thatcher et Reagan.

Parallèle à du cristal

La tactique politique n'est pas sage, certes, et la vie démocratique ne va pas sans le jeu des partis et des hommes, mais au moment du grand ébranlement européen, des crises nationalistes violentes qui secouent notre continent, la population est en droit d'attendre des hommes et des femmes politiques un sens plus aigu de l'histoire et des priorités politiques.

Au fond, le personnel politique recrée la possibilité même d'un danger pour le démocrate. Il est vrai que nous ne sommes pas dans les années 30 et que les fascistes ne sont nulle part au pouvoir. Peut-être, pour surcroît, le développement de l'extrême droite nationaliste, installée sans grande résistance dans les paysages poli-

tiques nationaux ? Peut-être, en fait, la volonté de « revanche » sur l'histoire ?

Il y a cinquante-quatre ans, le 9 novembre 1938, dans la nuit glacée du III^e Reich, les nazis franchissent une étape supplémentaire dans les persécutions menées à l'encontre des juifs. Ce fut l'assassinat du secrétaire de la légation allemande à Paris, von Rath, le 7 novembre 1938, par un jeune juif de dix-sept ans, Grönbach, qui servit de prétexte à l'organisation d'un pogrom, supervisé par Goebbels et par Hitler lui-même. Dans toute l'Allemagne, sept mille magasins juifs furent pillés, presque toutes les synagogues incendiées, et une centaine de juifs tués. La nuit de cristal fut suivie d'arrestations en masse et de mesures excluant systématiquement les juifs de la vie économique.

Mon inquiétude est qu'aujourd'hui l'Europe démocratique et sociale ne se brise, parallèle à du cristal, dans la nuit qui tombe sur l'Europe.

► Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, président du Manifeste contre le Front national.

BIBLIOGRAPHIE

« Je n'ai pas à mon enterrement », de Georges Gorse

Les errances d'un esthète érudit

Les Mémoires d'hommes politiques sont souvent l'exaltation, a posteriori, d'actions éminentes demeurées inconnues et de talents injustement méconnus. Ces auteurs se résignent alors justice à eux-mêmes. Rien de tel dans les promenades que récite Georges Gorse à travers un demi-siècle d'une histoire à laquelle il a pris part.

Jeune normalien rallié à de Gaulle, négociateur, ambassadeur, ministre, député, maire, il porte sur tout ce qu'il a connu d'une guerre et de deux Républiques un regard lucide et comme distancié. Littéraires et politiques, philosophiques et poétiques, ces promenades dans l'espace et dans le temps dressent le bilan intellectuel d'une vie et conduisent naturellement à une méditation sur la mort. Car, pour Georges Gorse, tout est entré dans la mort, même si, selon lui, « vivre alors que la mort existe constitue un comble de situation ».

Sa réflexion sur l'histoire contemporaine, sur le sens du pouvoir et sur le comportement des hommes se relie toujours aux leçons des civilisations passées, prouvant ainsi, contre Valéry, qu'elle ne sont pas mortelles. L'abandon du latin par l'Eglise une deuxième prise de Rome par les Barbares depuis celle d'Alaric, et l'événement le plus important de ce siècle ? Rien d'étonnant, au demeurant, pour l'ambassadeur qui s'entretenait au téléphone avec son ministre, Jean Foyer, dans la langue de Cicéron pour dérouter les services d'écoute.

Anticonformiste, paradoxal, impertinent, ce globe-trotter culturel sait évoquer avec talent la raison d'un conseil des ministres qu'il prétend imaginaire, des séances courtoises tenues par des eunuques de Bruxelles ou l'atmosphère de la vie au Caire en

1940, à Alger en 1942, à Moscou « au temps de la préhistoire » et à San-Francisco, où les filles « avaient l'air chinois et la jambe américaine ». Mais on voit aussi vraiment l'« ombre d'Albâtre » sur le Sinaï, les « nuits magiques » de Venise ou les lions de marbre de Delos « qui rugissent la nuit ».

L'auteur livre aussi quelques certitudes et ne répugne pas à quelques maximes dans lesquelles on ne distingue pas toujours ce qui relève de la provocation. N'écrit-il pas qu'il faut toujours croire un peu les poètes même quand ils mentent ? Ces errances d'un esthète érudit se bousculent dans un livre folloissant qui offre au lecteur un plaisir rare.

ANDRÉ PASSERON

► Je n'ai pas à mon enterrement, de Georges Gorse, Plon, 304 p., 130 F.

L'affaire de Port-Fréjus

Une lettre de l'avocat de M. François Léotard

M^{re} Patrick Davedjian, avocat de M. François Léotard, nous a adressé la lettre suivante relative aux articles que nous avons consacrés à l'affaire de Port-Fréjus dans nos éditions des 5 et 7 novembre :

1. - Vos deux collaborateurs font état de deux pièces figurant au dossier de l'instruction conduite par le président de la chambre d'accusation de Lyon à l'encontre de M. François Léotard : un rapport de synthèse de 24 pages déposé le 15 septembre 1992 par le service régional de police judiciaire de Marseille et un rapport d'expertise pénale de 128 pages déposé le 2 novembre 1992 par M. Eugène Sage, expert près la Cour de cassation et ancien président de la Chambre nationale des experts.

Ces deux pièces de justice sont couvertes par le secret de l'instruction et leur divulgation est interdite, même si ce secret est de moins en moins respecté dans les affaires nées en cause des personnalités.

Mais au-delà de cette violation, il me paraît contraire aux droits de la défense et gravement inéquitable de citer des « morceaux choisis » de ces documents en les commentant de manière tendancieuse, tandis que dans le même moment il est interdit à M. Léotard et à son défenseur de rétablir la vérité à l'aide de citations des mêmes documents.

On notera pour l'anecdote que vos collaborateurs ont été en possession du rapport d'expertise avant les défenseurs eux-mêmes.

Bravo pour le scoop, mais hélas pour la justice. Tandis que, de fait, le procès devient public, il est interdit par la loi à l'accusé de se défendre. Cette grave déviation de la démocratie se manifeste chaque fois qu'une personnalité est en cause, qu'elle soit de droite ou de gauche.

2. - Lorsque M. Léotard a été inculpé, on a écrit qu'il avait payé sa maison 1 200 000 F alors que la valeur réelle aurait été de 7 000 000 F. Depuis, l'expertise pénale a fait état de ces allégations. Ainsi il est établi que la maison valait entre 650 000 et 700 000 F en 1979 au moment où François Léotard en devenait propriétaire. En 1986, et qu'il soit aujourd'hui entre 3 et 4 millions de francs après qu'il y ait fait 1 600 000 F de travaux.

3. - On observe que les services fiscaux ont estimé, avec l'accord de l'acheteur, que la maison valait au moment de la vente 2 350 000 F, mais cette estimation, portant sur la valeur intrinsèque, inclut les travaux réalisés à l'époque alors que le prix de vente ne les comprenait pas puisqu'ils ont été payés par l'acheteur.

4. - Vous relevez que l'expertise et le rapport de police démontrent qu'aucun avantage n'a été consenti au vendeur de la maison. Votre collaborateur écrit dans le Monde daté du 2 juillet 1992 : « La question... est d'abord de savoir si existe un lien de cause à effet entre cette transaction et l'affaire de Port-Fréjus ». La voilà donc rassurée, et c'est effectivement un point essentiel qui interdit de tirer que ces investigations « laissent ouvertes les suites judiciaires ». Il ne peut y avoir ni enquête, ni procès sans que les coupables aient un avantage n'a été consenti.

5. - M. Léotard s'est toujours expliqué sur les financements de l'acquisition et des travaux. Ainsi, sur une dizaine d'années, il a bénéficié de cinq prêts pour un montant de 1 678 000 F, de la vente d'un petit

appartement qui lui a laissé 372 000 F.

6. - Nulle part le rapport de police ne fait état d'un « blanc » de 800 000 F. Nulle part l'expertise ne fait état d'un « trou » du même ordre. C'est abusivement que votre collaborateur utilise des guillemets alors que ces deux mots ne sont jamais cités. Sur les travaux entrepris pour 1 600 000 F, il apparaît, ainsi qu'environ 900 000 F ont été financés par les prêts ou la vente, le solde de 700 000 F ayant été financé naturellement par les ressources mensuelles propres de M. Léotard qui était rémunéré comme maire de Fréjus, comme député et comme président du Parti républicain.

7. - A propos des travaux, il est inexact de donner une citation tronquée d'un témoin qui affirme qu'il existe de fausses factures mais qui, confondu par la police, reconnaît, sans que vous ne le citiez, qu'il a menti.

8. - Dans ces conditions on comprend que les adversaires de François Léotard, ayant échoué dans leurs manœuvres calomnieuses, n'aient plus qu'à discuter par le menu les travaux qui ont été exécutés.

Reprenant les allégations du promoteur partie civile contre François Léotard, votre journal expose que les travaux auraient coûté 8 000 000 de francs et qu'ils auraient été payés par la ville de Fréjus. Aucun élément de l'enquête ne vient établir l'existence de fausses factures, et le montant fantaisiste des travaux allégué par la partie civile est largement démenti. On ne peut davantage soutenir que M. Léotard n'a pas justifié du paiement de travaux pour un montant de 800 000 F.

a) Ce débat n'a plus rien à voir avec le débat d'origine ayant conduit aux réquisitions du parquet et à l'inculpation.

b) Dans notre pays, et c'est heureux, nul n'a à démontrer son innocence, même un homme politique.

c) Sur ce montant de 800 000 F, 100 000 sont justifiés par chaque : une partie a été faite en famille comme le font beaucoup de Français qui travaillent à leur maison ; enfin, une somme d'environ 150 000 F (il s'agit de travaux de maçonnerie), les justificatifs n'ont pu être retrouvés.

d) On doit souligner que depuis la dissolution de son ménage la maison en question n'appartient même plus à M. Léotard, qui n'y habite pas davantage, et, naturellement, la comptabilité du ménage est plus difficile à reconstituer.

e) La loi oblige à conserver les factures pendant trois ans, celles qui pourraient manquer aujourd'hui dateraient de 1985. M. Léotard n'a pas non plus conservé la facture de la maison à genou ! Qui conserve la totalité de ses factures au bout de sept ans ?

9. - M. Léotard a été victime d'une manipulation politique. Alors que, seul parmi tous les hommes politiques, il a fait face au soupçon en se déplaçant dans deux immunités que lui confèrent ses mandats de maire et de député, il fait l'objet de violations répétées de la légalité :

a) Violation, lorsque le secret de l'instruction est régulièrement bafoué et qu'on utilise malicieusement des citations tronquées.

b) Violation, lorsqu'on crée des citations qui n'existent pas dans le dossier.

c) Violation, lorsque, pour accablant son propos, on veut laisser entendre qu'on a rencontré le magistrat instructeur dont on écrit avec des guillemets qu'il serait « entêté », qu'il trouverait l'affaire « pas si simple », à « couleur étrange », alors que

le magistrat instructeur n'a reçu personne et que son objectivité et sa réserve ne sauraient être mises en cause.

d) Violation, lorsqu'on poursuit malgré une prescription évidente : M. Léotard a acheté sa maison le 14 mars 1986, la plainte de la partie civile est du 22 mai 1990 pour des infractions prétendues qui se présentaient par trois ans.

e) Violation, lorsqu'on lui demande de produire des factures sept ans après alors que la loi n'exige que trois ans.

f) Violation, lorsqu'il est poursuivi pour coups et blessures volontaires alors que le plaignant les lui impute d'autant moins que les faits sont survenus lors d'un affrontement avec la police nationale, et que M. Léotard était lui-même à 650 kilomètres. Personne n'a d'ailleurs jamais tenté d'établir cette incrimination tant elle est absurde.

g) Manipulation, lorsque le parquet écrit en janvier 1991 qu'il ne prendra aucune initiative à la suite de la plainte, pour tourner cassique quelques mois plus tard à la suite des instructions du ministère de la justice et prendre des réquisitions contre personne dénommée afin d'obliger le magistrat à incriminer.

La seule justification apparaît dans la nécessité de faire équilibre aux incriminations survenues dans l'affaire Urba, au même moment, au même moment. Cela sera d'ailleurs reconnu plus tard.

Tant d'anomalies conduisent à se poser une question : tandis que certains bénéficient de tant de complaisances, qui M. François Léotard dérange-t-il pour faire l'objet de tant d'acharnement ?

[Nous remercions M. Drevillon de ses précieuses que nous avons déjà portées à la connaissance de nos lecteurs, pour l'essentiel, dans nos éditions du 7 novembre, en rendant compte de la conférence de presse qu'il avait tenue le 5 novembre à Paris.]

Ces observations appellent toutefois quelques remarques :

1. - Si certains organes de presse ont écrit, par erreur, que M. Léotard avait payé 1 200 000 F une résidence évaluée à 7 000 000 F (ce qui représenterait la valeur globale d'une parcelle beaucoup plus vaste incluant à l'origine cette résidence principale), cette erreur n'a jamais été corrigée par votre journal qui a d'ailleurs maintenu le prix d'achat des biens immobiliers (le Monde du 13 juin 1992).

2. - Si les rapports de la police judiciaire et d'expertise judiciaire de cette affaire, c'est tout simplement parce que ces deux documents ne dépassent pas complètement les zones d'ombre que présente ce dossier ainsi que le relève la PJ quand elle souligne notamment, comme nous l'avons rapporté : « Les auditions des divers responsables ne laissent pas sans écho les éléments de mauvaise foi relatifs aux attributions de lots de Port-Fréjus compensés par un avantage personnel de l'un des élus au sein des membres de la mission d'attribution des lots de la SEMAF. Cependant les attributions de la partie civile ne semblent pas totalement satisfaites et méritent quelques éclaircissements. » C'est au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon qu'il appartient d'apprecier les interrogations exprimées par la PJ dans son rapport de synthèse sur plusieurs pages que nous n'avons fait que résumer. Le rapport d'expertise dit simplement que les sociétés de groupe n'ont pas permis de voir avec intérêt d'avantage particulier.

3. - A propos de l'absence de certaines factures relatives aux travaux effectués par M. Léotard dans sa propriété, le rapport de police ne parle pas de « blanc », en effet, et le rapport d'expertise ne parle pas de « trou ». C'est bien le raison pour laquelle nous avons tenu à distinguer l'emploi de ces deux expressions entre guillemets sans recourir à l'Italique comme nous l'avons fait, selon la règle typographique, pour nos autres citations.

4. - Nous avons précisé nous-mêmes que les conclusions des enquêteurs ne reproduisent pas les divers éléments qui justifient le prix par l'Etat de rétrocession de bien et M. Léotard ne défend pas l'absence de certaines factures, mais qu'il a fait que ces accusations n'a pas été en mesure de prouver ses premières déclarations à la police, les prétendues factures ayant disparu. Il semble que cela ait été aussi le cas de certaines autres si l'on en croit les procès-verbaux d'auditions.

5. - Notre journal n'a jamais écrit à son compte les allégations de la partie civile selon laquelle les travaux effectués dans la propriété de M. Léotard se seraient élevés à 8 000 000 de francs. Nous avons simplement cité l'une des conclusions du rapport de la PJ : « Les inculpés justifient le prix par l'Etat de rétrocession de bien et M. Léotard ne défend pas l'absence de certaines factures, mais qu'il a fait que ces accusations n'a pas été en mesure de prouver ses premières déclarations à la police, les prétendues factures ayant disparu. Il semble que cela ait été aussi le cas de certaines autres si l'on en croit les procès-verbaux d'auditions. »

6. - Enfin, M. Léotard est « victime d'une manipulation politique », le Monde n'y est pas pour rien puisque l'attribution de l'opinion publique a été attirée pour la première fois sur la maison du maire de Fréjus à la suite du redressement fiscal qui lui fut infligé en 1989 dans le cadre d'une procédure engagée plus d'un an auparavant, alors que la direction générale des impôts était placée sous la tutelle ministérielle de M. Alain Juppé. - R. M. et A. R.]

SOCIÉTÉ

La conférence de Grenade et les programmes Columbus et Hermès

L'Europe de l'espace surmonte ses dissensions

Après deux jours de dures négociations, les ministres de l'Europe spatiale réunis les 9 et 10 novembre à Grenade (Espagne) ont décidé l'engagement du programme Columbus et de son module habitable APM, celui du satellite de transmission de données DRS ainsi que le démarrage d'un important programme d'observation de la Terre. Ils ont également confirmé la «réorientation» du programme Hermès et la recherche, sur ce type de transport spatial, d'une coopération avec les Russes.

La partie avec les Russes n'en reste pas moins subtile. Une coopération avec eux «doit sauvegarder les intérêts de l'industrie spatiale des Etats membres, y compris dans

le secteur des services de lancement», précise la résolution. Un point essentiel, car les Russes ont les moyens de proposer des lancements à des prix défiant toute concurrence (lire encadré ci-dessous).

● Les ajustements financiers. — Le plat le plus difficile à digérer pour les ministres, à Grenade, a été la résolution n° 1 sur les plans et programmes de l'Agence pour les sept ans à venir (1993-2000). Deux problèmes empoisonnaient les débats sur cette «résolution de tous les dangers».

Le premier portait sur le réajustement des contributions de certains Etats membres. En raison des

variations de leur taux de change, des pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne risquaient de subir un accroissement du poids de leur participation à l'ESA définie en unités de compte. Des solutions vont être recherchées pour faciliter le passage des années 1992 et 1993. Le problème est important. Le montant des contributions de plusieurs pays a une influence directe sur le contenu des programmes. De plus, la décision que prendra l'ESA sur ce point pourrait faire jurisprudence dans d'autres organismes comme le CERN, l'OCDE, etc.

Deuxième point de cet épineux dossier financier : le «retour indus-

triel». Selon le ministre français de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, qui est aussi président de la conférence, un compromis a été trouvé, aux termes duquel les Etats membres pourraient récupérer jusqu'à 95 % de leur contribution budgétaire sous forme de contrats passés à leurs industriels d'ici à 1994.

● Les programmes jusqu'en 1995. — Ces questions réglées, restait à définir les programmes sur lesquels l'Agence allait s'engager pour les prochaines années. Les négociations furent épiques. Si le programme d'observation de la Terre (le Monde du 10 novembre), financé à hauteur de 1759 MUC, a fait l'unanimité, le projet «Homme dans l'espace» a servi de champ clos aux escarmouches entre les trois principaux contributeurs de l'Agence. Au point que les ministres allemand, français et italien ont dû tenir une réunion informelle pour apaiser leurs différends les plus importants.

Les Français, embarqués avec Hermès dans un programme de développement technologique de trois ans représentant 567 MUC (1), doivent prendre avec leurs partenaires une décision sur la mise de ce programme en février 1995. Ils ont souhaité, au nom d'une sorte de symétrie de traitement, que la même démarche soit adoptée pour Columbus et pour DRS.

Le module habitable APM de Columbus, qui se greffera sur Freedom, n'en est pas moins lancé. Reste à le financer. Il n'est, pour l'instant, couvert qu'à 90 % contre plus de 100 % pour Hermès. La France, tout en affirmant qu'elle «ne voulait rien bloquer» sur l'APM, aurait réduit sa participation de près de 14 % à un peu plus de 10 %, préférant concentrer ses efforts sur l'autre volet du programme Columbus, les plates-formes polaires. De ce fait, l'ESA devrait, dans les deux mois, se livrer sur l'APM à quelques économies (de l'ordre de 5 % sur les trois prochaines années), tandis que certains pays contributeurs pourraient augmenter leur participation sur ce programme de 2517 MUC (2).

Quant au satellite DRS, à lancer en 1995, mandat a été donné à M. Jean-Louis Lator, directeur général de l'ESA, de trouver d'autres utilisateurs potentiels de ce satellite, comme la station Freedom des Américains et la station Mir des Russes.

«La guerre des blocs étant finie, il faut se préparer à coopérer à l'échelle mondiale», a estimé le ministre allemand de la recherche, M. Heinz Riesenhuber. En attendant, la conférence de Grenade a permis aux Européens de sauver les meubles. «De répartir sur des bases claires», selon les termes de M. Hubert Curien.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dont 55 MUC pour des recherches sur le développement d'une véhicule de secours (ACRV) destiné à rapatrier les astronautes de Freedom en cas d'accident et sur celui d'un cargo de ravitaillement intelligent (ATV) lancé par Ariane-5.

(2) Le programme Columbus dans son ensemble représente 3 536 MUC.

MÉDECINE

Protestant contre la radiation des docteurs Garretta et Habibi

Des médecins transfuseurs contestent l'attitude du conseil national de l'ordre

Une quarantaine de médecins transfuseurs, directeurs ou non d'établissements de transfusion sanguine, ont décidé, le 3 novembre, à l'issue d'une réunion à Paris sur la réforme du système transfuseur français, d'adresser individuellement au président du conseil national de l'ordre, le docteur Louis René, une lettre dans laquelle ils contestent les sanctions de radiation prononcées par le conseil régional de l'ordre des médecins d'Ile-de-France à l'encontre des docteurs Michel Garretta, ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) (lire à la page 11), et Gehman Habibi, ancien directeur scientifique du CNTS (lire page 11), le Monde du 28 octobre).

Le docteur Paul-André Parin, directeur du centre départemental de transfusion sanguine (CDTS) du Lot-et-Cher, signataire de ce texte, a précisé au Monde, mercredi 11 novembre, que cette décision avait été prise après «le choc du retour de Michel Garretta», face à l'image de «quelqu'un qui n'était plus que l'ombre de lui-même», «effacé au plus profond» par cette sanction vécue comme «un coup de grâce».

La lettre-type, signée «sans passion par des gens qui étaient, dans le travail, partenaires ou adversaires de Michel Garretta», a ajouté le docteur Parin, stipule, en leur nom propre et «sur l'honneur», que «la confirmation de mille deux cents hémodonations n'est pas le fait d'un ou de quelques confrères, en 1985, puisqu'il est dramatiquement établi que la quasi-totalité des contaminations a eu lieu avant cette date et qu'on ne peut attribuer à un seul établissement français de fractionnement toute la responsabilité de l'ensemble des contaminations».

«Je tiens également à souligner qu'en la matière, ajoute le texte soumis à signature, compte tenu des multiples pôles de décision, si l'on interdit effectivement à tel ou tel confrère l'exercice de la médecine, cette mesure doit être édictée par l'ensemble des médecins acteurs administratifs, prescripteurs ou distributeurs qui en 1985 ont partagé une analyse similaire des faits, analysée que le conseil national de l'ordre, informé entre autres par le rapport Sile et transfusion sanguine a débuté juin 1985, n'avait pas désapprouvée. Chaque lettre sera également adressée aux présidents du conseil de l'ordre d'Ile-de-France et des autres conseils départementaux, ainsi qu'à «aux avocats des confrères concernés».

GRENADE

de notre envoyé spécial

C'est au terme de discussions «normalement tendues» que les ministres européens de l'espace, réunis pour deux jours à Grenade (Espagne), sont parvenus à un accord. L'austérité budgétaire a dicté sa loi et imposé le réalisme. Le programme de la navette spatiale Hermès, défendur par les Français, a perdu de sa substance. La «station» Columbus, soutenue par les Allemands, est amputée de son volet module autonome (MTFF) et reste liée au sort de la station américaine Freedom. Quant à DRS, le réseau de satellites de relais de données, qui a la faveur des Italiens, sa mission paraît moins nette du fait de la réduction des deux premiers volets du programme. Dans ce contexte, les représentants des treize Etats-membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) ont approuvé trois résolutions.

● La coopération internationale. — Deux résolutions portent sur la coopération internationale et la coopération avec les Russes. Elles ont été rapidement adoptées dans la matinée du 10 novembre. L'une invite l'ESA à «rechercher des voies» permettant de mettre à la disposition des pays en développement les données obtenues par les programmes de l'Agence. On y reconnaît aussi que «l'exécution des programmes de l'Agence au cours des prochaines années favorisera l'approfondissement d'une coopération établie de longue date avec les Etats-Unis, permettra de mener des activités en commun avec la Russie et de jeter les bases d'une coopération plus étroite avec le Japon».

Préserver les industries européennes

Au-delà des bonnes intentions, les membres de l'ESA sont d'accord pour «élargir et renforcer cette coopération» avec la Fédération de Russie, au cours de la période 1993-1995, dans quatre domaines : infrastructure en orbite ; moyens de transport des équipages ; moyens de communication associés à cette infrastructure en orbite ; missions à bord de la station Mir.

Bien qu'aucun chiffre n'ait été avancé, une série de contrats d'une valeur de 110 millions d'unités de compte (MUC) une unité de compte valant 97 F) pourraient être signés pour les trois ans à

Les Russes veulent négocier leur entrée sur le marché mondial des lancements

La Russie a signé, lundi 9 novembre, son premier contrat pour lancer un satellite occidental, pour le compte de l'organisation internationale de télécommunications Immarat, au prix de 36 millions de dollars. Un engin similaire sera lancé par la firme européenne Arianeespace pour 62 millions de dollars. Les tarifs de dumping pratiqués par Moscou (et aussi Pékin) pour prendre pied sur le marché occidental entraînent de vives protestations des exploitants de lanceurs européens et américains. Les Russes se déclarent prêts à discuter.

L'établissement de «règles du jeu» destinées à «civiliser» le marché mondial des lancements de satellites civils sera l'un des sujets de négociation les plus importants de l'après-Grenade. Depuis déjà de nombreuses années, les Russes tentent d'y prendre pied en proposant les services de leurs lanceurs (le Monde du 20 juin 1987) à des prix de dumping inférieurs, parfois, de près de 50 % à ceux des Européens et des Américains. Pendant longtemps, les Occidentaux ont résisté en dressant des mesures d'embargo au nom de la protection des «technologies sensibles» et du COCOM.

Depuis la fin de la guerre froide, cette situation est devenue intenable. Elle n'est, d'ailleurs, de l'intérêt de personne. «On ne peut pas envisager de collaborer sur des grands programmes, tout en se battant comme des chiens sur le plan commercial», estime un expert occidental. Les Russes, qui semblent l'avoir compris, entendent

profiter au maximum de l'engagement provoqué par leurs offres de coopération tous azimuts. De leur côté, les Occidentaux vont évidemment mettre en balance leurs contrats de coopération (comme ceux qui doivent passer l'ESA avec Moscou, pour une valeur de 110 millions d'unités, soit 770 millions de francs).

Une offre limitée

La question a été évoquée par M. Yuri Koptiev, directeur de l'agence spatiale russe, lors d'une visite récente à Paris au cours de laquelle il a rencontré ses homologues de l'Agence spatiale européenne (ESA), du CNES, ainsi que M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace. «Nous sommes tombés d'accord pour que des discussions puissent se poursuivre à Moscou avec la participation de plusieurs des parties intéressées, afin de donner dès le début un caractère international aux négociations», nous a déclaré M. Koptiev. «Nous avons effectivement eu la surprise de voir les Russes nous inviter formellement à une réunion bilatérale que les Américains voulaient tenir avec eux seuls, nous, un responsable de l'espace européen. Il reste à voir ce qu'en pense Washington».

Un accord permettrait aux Russes de pratiquer les mêmes prix que leurs concurrents. Cela les intéresse, d'autant que, reconnaît M. Koptiev, «le marché restera très limité jusqu'en l'an 2000 au moins, et serait totalement déséquilibré par une pression trop brutale d'opérateurs nationaux».

Mais, même soigneusement préparée, l'entrée officielle sur le marché mondial des fusées Pro-

ton et Zenit soviétiques (en attendant les Longue Marche chinoises et les H-2 japonaises) limitera forcément la part d'Ariane et celle des Atles, Delta et Titan américains. On peut prévoir une discussion très rude. Déjà, les Américains et les Européens ont mis plusieurs années à s'entendre, après s'être longtemps accusés mutuellement de fausser la concurrence à coups de subventions (le Monde du 28 septembre 1990).

Si l'on en croit M. Charles Bigot, président d'Arianeespace, les Américains semblent d'ailleurs avoir détesté à nouveau la hache de guerre en favorisant les fusées russes et chinoises aux dépens d'Ariane, dans les organisations internationales. Il visait notamment le contrat signé lundi 9 septembre par les Russes avec Immarat, qui pourrait être bientôt suivi d'un autre auprès d'Intelsat (1). La NASA envisagerait, par ailleurs, d'utiliser deux Proton russes pour lancer des sondes vers Pluton à la fin de cette décennie.

Décidés à aboutir, les Russes affirment avoir le temps. «Nos possibilités seront assez limitées pour les quatre prochaines années», affirme M. Koptiev. «Nous ne pouvons pas nous en passer, car nous ne pouvons pas nous en passer de fonctionner en tant que lanceurs par nous-mêmes. Les contrats signés ou à venir démontrent pourtant ces propos érudits».

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Immarat (spécialisé dans les transmissions maritimes), et Intelsat, sont les deux plus gros opérateurs mondiaux de satellites commerciaux de télécommunications. Il s'agit de coopérations internationales rassemblant respectivement 65 et plus de 130 pays.

RELIGIONS

Menacée de schisme

L'Eglise d'Angleterre se prononce sur l'ordination sacerdotale des femmes

A l'issue d'un débat qui divise la Communauté anglicane (environ 65 millions de fidèles dans le monde) depuis vingt ans, le synode de l'Eglise-mère d'Angleterre, réunissant 563 évêques, prêtres et laïcs, devait se prononcer, mercredi 11 novembre à Londres, sur l'ordination sacerdotale des femmes. Quel que soit le résultat, le risque de schisme est réel.

LONDRES

de notre correspondant

La décision de l'Eglise d'Angleterre sur l'ordination des femmes paraît encore très incertaine à la veille du synode. Une majorité des deux tiers est en effet requise dans chacun des trois collèges (évêques, clergé et laïcs) qui composent cette assemblée pour assurer le succès d'une telle réforme. Celle-ci est probablement la plus importante et la plus controversée depuis la création de l'Eglise anglicane, issue du

schisme décrété, au seizième siècle, par Henri VIII.

Les sondages semblent accréder à une évolution des mentalités. 67 % des anglicans de Grande-Bretagne, du moins ceux qui se rendent régulièrement à l'église, se déclarent en faveur de l'ordination sacerdotale des femmes. Au sein de la communauté anglicane, l'Eglise d'Angleterre est en effet l'une des dernières à résister, puisque quelque 2 000 femmes prêtres sont déjà ordonnées dans d'autres pays, sans compter des femmes évêques (deux dans l'Eglise épiscopale des Etats-Unis).

Crise financière

En 1975, un précédent synode avait conclu qu'il n'y avait pas d'«objections fondamentales» à ce que des femmes soient ordonnées prêtres. Plus de 1 300 évêques déjà la fonction de diacre. Mais les adversaires de cette réforme, regroupés dans la tendance la plus conservatrice de l'Eglise d'Angleterre, n'ont pas désarmé : selon certaines estimations, plus de 1 000 prêtres pourraient choisir de

partir en cas de victoire des «pro-féministes», certains menaçant même de rejoindre l'Eglise catholique romaine.

Un résultat inverse, affirment les plus pessimistes, pourrait entraîner une vague d'ordinations illégales, sans compter un mouvement de désaffection féminine, de la part tant du clergé que des fidèles. La menace de ce mini-schisme est tellement réelle que si le «oui» l'emporte le synode devra également se prononcer, mercredi, sur les dispositions financières résultant de ce vote, c'est-à-dire sur les «indemnités» qu'il faudra verser aux prêtres qui choisiront de partir, soit une somme évaluée à environ 11 millions de livres (1), pour 100 prêtres qui choisiraient de se mettre en rupture d'Eglise.

Or une telle charge tomberait particulièrement mal au moment où l'Eglise d'Angleterre — dont les biens sont estimés à 2,4 milliards de livres — traverse une crise financière sans équivalent. Ce dernier argument est d'ailleurs l'un de ceux avancés par les adversaires de l'ordination des femmes : ils soulignent qu'en raison de leurs difficultés budgétaires les diocèses sont d'ores

et déjà menacés de devoir réduire le nombre des membres du clergé.

Mgr George Carey, archevêque de Canterbury et chef de l'Eglise anglicane, partisan du sacerdoce des femmes, a jugé que la question était trop délicate pour pouvoir se prononcer personnellement, au cours du synode, en faveur de l'un des deux camps. Il préfère conserver intacte son autorité, laquelle deviendra d'autant plus indispensable que le résultat du vote de mercredi sera serré.

Si les 563 membres du synode qui se réunissent à Westminster vont dans le sens de la réforme, celle-ci n'entrera pas immédiatement en vigueur. Une loi doit en effet être adoptée par les deux chambres du Parlement — probablement en juin prochain — puis approuvée par la reine. En toute hypothèse, ce n'est donc pas avant l'été 1994 que les premières femmes prêtres pourraient être ordonnées en Grande-Bretagne.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,25 francs français.

L'affaire du «voile islamique» de Montfermeil

Le recteur de la Mosquée de Paris appelle «au respect et au dialogue»

M. Dalil Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la Grande Mosquée de Paris, a invité, mardi 10 novembre, les Français de toutes confessions «à vivre en paix dans le respect mutuel» et a appelé «les musulmans au respect et au dialogue avec son prochain». A l'occasion de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'exclusion en 1990 de trois jeunes

filles portant le voile islamique du collège Jean-Jaures de Montfermeil (Seine-Saint-Denis). M. Boubakeur s'est ainsi félicité de cette «reconnaissance de la spécificité musulmane et du respect de certaines de ses traditions», qui confirme, selon lui, «le sens de la loi d'orientation sur l'éducation de 1989».

HISTOIRE

L'auteur du Grand Meaulnes officiellement inhumé

Ultime hommage à Alain-Fournier

En présence de M. Louis Meaux, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, le lieutenant Henri Fournier (Alain-Fournier), l'auteur du Grand Meaulnes, et ses vingt compagnons d'armes ont été inhumés, mardi 10 novembre, dans la nécropole nationale de Saint-Rémy-la-Colonne (Meuse).

Les corps du célèbre écrivain, qui avait alors vingt-huit ans, et de ses hommes du 288^e régiment

d'infanterie, tombés au combat le 22 septembre 1914, avaient été retrouvés par le professeur Alain Aigrain et quelques chercheurs meusiens à y a un an (le Monde du 16 novembre et du 7 décembre 1991). Cette découverte avait permis d'établir qu'ils n'avaient pas été fusillés à la suite de l'assaut d'une ambulance, mais achevés après avoir, sans doute, été grièvement blessés. — (Corresp.)

الجنة المني

JUSTICE

Le procès des membres d'Iparretarrak devant la cour d'assises de Paris

Philippe Bidart condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

La cour d'assises spéciale de Paris, uniquement composée de magistrats, a refusé de croire à l'innocence de Philippe Bidart, le chef présumé d'Iparretarrak, et l'a jugé coupable du meurtre de deux CRS, commis en 1982. Il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

Pour leur participation à trois affaires - l'assassinat de la maison d'arrêt de Pau, le mitraillage du palais de justice de Bayonne et un vol à main armée - la cour a condamné Jean-Gabriel Moussac à quinze ans de réclusion criminelle, Philippe Lesgourgues à huit ans de la même peine et Xavier Labé-guerrie à cinq ans d'emprisonnement, dont quatre assortis du sursis. En revanche, Henri Pérez, dont la participation au hold-up n'a pu être démontrée, a été acquitté. La cour a refusé de considérer que la loi d'amnistie, liée au francisme des partis et groupements politiques, pouvait s'appliquer pour ce dernier dossier.

Mais ont été en larmes au moment du verdict de l'autre prétoire, de part et d'autre de leur histoire.

Au sein de la partie civile, ce fut le sanglot des victimes des CRS tués il y a dix ans. M. Roussarie a serré dans ses bras son fils de dix ans qui n'a plus qu'un membre en plus. Tout doucement, pour elle-même, elle a murmuré : « Maintenant, on va enfin pouvoir penser à eux sans penser au passé ». Arnaud et Stéphane, les frères de M. Roussarie, ont caché leur mère dans leurs bras, comme s'ils voulaient cacher sa douleur et la protéger de sa propre colère.

Sur un banc du public, des jeunes filles des amies, des sœurs des complices - ont crié, elles aussi, incapables de ravaler leur chagrin quand le président Maurice Colomb a lu l'annonce de

l'arrêt. Pendant huit longues journées d'audience - la défense des cinq militants nationalistes avait eu beau le dire sur tous les tons : « justice-là n'est pas politique et ne fait pas de cadeau », la cour a tenu à ce que les militants basques qui avaient suivi le procès de bout en bout espèrent encore mieux un tel mariage.

Solidaires, ils se sont levés, brandissant la poigne à l'unisson des magistrats qui se sont mis à chanter haut et fort l'hymne national. L'hymne qui chantait en 1936 les résistants basques en lutte contre le franquisme. Puis, il a fallu se résigner à la lecture des jugements. Les cinq hommes dans le box et les jurés ont écouté avec une attention soutenue, parachevant, avec cette détermination de force, le sentiment de justice.

Discrimination politique

Susciter la mauvaise conscience, soulever le doute, c'est le thème que l'avocat général a développé. D'abord sur la compétence de la cour d'assises spéciale, celle qui d'ordinaire juge les crimes de terrorisme, un crime qui réunit les militants basques. « Quand la politique s'insinue dans le processus pénal, la justice en sort », avait dit l'avocat général M. Raphaël Lévy. « Et les procès politiques ne sont pas des procès de justice », a-t-il dit. Mais, comme on s'y attendait, la cour avait refusé de se laisser influencer.

Il fallait donc tenter de lui faire comprendre que quel que soit le processus pénal, la justice est la même. Les juges ont répondu que la loi d'amnistie, comme le furent celles du FLN ou, plus près de nous, du FLNKS en Nouvelle-Calédonie, du FLN en Corse ou des indépendantistes guadeloupéens, ont, eux, bénéficié de la loi d'amnistie. Pourquoi pas les Basques, sinon parce qu'ils sont moins nombreux et qu'ils appartiennent à un mouvement qui n'est pas un mouvement de libération ?

Répondant à la question de la justice, M. Lévy a dit qu'il est « falsifié », celui du procès de

Philippe Lesgourgues, le chauffeur du commando qui avait organisé l'évasion de celui de Philippe Bidart lors du mitraillage du palais de justice, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Xavier Labé-guerrie, déguisé en adjudant du GIGN lors de l'évasion, a été condamné à cinq ans de prison, dont quatre assortis du sursis. Il est vrai qu'il ne se souvient pas d'être membre d'I. K., mais s'il en est sûr.

« Justice politique », s'est écrit, abasourdi, M. Antoine Comte. Lui qui, avec ses confrères, s'était indigné des « peines d'élimination politique » infligées par le général Gilbert Gissburg, a annoncé que Philippe Bidart, Jean-Gabriel Moussac et Philippe Lesgourgues étaient en prison à perpétuité.

Le public, après l'audience civile, un chœur chantant un hymne pour accompagner la sortie des juges, a applaudi. « Vrai, mais ça va dire : « Revient à la maison ».

Un commando présumé d'Iparretarrak arrêté après un attentat contre la sous-préfecture de Dax. Un commando de trois personnes, soupçonnées d'appartenir au mouvement indépendantiste basque clandestin Iparretarrak, a été interpellé, dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 novembre, alors qu'il venait de commettre un attentat contre les bâtiments de la sous-préfecture de Dax (Landes). L'explosion a provoqué d'importantes dégâts matériels mais n'a fait aucun blessé. Les trois personnes, de nationalité française mais dont les identités n'ont pas été révélées, ont été arrêtées vers 2 heures par les gendarmes de la section de recherches de Pau. Un peu plus tôt, à 23 h 30, une bombe de gaz avait éclaté contre la porte de la perception d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), provoquant de légers dégâts matériels. Les enquêteurs attribuent ces actions au mouvement basque, dont le chef, Philippe Bidart, a été condamné par la cour d'assises spéciale de Paris à la réclusion criminelle à perpétuité.

Mais cette manœuvre n'est pas allée jusqu'aux peines prononcées. Jean-Gabriel Moussac a, ainsi, obtenu sa participation au hold-up et son éviction de la prison de Pau. Il a été condamné à cinq ans de prison, dont quatre assortis du sursis. M. Lévy a dit qu'il est « falsifié », celui du procès de

SPORTS

FOOTBALL : présidé par Michel Platini et Fernand Sastre

Le comité d'organisation de la Coupe du monde 1998 est mis en place

Le comité français d'organisation de la Coupe du monde de football 1998, et ses deux présidents, Michel Platini et Fernand Sastre, ont été mis en place, mardi 10 novembre, lors d'une assemblée générale constitutive.

Le comité a été élu d'avance, la plupart des actions étant connues. Il y a eu deux surprises, mardi soir, dans les salons de la Fédération française de football (FFF). Comme prévu, Michel Platini et Fernand Sastre présideront le comité français d'organisation - élu par les membres du conseil national de la FFF - de la Coupe du monde de football 1998, qui aura lieu en France du 10 juin au 10 juillet 1998. L'ex-capitaine et entraîneur de l'équipe de France et l'ancien président de la FFF ont été désignés au cours d'une assemblée générale constituante qui n'a pas eu lieu la plus d'une heure, mais a permis de préciser les statuts et les différentes missions du comité d'organisation.

Le CFFO prend donc la relève d'une organisation régie par la loi de 1901. Il se présente comme une pyramide à trois étages. A la base, les quarante-trois comités de CFFO, où le football est majoritaire, ont vingt-deux places. De ce comité, qui se réunit au moins une fois par an, se sont tirés les comités d'administration, composés de vingt-trois membres. Ils ont pour tâche de gérer le budget, de l'intérieur, ou le délégué interministériel pour l'organisation de la Coupe du monde. A leur côté, l'assemblée générale a désigné un représentant des collectivités locales, sept représentants de la FFF ou de la Ligue, et cinq personnalités : MM. Bernard Stasi, député (CDS), Jacques Perillat, ancien directeur des sports, Just Fontaine, ancien joueur de buteurs au Coupe du monde, Jean Kahn, conseiller pour les questions de sport auprès du président de la

République, Jean-Pierre Pradé, ancien président du sport universitaire. Enfin, la barre du comité d'administration, qui se réunira au moins une fois par mois, comprendra onze membres, dont les deux présidents.

Deux inconnues demeurent cependant pour l'organisation de la Coupe du monde : le nom du directeur général, homme-clé qui gèrera les aspects financiers et juridiques, et le nom du directeur technique, qui sera choisi d'ici un mois. Il devra être choisi d'ici un mois, sans doute parmi des candidats venus de la haute école internationale. Le comité de la Coupe du monde, même, l'incertitude continue autour de l'emplacement du Grand Stade de 60 000 places promis à la Coupe du monde internationale. Le comité de la Coupe du monde, même, l'incertitude continue autour de l'emplacement du Grand Stade de 60 000 places promis à la Coupe du monde internationale. Le comité de la Coupe du monde, même, l'incertitude continue autour de l'emplacement du Grand Stade de 60 000 places promis à la Coupe du monde internationale.

J. Fe.

BASKET-BALL : championnat de France

Limoges toujours invaincu

Limoges a conforté sa première place en s'imposant à Antibes, mardi 10 novembre, pour la sixième journée du championnat de France. Pau-Orthez, le tenant du titre, a perdu son quatrième match de la saison, après un premier succès, face à Châlons.

Limoges b. Antibes 77-64. «Le Mans b. Gravelines 84-81. «Racing PSG b. Montpellier 84-71.

«Lyon b. Dijon 103-79. «Le Mans b. Châlons 76-67. «Lyon CRO b. Villeurbanne 86-74.

Classement : 1. Limoges, 20 pts ; 2. Châlons, 22 ; 3. Racing PSG, 21 ; 4. Gravelines, Pau-Orthez, Antibes, 20 ; 7. Villeurbanne, 18 ; 8. Le Mans, 17 ; 9. Le Mans, Châlons, 16 ; 11. M. L. CRO et 12. 13. Dijon, 13.

FAITS DIVERS

A Saint-Etienne

Un lycéen est mortellement poignardé pendant une récréation

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

Un lycéen de dix-neuf ans est mort, mardi 10 novembre, à l'hôpital Bellevue de Saint-Etienne, après avoir été poignardé dans le dos devant un lycée lors d'une bagarre qui avait pris fin dans la cour de l'établissement. Elève en première d'adaptation au lycée d'Alembert, Djamel Essaghi avait été blessé au ventre à la récréation de midi, à 10 heures, quand il tentait de défendre l'un de ses camarades qui a partie par terre. Un autre lycéen a été blessé à l'établissement. Touché à l'épaule par un poignard de chasse, Djamel est décédé en l'absence d'après-midi au CHRU de Saint-Etienne.

Dans les premiers éléments de l'enquête, il s'agit vraisemblablement d'un règlement de

comptes entre les bandes de deux quartiers rivaux de l'agglomération stéphanoise, qui s'étaient affrontés par deux fois ces jours derniers dans le centre de Saint-Etienne. Selon M. André Blondé, procureur du lycée d'Alembert, rien ne laisse prévoir un événement dans un lycée qui a la réputation d'être « plutôt calme », un établissement technique et professionnel qui accueille deux mille six cents élèves.

A 16 h 30, le procureur devait décider de fermer l'établissement, un autre incident ayant éclaté sur le parking entre un élève du lycée professionnel et d'autres jeunes. Afin de rétablir le calme, le procureur a obtenu pour jeudi 12 et vendredi 13 novembre la présence de policiers en tenue aux portes et dans l'enceinte du lycée. Administrateur du lycée, M. Christian Bro-

che, conseiller régional (Vert), qui s'est rendu sur place mardi après-midi, a mis un garde cependant « toute approche sécuritaire », qui serait, selon lui, « malvenue et inefficace, même si le terme la fermeté sera nécessaire pour éviter une escalade ».

Choqué, le personnel du lycée souhaite que les incidents « s'effacent » pour tout le climat de travail qui règne dans l'établissement depuis de nombreuses années. Pour sa part, M. Liliane Matr, secrétaire départementale du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), a renouvelé l'exigence de son syndicat d'avoir créé les postes d'enseignants et de surveillants dans les établissements scolaires.

VINCENT CHARBONNIER

EN BREF

■ Nominations de magistrats. - Par décret du 10 novembre, ont été nommés présidents des tribunaux de grande instance : à Créteil, M. Jean-Paul Collomp, premier président de la cour d'appel de Nanterre ; à Fontainebleau, M. Daniel Farina, premier président de la cour d'appel de Paris ; à Draguignan, M. André Conro, premier président de la cour d'appel de Pau ; à Colmar, M. Christian Lévy, conseiller à la cour d'appel de Lyon ; à Mulhouse, M. Jacques Marion, président du tribunal de Colmar ; à Nancy, M. Alain Née, président du tribunal de Châlons-sur-Marne ; à Châlons-sur-Marne, M. Jean-François Sabard, conseiller à la cour d'appel de Rennes ; à Garzais, M. Garzais, président du tribunal de Draguignan.

■ Démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue en France et en Italie. - La police napolitaine a démantelé un réseau de trafic de drogue en provenance d'Italie et d'Espagne, qui avait pour base des discothèques parisiennes. Onze personnes ont été appréhendées à Naples, dans d'autres villes de la région, et également à Paris et à Bogota. Les seize personnes toujours détenues par la police et six ont reçu un avis d'enquête en prison, ont été mises en liberté sous caution. Les seize personnes ont été mises en liberté sous caution. Les seize personnes ont été mises en liberté sous caution.

■ Démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue en France et en Italie. - La police napolitaine a démantelé un réseau de trafic de drogue en provenance d'Italie et d'Espagne, qui avait pour base des discothèques parisiennes. Onze personnes ont été appréhendées à Naples, dans d'autres villes de la région, et également à Paris et à Bogota. Les seize personnes ont été mises en liberté sous caution. Les seize personnes ont été mises en liberté sous caution.

AMÉRIQUE DU SUD

Il y a des Marchés qui Méritent le Déplacement

ARGENTINE, CHILI, VENEZUELA, PARAGUAY, URUGUAY, BRÉSIL, COLOMBIE, ÉQUATEUR... Autant de pays, autant de marchés à développer ou à conquérir, à l'exemple des grands groupes internationaux français dans des domaines aussi variés que l'automobile, les communications, l'énergie, l'agro-alimentaire, etc.

AEROLINEAS ARGENTINAS vous ouvre les portes de l'Amérique du Sud et plus particulièrement celles de l'Argentine, offrant aux hommes d'affaires, aux industriels, des marchés à forts potentiels.

Tout est prêt maintenant pour vous accueillir.

AEROLINEAS ARGENTINAS, 8 vols par semaine depuis l'Europe vers l'Amérique du Sud et plus de 11 vols inter-américains depuis Buenos Aires vers les grands centres de chaque pays.

Une flotte moderne, un accueil et un service à bord parfaits pour garantir immédiatement l'hospitalité légendaire de l'Argentine. L'Amérique du Sud des Affaires par AEROLINEAS ARGENTINAS, un monde à conquérir.

Pour en savoir plus, appelez votre Agence de Voyages ou AEROLINEAS ARGENTINAS.

AEROLINEAS ARGENTINAS

77, Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél. : (1) 43.59.02.96 - Fax : (1) 45.63.77.43

scolaires

Vincennes-Pékin à l'énergie

Le lycée technique Maximilien-Perret veut exporter son savoir-faire pour former des techniciens chinois

Ce mardi 11 novembre, ils ont une bonne trentaine de responsables, représentant le grand secteur de l'énergie et du génie climatique (chauffage, climatisation, froid industriel). Ils se réunissent à Vincennes, dans le quartier de la gare, pour une réunion d'information. Le directeur du lycée technique Maximilien-Perret, M. Guyot, leur expose la situation générale, la politique énergétique, les réserves en hydrocarbures, le charbon ou les énergies...

Il est clair que les fabricants, installateurs ou sociétés de maintenance du secteur (ELM-Leblanc, Saunier-Duval, De Dietrich, Saitex, Compagnie industrielle de chauffage urbain, Spira-Sanco, Clat...), manquent rarement de l'appel de «Max-P».

À la fois technique et professionnelle, le lycée Maximilien-Perret est Vincennes abrite également un solide centre de formation continue, le GEFEN, une école nationale d'application destinée à former les formateurs, ainsi qu'un centre de formation d'apprentis en plomberie et chauffage. On y trouve la panoplie complète des diplômes liés à la production, la distribution et l'utilisation de l'énergie, depuis le certificat d'aptitude professionnelle jusqu'aux formations complémentaires au niveau du baccalauréat supérieur.

Cette fois-ci, c'est la capitale n'a pas invité ses partenaires industriels pour leur vendre de la formation. Mais pour associer au projet de l'établissement la création, à Pékin, d'un centre de formation aux métiers de l'énergie. Une véritable «mission» puisque l'objectif est de préparer les futurs formateurs chinois puis d'assurer, à l'horizon 2000, la formation de techniciens supérieurs de l'énergie. Les quatre cents bacheliers professionnels du lycée ont été mis au point dans la capitale chinoise par les Allemands et le japonais est vivace.

Ébauchée en 1988, l'idée a pris corps en 1991 et a donné lieu à un voyage d'études des professeurs français au prin-

temps dernier et, en échange, à une visite de représentants chinois à Vincennes en septembre.

Le projet consiste à aménager un m² de «plate-forme» d'outillage et de moyens d'essai, équipés de technologie française européenne, dans une école technique. Le coût sur site est estimé à 10 millions de francs. Une somme importante de proportion avec les seuls moyens du lycée. «Seul un groupement de vos entreprises, a donc appelé M. Guyot, proviseur de Maximilien-Perret, peut faire aboutir ce projet. C'est d'ailleurs ce qui se fait, à l'heure actuelle, et votre aide financière, si vous êtes intéressés, pourrait déclencher les subsides des pouvoirs publics».

Offrir

un «pied en Chine»

Rien à voir, donc, avec les habituels partenariats fondés sur le versement de la taxe d'apprentissage. Déjà, la région Île-de-France et le ministère des Universités ont financé la création d'un lycée technique à Pékin, d'un centre de formation aux métiers de l'énergie. Une véritable «mission» puisque l'objectif est de préparer les futurs formateurs chinois puis d'assurer, à l'horizon 2000, la formation de techniciens supérieurs de l'énergie. Les quatre cents bacheliers professionnels du lycée ont été mis au point dans la capitale chinoise par les Allemands et le japonais est vivace.

Ébauchée en 1988, l'idée a pris corps en 1991 et a donné lieu à un voyage d'études des professeurs français au prin-

JEAN-MICHEL DUMAY

Un nouveau souffle pour la recherche pédagogique

Projet de déménagement et nouveaux statuts : l'INRP change de cap

Le vieux bâtiment de la rue d'Ulm n'a pas l'air de beaucoup changer depuis l'installation dans ces locaux, en 1932, du Musée pédagogique : les bustes de Jules Ferry et de Ferdinand Buisson veillent toujours sur les bureaux patibulaires du bâtiment qui abrite longtemps la Cinéma-thèque. Seule concession aux modernes : les préfabriqués de «l'annexe» situés à la cour, où se sont entassés, au fil des années et dans des conditions de plus en plus précaires, les nouvelles équipes de chercheurs.

Malgré les transformations importantes engagées. Après plusieurs tentatives de réformes avortées, quelques années de passage à vide, l'INRP (Institut national de la recherche pédagogique) s'apprête à prendre un nouveau départ. Sans changer de nom, mais avec de nouveaux statuts, plus ambitieux et exigeants.

Un projet de décret, en effet, a été adopté le 10 octobre par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNE-SER). Il prévoit que l'INRP sera placé sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale. Le décret sera publié dans les prochains jours. Le projet de décret, en effet, a été adopté le 10 octobre par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNE-SER). Il prévoit que l'INRP sera placé sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale. Le décret sera publié dans les prochains jours.

Poussés

dans les cordes

Or, pour la première fois dans l'histoire de l'INRP, ce projet semble avoir provoqué que de faibles remous internes. Malgré les tiraillements d'usage, les organisations syndicales ont, finalement, obtenu. Et les rares chercheurs qui osent manifester un brin d'opposition à l'égard d'un certain «esprit maison» où la reconnaissance univer-

saire n'est pas toujours évidente.

C'est le défi posé à la recherche en éducation par la création d'instituts universitaires de formation des enseignants (IUFM) qui a brisé le projet de la faiblesse de ce secteur, et d'une certaine manière la fragilité de ses fondements théoriques (le Monde du 27 février). Et l'INRP a été trouvé, du moins poussé dans ce sens. La création d'IUFM et leur rattachement à l'université imposent, en effet, que l'on dispose d'une véritable politique de la recherche en éducation qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

Pour dynamiser le secteur, la direction de la recherche et des études pédagogiques (DRED) du ministère vient d'ailleurs de lancer un appel d'offres placé sous la responsabilité de l'historien Roger Chartier. L'enjeu principal est bien celui de la qualité. Il s'agit, souligne la DRED sans ambiguïté, «de faire évoluer le dispositif de recherche en éducation qui ne peut pas ou ne peut plus être identifié aux seuls départements ou laboratoires de sciences de l'éducation mais qui est devenu un élément important».

Le thème de l'appel d'offres porte sur les problèmes de la recherche en éducation. Il s'agit de mobiliser les équipes de la recherche en éducation, de leur donner un statut disciplinaire, de leur donner une reconnaissance internationale de ce pan des sciences humaines, dont les productions sont très hétérogènes. À terme, ce comité pourrait d'ailleurs constituer un groupe de pilotage permanent au sein de la direction des enseignements supérieurs (DESUP), afin d'encadrer et d'évaluer les recherches conduites dans les universités, et de leur donner un statut disciplinaire.

Dans le cadre de cette remise en question - et en ordre - du secteur, entamée par M. Lang, ministre de l'Éducation nationale, le rôle éditorial de l'INRP a été révisé. Dans ses statuts actuels, c'est en effet le ministère de l'Éducation nationale lui-même qui - théoriquement - dirige son programme de recherche à l'INRP. Dès 1990, la

directrice de l'institut, M^{me} Francine Dugas, universitaire, s'est progressivement affranchie de ce statut contraignant en musclant le conseil scientifique de l'établissement en multipliant les conventions passées avec des universités.

Mais l'INRP continue néanmoins à souffrir de son manque d'autonomie vis-à-vis des directions pédagogiques du ministère. Cantonné dans la «recherche-action» par le biais de ses mille cent enseignants «associés», un principe qui était, jusqu'à une époque récente, d'une certaine manière, la réforme concourant à la réussite de la recherche en éducation. Une mission difficile à concilier avec ses activités de recherche à sens plein qui exigent de l'autonomie et un travail sur le long terme. L'histoire mouvementée de l'INRP est d'ailleurs jalonnée de tentatives de réorganisation, de changements de sigles - quatre entre 1932 et 1976 - et de tentatives de reprises en main politiques. C'est ainsi qu'en 1976, M. Haby, soulevant un tollé général, tenta d'écarter l'INRP de son rôle de conseil d'un certain nombre d'expérimentations pédagogiques, et que M. Chevènement, en mars 1984, créa un éphémère Institut national de la recherche en éducation et formation (INREF), qui ne vécut que quelques semaines, balayé par M. René Monory des son arrivée au ministère.

Des locaux

très convoités

Les chercheurs de la rue d'Ulm ont encore, pour la moitié d'eux, un environnement de travail défectueux. Les locaux actuels, plutôt confus, fixent très approximativement leurs missions. Le nouveau texte, en revanche, les précise et insiste sur «le partenariat avec d'autres établissements ou organismes de recherche ou de formation internationale» mais que la mission de l'INRP est de servir par le biais des IUFM.

Mais c'est surtout l'arrivée, au sein de l'institut, de chercheurs de statut universitaire qui modifiera son image et son fonctionnement. Les nouveaux statuts prévoient en effet que l'INRP «participe à la formation des enseignants». La nouvelle direction a déjà largement anticipé sur cette évolution puisque, depuis 1991, sept professeurs d'université et huit maîtres de conférences ont été nommés. À terme, la moitié des postes devraient être pourvus ainsi. Mais la transformation sera longue : la moitié, à peine, des quarante-huit chercheurs détachés du premier ou du second degré ont soutenu une thèse, condition indispensable pour postuler à un poste universitaire. Quant aux cinquante-deux ingénieurs de recherche et techniciens - la plus grande partie de l'effectif - les nouveaux statuts ne leur ouvriront guère de perspectives de carrière supplémentaires. Chacun

Ch. G.

(1) Les cinq départements de l'INRP sont : les sciences de l'éducation ; la communication ; les didactiques des disciplines ; les technologies nouvelles et éducation ; les politiques, pratiques et méthodes de l'éducation.

COURRIER

Désenchantement des enseignants

J'ai lu - dans le courrier des lecteurs publié par votre journal du 8 octobre - la réponse de M^{me} Kubacki aux propos de M. Charles, que vous avez publiés dans votre édition du 17 septembre 1992. La question qui est posée est de savoir si, en dépit de l'absence de «révalorisation» dont on a fait état, le travail des enseignants, dans ce pays, est rémunéré à sa juste valeur.

Comme professeur certifié (1966), agrégé (concours 1969), docteur d'État (1985) et professeur d'université (1988), je me permets respectueusement d'en témoigner quand je considère mon travail de paie et le travail accompli : 16 627,73 F de traitement mensuel net (indice 115) pour un professeur d'université de 2^e classe, respectivement 110 (les professeurs agrégés) auxquels viennent s'ajouter les 6 411,20 F de la prime de fin d'année payée en deux versements semestriels, soit un total de 23 038,93 F. Ce montant est-il vraiment trop quand on sait les obligations de service en matière de pédagogie, de recherche et d'administration qui incombent ordinairement à un enseignant-chercheur ?

Quant au tarif de rémunération des enseignants, les parloirs-en-à l'heure de la magistrat et 213 heures de l'heure de la magistrat. Ces tarifs n'étant pas applicables à des surdoudes, on comprendra que les temps investis par le professeur dans la seule préparation d'une leçon de cours magistral excède bien souvent les heures de travail. Les enseignants qui modestement ont été les premiers à se consacrer au grand scandale de madame ma collègue que je voudrais bien voir à l'œuvre si elle devait effectivement corriger quarante-cinq dissertations en quelques heures !

Quant à moi, des professeurs supérieurs, je n'en connais pas. La solution proposée par

semaines de cours, soirées et dimanches compris, à un tel rythme d'enseignement, est déprimant et sa vie privée et de la recherche (laquelle est renvoyée aux périodes dites de «vacances» quand les papiers de copies et autres objets équivalents sont réassemblés).

Mais ce qui, en fin de compte, peut paraître le plus dommageable et expliquer le grand désenchantement des enseignants - et plus particulièrement des universitaires - c'est qu'ils se sentent frustrés dans leurs motivations profondes : la part de temps toujours plus importante donnée à l'enseignement, la réduction du temps consacré à la culture personnelle, source pourtant inépuissable de savoir et de transmission, qui peut penser un enseignant qui se voit privé du temps de lire pour son enrichissement personnel ? La vraie grande mission des enseignants est-elle là. Il faut, rappelle-t-elle, «donner du temps au temps». Il ne faut pas oublier que, pour les enseignants aussi, le temps, c'est de l'argent.

MONIQUE MICHAUD

(professeur à l'université de Poitiers)

Frisson

sécuritaire

Les médias ne comptent pas intervenir dans les établissements scolaires de la banlieue de Paris. L'écho du frisson sécuritaire exprimé à cette occasion. Le Monde du 22 novembre 1992, sous le titre «Collège sans surveillance», relate les difficultés rencontrées par les enseignants du collège de Montreuil. Les professeurs expliquent qu'ils doivent «s'adapter à la situation en interrompant leurs cours pour séparer des élèves et rétablir l'ordre dans la cour». Tout le monde en sera d'accord : les conditions d'enseignement sont certainement pas favorables à la réussite des jeunes. La solution proposée par

les enseignants et les parents d'élèves, la création d'un poste de conseiller principal d'éducation (CPE) appelé, cependant, quelques réserves.

Il existait une possibilité de création de poste de CPE, si l'établissement et le département avaient voulu utiliser le dispositif de l'éducation prioritaire (ZEP). Apparemment, si l'on en croit les raisons qui ne regardent qu'eux, ni les enseignants, ni le chef d'établissement (singulièrement absent dans l'article) n'ont saisi cette opportunité pour obtenir des moyens supplémentaires. Dommage, car le budget prévisionnel 1993 pour les ZEP vient de doubler. Si le problème n'est pas résolu, c'est d'avoir trop longtemps masqué. Avoir refusé jadis le classement ZEP, pour ne pas faire désordre entraîne aujourd'hui les dérives.

Les missions qui sont confiées aux conseillers d'éducation le sont dans le cadre global du projet d'établissement et dans une perspective éducative (...). À l'inverse, aucun personnel n'est particulièrement désigné pour faire rempart de son corps contre les intrusions à faire régner l'ordre. L'absence de CPE est donc la position qui relève de la malhonnêteté ou de l'ignorance. La mauvaise foi induit la notion de responsabilité collective et de partage de l'activité pédagogique. S'en dégage sur une catégorie de personnel, l'absence de responsabilité. La communauté scolaire, à laquelle on confie les publics pour lesquels l'éducation prioritaire est devenue la forme d'expression, n'est pour dans les problèmes de la politique sociale qui affecte l'environnement immédiat.

CLAUDE FRÉMONT

et JEAN-MARIE VYRET

(Syndicat national des personnels d'éducation)

REPÈRES

ALTERNANCE. Les formations en alternance (entre école et entreprises) se développent. Les lycées techniques et professionnels ont acquis une somme inouïe de savoir-faire. À l'occasion de la semaine de l'enseignement technique, qui s'est déroulée du 2 au 7 novembre, le ministre de l'Éducation nationale a rassemblé dans un guide, *Partenariat mode d'emploi*, cette mine de renseignements pratiques destinée aux chefs d'établissement ou aux équipes éducatives ou aux chefs d'entreprise. Ce guide de partenariat, mis à jour en entreprise, CAP, BEP, bac pro ou BTS, traite de la technologie école-entreprise, tutorat, à l'insertion professionnelle : chaque thème est traité de façon concrète et sur un contact utile.

► *Le Centre d'état à l'éducation technique*, 110, rue de Grenelle, 75007 Paris.

LECTURE. Les nouvelles recommandations pour l'enseignement de la lecture et de l'écriture à l'école maternelle et à l'école primaire (le Monde du 29 septembre) arrivent dans les établissements scolaires. Tous les instituteurs doivent en effet recevoir, à la fin du mois de novembre, un livret de près de deux cents pages intitulé *La Maîtrise de la langue à l'école*. Y sont détaillées, cycle par cycle, les compétences à développer en fonction de l'évolution physiologique et psychologique de l'enfant. Les exemples de pratiques pédagogiques. Une préface de M. Lang, ministre de l'Éducation nationale, est justifiée, s'appuyant sur l'acquis de la recherche et sont accompagnées de bibliographies d'ouvrages récents.

► CNDP-Hachette, 46 francs. En vente à la librairie du CNDP, 13 rue du Four, 75006 Paris, ou par correspondance, CNDP, 77588 Lileuilat-Cedex.

Le Monde de l'éducation

ENQUÊTE

ADOLESCENTS À LA DÉRIVE

Pression scolaire croissante, avenir incertain : les adolescents subissent les effets d'un monde à l'économie difficile. Le Monde de l'éducation présente les initiatives d'associations qui cherchent à rétablir le dialogue parents-enfants et à aider les jeunes à s'apprivoiser leur situation.

AVENIR : LES MÉTIERS DU DROIT

Parce que les professions du droit, surtout privé, connaissent d'importantes mutations, l'Université a diversifié ses enseignements. Le Monde de l'éducation publie le guide détaillé des formations juridiques, avec des adresses spécialisées.

DOSSIER : LA NOUVELLE CLASSE DE SECONDE SUR LE TERRAIN

Les enseignants disposent de trois heures par semaine pour faire acquiescer à leurs élèves les méthodes de travail. Comment fonctionnent-elles jour le jour ? Les nouvelles pédagogies, les établissements. Comment les enseignants s'y préparent.

REPORTAGE : SIDA, LA PRÉVENTION À L'ÉCOLE

Les associations cherchent à prémunir les jeunes de la transmission du sida.

NUMÉRO DE NOVEMBRE 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Français et Italiens ont conclu un accord sur la recapitalisation de SGS-Thomson

deurs d'emploi) et Catalogne
taires). Pour le deuxième mois,
rs augmente en Espagne.

population active en octobre. - a atteint 15 % de la population

Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 3,5 % par rapport au mois de novembre. Le ministère espagnol annonce une progression de 1,5 % (21 000 chômeurs en plus), des créations d'emploi et le Catalogne (Batailles). Pour le deuxième mois, le chômage augmente en Espagne.

1

1

ÉCONOMIE

SOCIAL

Alors que la conjoncture reste défavorable

Le rapprochement RVI-Volvo Truck inquiète les syndicats

LYON

de notre bureau régional

Lors de l'ouverture du Mondial de l'automobile, le 6 octobre, Jean-Pierre Capron, président de Renault Véhicules Industriels (RVI), n'avait pas hésité à annoncer la fusion de la Volvo Truck en recherche-développement, industrialisation et politique d'achats, mais sans préciser les modalités de la fusion. Le Monde du 6 octobre. Les deux constructeurs de poids lourds liés, depuis 1990, par des participations croisées, avaient donc mis au point un projet commun de moteurs et de cabines comportant des pièces embouties identiques.

« Vous verrez apparaître, plus que ne le pensent certains, les fruits de la coopération », affirmait encore M. Capron.

La portée de telles affirmations est maintenant mieux connue. Au vu de certains préparatifs, la fusion de la Volvo Truck en recherche-développement, industrialisation et politique d'achats, mais sans préciser les modalités de la fusion. Le Monde du 6 octobre. Les deux constructeurs de poids lourds liés, depuis 1990, par des participations croisées, avaient donc mis au point un projet commun de moteurs et de cabines comportant des pièces embouties identiques.

Berliet, Savim, réalisée depuis 1978, est très déprimée.

Pour autant, le comité central d'entreprise RVI n'est officiellement saisi, faute d'être en place. Lors du récent cycle d'élections, le comité n'a pas obtenu, pour la première fois depuis la Libération, la majorité absolue en sièges et en suffrages exprimés. Les négociations sur un plan de restructuration au sein du bureau des comités central d'entreprise n'ont pas abouti. Les syndicats réformistes (FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC). Le dossier est soumis à l'arbitrage de la direction du travail et de l'emploi du département.

Le tour, lundi 9 novembre, qu'elle craignait « l'arrêt de certaines activités ou productions ». Le syndicat réclame une « démarche anticipatrice » de l'emploi, permettant d'abaisser la moyenne d'âge des ateliers.

Il souligne que le manque de qualifications de la main-d'œuvre est la reconversion de certains salariés. La coordination CGT du groupe RVI demande l'ouverture de négociations sur la réduction du temps de travail, la mise en place d'une véritable pré-retraite à cinquante-cinq ans, l'embauche de jeunes et la reconquête du marché national.

GÉRARD BUÉTAS

COMMUNICATION

Réserves de la Société des journalistes

La nouvelle formule de France-Soir à l'épreuve

Le bureau de la Société des journalistes de France-Soir a adopté, vendredi 6 novembre, une résolution qui s'inscrit dans la continuité du traitement de l'information dans le quotidien depuis la mise en œuvre d'une nouvelle formule courant octobre. Décidé par son PDG, M. Philippe Villin, ce nouveau tournant est guidé par le directeur de la rédaction, Bernard Morrot. La majorité de la rédaction avait déjà affirmé sa « constance » devant le projet et demandé une remise à plat de cette formule, plus axée sur les révélations de la vie des stars et un traitement du fait divers calqué sur celui de la presse anglo-saxonne (le Monde du 25 septembre).

Dans sa dernière résolution, la Société des journalistes relève en particulier le traitement de l'affaire du sang contaminé, avec la « une » sous forme d'avis de recherche du docteur Michel Garretta, le 23 octobre, et la publication de son numéro de télé-

phone personnel à Boston, le 26 octobre. Constatant qu'une limite « jusqu'à admettre à être franchie », la Société des journalistes condamne ces pratiques qui portent atteinte aux droits moraux de la rédaction, et rappelle qu'elle est susceptible d'ouvrir le droit à la clause de conscience. Le texte envoyé à la direction du quotidien critique aussi le choix de certains thèmes d'articles ou de « unes », la place disproportionnée donnée à certains articles « légers », voire « frivoles », les choix d'illustrations contestables. Elle demande « si ces pratiques deviennent systématiques, elles témoignent d'un changement de ligne ».

« Le journal depuis quinze jours ne contient, il correspond à ce que nous souhaitons, et je l'assume », répond M. Villin. Il ajoute qu'une clause de conscience est « hors de question », puisque « ce journalisme s'inscrit dans la tradition populaire de France-Soir ». Le PDG a toutefois repoussé

à janvier, « à un moment où les esprits seront calmés », la campagne de promotion de la nouvelle formule.

La rédaction de France-Soir (110 journalistes) est divisée. Certains réclament l'arrêt des changements apportés dans la maquette, le développement de la photo et des cartes et schémas, et le traitement plus sérieux de l'information. La Société des journalistes entend toutes ces propositions, afin de prendre

pour pouvoir assurer un travail en janvier. La nouvelle formule annoncée garde cette ligne. Elle maintient aussi, dans les limites qu'elle veut voir respecter, afin de respecter la tradition de France-Soir, un traitement de quotidien d'informations générales, malgré ses difficultés financières. Le quotidien ne diffuse plus aujourd'hui que 217000 exemplaires par jour.

M. C. I. et Y.-M. L.

Accord sur les salaires du personnel administratif et technique dans la presse parisienne. - Le Syndicat de la presse parisienne (SPP), après négociation avec les organisations syndicales représentatives, a signé, lundi 9 novembre, un accord sur la politique des salaires en 1993 pour le personnel administratif et technique.

A compter du 1^{er} novembre, les salaires seront majorés de 0,20 %. Pour 1993, un relèvement de 0,60 % sera appliqué au 1^{er} janvier, suivi par une augmentation de 1 % au 1^{er} mai. En octobre, les parties se rencontreront « pour déterminer (...) l'ajustement final au vu de la situation des indices et de la situation de la profession ».

Guerre des nerfs entre les dockers et le patronat portuaire à Marseille

La guerre des nerfs continue entre le syndicat de Marseille - les seuls à n'avoir pas accepté la réforme de leur statut - et le patronat : mardi 10 novembre, une manifestation de la CGT, reçue par le préfet de région à Marseille, a réaffirmé le volontarisme de voir mener « de vraies négociations ». « Nous acceptons la réforme mais pas le recul social. La balle est dans le camp des patrons », a déclaré M. Marcel Sanchez, secrétaire général des dockers CGT de Marseille.

De son côté, l'Union maritime fluviale (UMF), à laquelle est affilié le Syndicat des entrepreneurs de manutention (SEM), a repoussé cette hypothèse.

RATP : nouvelles perturbations. - La grève « billes » RATP par les syndicats - la RATP (SAT, autonome, CGT, GATC-autonome, indépendants), représentant 10 % des agents de conduite, a modérément perturbé le trafic mardi 11 novembre. Limitée à 10 h/15 h et 19 h/21 h, elle a entraîné des retards de 13 heures, entraînant la fermeture de la ligne numéro 1 Vincennes-Défense. Les syndicats, qui protestent contre une réforme des conditions de travail des conducteurs, ont décidé de relancer à partir du mardi 17 novembre des manifestations reconductibles, mais à des heures plus pénalisantes pour les usagers (5 h/7 h et 17 h/21 h).

Message de grève à la SNCF le 10 novembre. - La CFDT et la CGT de la SNCF ont déposé un préavis de grève pour le mardi 10 novembre, jour de l'examen par le conseil d'administration de la société du projet de budget pour 1993, a annoncé mardi 10 novembre la fédération des cheministes CFDT. A l'issue d'une réunion inter-fédérale, un responsable CFDT a précisé que d'autres syndicats ont annoncé leur intention de se joindre à cette « action unitaire d'entraide nationale ».

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 novembre

Raffermissement

Après la Bourse de Paris s'est ouverte, notamment raffermie, mardi 10 novembre à la suite de la fin de l'Armistice, la Bourse de Paris s'est ouverte à 0,20 % de hausse. Le CAC 40 a gagné la journée à 1 798,46 points, soit une hausse de 0,20 % après avoir repassé au-dessus de 1 700 points.

L'intervention du président de la République, lundi, n'a pas suffi à rétablir la confiance dans le marché. La tenue du franc face au mark, grâce notamment à la remontée sensible du taux d'intérêt après la décision du FOMC de maintenir le taux à 2 novembre, pour la première fois depuis son début de l'année en France. Les marchés obligataires ont anticipé, depuis le début de la semaine, le passage de la Banque de France pour jeudi. Les investisseurs ont mis dans un panier à la fois d'obligations et d'actions, en attendant d'être rassurés par les échanges de la semaine.

Mardi, la perspective d'assouplissement de la politique de la Banque de France, les analystes ont pu opter pour une hausse de la Bourse. La dégradation des résultats des entreprises a toutefois pesé sur les chiffres d'affaires pour les neuf premiers mois de l'année. Les investisseurs ont préféré attendre la publication des résultats de la semaine.

Parmi les valeurs étrangères, on relève une hausse de la Lyonnaise (7,4 %), de la Spie Bauguet (7,2 %), de la Sogefi (7,2 %), de la DMC (4,4 %).

NEW-YORK, 10 novembre

Repli

Après une séance de hausse, la Bourse de New York a connu un repli, mardi 10 novembre, en raison de la dégradation des résultats des entreprises. Les investisseurs ont préféré attendre la publication des résultats de la semaine. Le Dow Jones a perdu 10 points, soit un recul de 0,1 %.

LONDRES, 10 novembre

Nette progression

La Bourse de Londres a connu une nette progression, mardi 10 novembre, en raison de la baisse rapide des taux d'intérêt. Les investisseurs ont préféré attendre la publication des résultats de la semaine. Le FTSE 100 a gagné 19,2 points, soit une hausse de 0,7 %.

TOKYO, 11 novembre

Baisse

La Bourse de Tokyo a connu une baisse, mercredi 11 novembre, en raison de la hausse des taux d'intérêt. Les investisseurs ont préféré attendre la publication des résultats de la semaine. Le Nikkei 225 a perdu 210 points, soit une baisse de 0,7 %.

CHANGES

Dollar : 5,35 F

Le dollar a connu une baisse, mercredi 11 novembre, en raison de la hausse des taux d'intérêt. Les investisseurs ont préféré attendre la publication des résultats de la semaine. Le dollar a perdu 0,05 F, soit une baisse de 0,1 %.

La publication des résultats semestriels des entreprises américaines a pesé sur le marché. Les investisseurs ont préféré attendre la publication des résultats de la semaine.

FRANCOFONIE (11 nov.) 11 nov.
Dollar (en F) 1,974
Mark (en F) 11 nov.
Dollar (en F) 124,37 123,80

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (11 nov.) 11 nov.
New-York (11 nov.) 2 1/2 %

L'occupation du canal de l'ex-Cinq sous Arte

« Charlie Hebdo » planche devant le CSA

Les auditions publiques des candidats à la reprise du canal 5 avant Arte ont commencé, mardi 10 novembre, au siège du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Sur les trois projets qui devaient être entendus, deux se sont déroulés. Il s'agit du projet d'Athens de M. Jean-Jacques Mauriat, producteur, et du projet de M. Patrick Drevet, présentateur de télévision. Seul le projet Charlie Hebdo a été auditionné en entier.

Charlie Hebdo au grand complet devant les neuf « sages » du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ? Cette rencontre, aussi inhabituelle que celle d'un policier et d'une bicyclette, était pourtant de règle. Candidats à la reprise du canal 5, toute l'équipe de Charlie Hebdo devait, mardi 10 novembre, soutenir le projet Charlie Hebdo devant le CSA. Cette audition était-elle la fin de la provocation ? D'un « happening » ? Visiblement, les membres du CSA craignent la pire.

Lequel n'est pas lieu. Sagement alignés face à un collège du CSA d'abord figé et dont les membres prenaient des notes comme pour se donner une contenance, l'équipe Charlie était là pour convaincre. Philippe Val justifia donc le projet Charlie Hebdo par la nécessité de développer en France une télévision « de résistance », face à une télévision de masse qui « fait appel à ce qu'il y a de plus primitif en nous ».

Conseil des ministres

Après avoir rappelé qu'il était absurde de faire la queue pour regarder des émissions d'art, Philippe Val a déclaré qu'il était ridicule qu'un instituteur soit moins payé qu'un vigile et que les chaînes marchandes aient transformé la grossièreté en une variante du conformisme. Philippe Val a déclaré la parole à l'équipe qui développe

le projet Charlie Hebdo. Tous les jours un des ministres serait diffusé en direct.

Ce conseil des ministres regroupait l'équipe de Charlie Hebdo autour de son président (José Artur) qui a été auditionné en entier. Les petits reportages et débats menés en compagnie d'invités qui seraient nommés à des hautes fonctions en dehors de l'émission pour être désignés à la fin de la soirée. Le projet Charlie Hebdo, un télé-spectacle qui se joue sur un écran à TF1, France 2 et France 3. M. Jacques Barrot, président du CSA, a représenté pensif au train de l'équipe à ce qu'il y aura à la fin de la soirée.

Soudagés par ce ton finalement bon enfant, les membres du CSA passèrent à la contre-attaque : M. Roland Faure se demanda si après le « Bébête Show » (TF1) et le « Baffé Show » (France 2), un créneau Charlie était indispensable sur le canal 5 et M. Guicheney nota l'absence totale de données sur le projet Charlie Hebdo. Quant au financement (70 millions de francs environ) l'équipe Charlie explique qu'elle pensait faire un appel public à l'épargne « comme notre confrère Francis Bouquies », à moins que l'équipe ne soit reconnue d'intérêt public.

Un débat qui pourrait ouvrir un débat à la fin de la soirée. Le CSA a répondu que le projet Charlie Hebdo était un projet de télévision qui développe

YVES MAMOU

Dans l'espace
personne ne vous entend
CRIER

En matière d'achat d'espace publicitaire, rien n'est plus difficile que de se faire entendre.

Le meilleur prix dans l'absolu est une condition nécessaire mais loin d'être suffisante : au mieux il vous permet de chuchoter ou de bégayer vos messages. L'obsession du taux de négociation fait oublier à la plupart d'entre nous que les médias sont des produits vivants qui ont leur caractère et leur humeur. Si les principaux opérateurs du marché obtiennent aujourd'hui des conditions quantitatives sensiblement équivalentes, certaines centrales ignorent la tactique et l'efficacité du Média-Planning en proposant aux annonceurs des campagnes médias toutes identiques. Tempo est une agence de Conseil et de Service Média qui pense que seule la mise en œuvre d'une tactique média gérée dans le court terme est aujourd'hui pertinente pour l'efficacité des campagnes de Publicité. Tempo c'est une équipe de publicitaires experts en média totalement aguerrie à l'utilisation des outils de Média-Planning les plus performants du marché, et soutenue par un grand réseau européen. Si vous désirez vous faire entendre, contactez-nous.

TEMPO
Agence Conseil et Service Média

TEMPO 147/149, QUAI STALINGRAD - 92130 ISSY LES MOULINEAUX - TEL 40 93 08 09 - FAX 40 93 08 72

DANIEL SCHNEIDERMAN

20.30 Concert (donné à mai à Toulouse)
Musique de chambre pour orgue et six musiciens
Bach : Organbuchlein.
Chorale, pour
Beethoven : Cantate BWV 92. Parfois BWV
Baroque, pour l'Ensemble
Guillard : Radulescu, d'orgue ; Montanari
Zanetti, Baroque, d'orgue ; Montanari,
universitaire.

23.09 À la nuit.
Sonata pour piano et piano n° 1 en mi bémol majeur n° 456, par Mozart ; Gustav
corde n° 1 en fa mineur op. 11, par Haydn ; Trio pour piano, violon et
bémol majeur op. 40, par Liszt ;
Liszt : Concerto pour piano n° 3 en si bémol, par
Liszt : Concerto pour piano n° 3 en si bémol, par

Selon une série d'accords qui devraient être conclus avant la fin de l'année

La France aidera la Russie à détruire ses armes nucléaires

La France aidera la Russie à démanteler ses armes nucléaires, selon un principe qui interviendra, jeudi 12 novembre, à Paris, entre les deux pays. C'est l'aboutissement de plus d'une année de négociations conduites par une mission française, à Moscou et à Paris, autour de M. Gérard Renon, ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ancien secrétaire d'Etat à l'Industrie et aujourd'hui, PDG du groupe aéronautique SNECMA, et M. Roger Balares, directeur des applications militaires du CEA. Cette coopération se traduira par la signature, vers la fin de l'année, d'un accord-cadre et de plusieurs protocoles particuliers, moyennant un engagement budgétaire de la France de quelques centaines de millions de francs sur trois à quatre ans. Au ministère de la Défense, on se refuse à préciser davantage le montant global de l'opération.

Selon des évaluations propres à Moscou, acceptées de ses partenaires occidentaux, la Russie aligne environ 35 000 armes nucléaires, qui vont de l'obus à missiles en passant par des mines et des grenades sous-marines. Les accords de démantèlement censés limiter les armes aux Etats-Unis et dans l'ex-Union soviétique devraient limiter à trois la Russie quelque 1 000 têtes.

Ce qui signifie que les Russes doivent éliminer l'ordre de 90 % de leur panoplie, c'est-à-dire transférer leurs charges sur dix sites identifiés (des villes intermédiaires jusqu'à, au plus d'un million de travailleurs se consacrant à la recherche et à la production nucléaire), les y stocker et sécuriser

avant de les démanteler. Le démantèlement est une opération délicate, longue, chère et lourde, qui distingue du simple démantèlement de l'explosif nucléaire la munition porteuse, il consiste à transformer l'arme en lingots plaçant les ingrédients (métaux précieux et matières fissiles) qui la composent.

Deux mille têtes par an

De leur propre aveu, les Russes, compte tenu de leur technologie, se disent capables de détruire quelque 2 000 têtes par an. A un tel rythme, ils en ont pour une quinzaine d'années, si ils préservent les « recettes » de fabrication de leurs armes, qui sont couvertes par le secret-défense.

En faisant appel à des conseils occidentaux, lors qu'il s'agit d'une opération produisant des déchets de des matières à hauts risques, à commencer par le plutonium qui est récupéré, la Russie peut escompter accélérer le démantèlement de son arsenal, tout en restant maître des mécanismes mis en jeu. C'est pourquoi elle s'est adressée aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à la France à l'occasion d'accords parallèles et complémentaires.

Avec les Américains et les Britanniques, l'accord, qui représente respectivement 100 millions de dollars et 10 millions de livres, prévoit une assistance aux Russes en matière de transport (la livraison de véhicules militaires et de systèmes ferroviaires) et de stockage (selon des règles de sécurité contraignantes et inhabituelles pour Moscou).

Avec les Français, l'accord va plus loin puisqu'il a trait aussi au démantèlement proprement dit des armes en cours. Outre une aide dans les domaines du transport et du stockage, il est prévu que la France fournisse aux Russes les matériels radiologiques

(pour qu'ils puissent continuer à intervenir dans le processus, même en cas d'incident) et des machines-outils de destruction (découpage fin des armes qui sont scellées à fraisage numérique) qui sont le coup de grâce. Les interdictions décrétées par le COCOM (ce comité occidental de contrôle du transfert de technologie sensible).

La France mettra au point et fabriquera chez elle des équipements dont la Russie a besoin. Ce volet de la coopération entre les deux pays nécessite, pour les trois à quatre ans à venir, une dépense de quelques centaines de millions de francs (30 millions de francs en 1992), qui proviendront de différentes administrations françaises.

Ultérieurement, les Français pourront être amenés à produire leurs conseils aux Russes sur la destinée de leurs lingots de plutonium. Deux voies sont envisagées : ou les stocker avec toutes les

vegardes possibles, ou bien faire brûler dans des super-réacteurs nucléaires aptes au « croquage » du plutonium. Il s'agit là d'une discussion qui a commencé entre la France et la Russie pour lancer de premières études et qui, par ses aspects bien scientifique et technique, s'élève à une politique non-prolifération nucléaire.

Négociations commerciales

Ces accords de coopération en matière de démantèlement des armes nucléaires ne sont pas les seuls que la France cherche à concrétiser avec les Républiques de l'ancienne Union soviétique.

En aéronautique, par exemple, le groupe Aérospatiale mène des conversations avec Tupolev et Iliouchine sur un avion commercial de 300 places et avec Antonov sur un avion de transport militaire

ou seraient des réacteurs à SNECMA. La Yakovlev étudie la possibilité d'assembler des appareils de liaison régionaux ATR-42 ou 72. Le groupe franco-allemand Eurocopter envisage le développement d'un hélicoptère léger (de 2,5 tonnes de masse) avec Kamov et la commercialisation de l'ouest de l'hélicoptère Mi-38, produit par MIL. Dans l'espace, il pourrait être question, pour Ariane-V, de monter des « boosters » d'origine d'Europe de l'ouest.

Enfin, la délégation générale pour l'armement a débloqué un crédit de 30 millions de francs pour accueillir des spécialistes de l'industrie des armes soviétiques dans des ateliers publics et privés en France.

JACQUES ISNARD

A l'Arc de Triomphe

M. Mitterrand a présidé les cérémonies du 11 novembre

M. François Mitterrand a présidé, mercredi 11 novembre, les cérémonies commémoratives de l'armistice de 1918 à l'Arc de Triomphe. Paris. Accueilli par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, le président de la République a assisté à une prise d'armes après avoir arboré la flamme et déposé une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu. M. Mitterrand a également procédé à la remise de décorations à des combattants de la grande guerre. La cérémonie a été marquée par un hommage particulier rendu aux anciens combattants d'outre-mer « en souvenir de la mère patrie ».

A l'Elysée, on n'était pas en mesure, mercredi en fin de matinée, d'indiquer si le dépôt de fleurs officiel sur la tombe du maréchal Pétain, à l'Arc de Triomphe, traditionnel depuis 1987, aura effectivement lieu. Le comité « Vél d'Hiv 42 » a déposé dans un communiqué ce « geste honteux ».

Révélations au procès de l'« Irakgate »

Londres aurait encouragé la livraison d'armements à Bagdad

Plusieurs ministres ont vainement essayé d'empêcher la divulgation de documents confidentiels et accablants - montrant que le gouvernement britannique était au courant, et avait même encouragé la livraison au régime de M. Saddam Hussein de machines-outils nécessaires à la fabrication d'armes. Ces révélations ont été faites lors du procès impliquant les dirigeants de la société Matrix Churchill, qui s'est tenu à de telles échelles. Devant l'émotion provoquée par cette affaire, le premier ministre, M. John Major, a annoncé, mardi 10 novembre, l'ouverture d'une enquête judiciaire indépendante.

LONDRES

de notre correspondant

Rarement un procès se termine aussi abruptement, par l'abandon des poursuites et l'acquiescement des accusés, aura été celui-ci. Dès l'annonce, lundi, de la décision de mettre fin à l'action en justice contre les dirigeants de Matrix Churchill, le gouvernement de M. Major a été soumis à de fortes pressions émanant à la fois de la presse et de l'opposition. Cette dernière demandait l'ouverture d'une enquête judiciaire pour déterminer le degré de « complicité » de plusieurs ministres dans ce qui apparaît comme une tentative pour étouffer l'affaire de la vente d'armements à Bagdad. Mardi, devant la Chambre des communes, où cette nouvelle controverse a dominé les débats, le premier ministre a annoncé l'ouverture d'une enquête.

M. Paul Henderson, directeur de Matrix Churchill, ainsi que deux de ses adjoints, MM. Trevor Abraham et Peter Allen, sont donc, si l'on peut dire, lavés de tout soupçon, dans la mesure où les charges retenues contre eux (l'exportation illégale de matériels « sensibles ») pourraient être aussi bien imputées à plusieurs anciens membres du gouvernement de M. Thatcher, alors premier ministre. C'est le cas de ce qui résulte de la déposition - déterminante - de M. Allan Clark, ancien secrétaire d'Etat à la Défense. A partir de 1988, et avec

l'approbation et les encouragements de plus hauts responsables de l'Etat, la société a exporté vers l'Irak des machines-outils pouvant servir à la fabrication d'armes (notamment des détonateurs d'obus de 82, 120 et 155 mm), y compris dans le domaine nucléaire, et ce jusqu'à fin juillet 1990, soit quelques jours avant l'invasion du Koweït.

Toute cette affaire a été remplacée dans le contexte de l'embargo sur le matériel de guerre décrété en 1990 par les Nations unies à l'initiative de l'Irak et de l'Irak, dans un conflit. Cette affaire est restée confidentielle applicable jusqu'à la fin de la guerre du Golfe, lors duquel le gouvernement britannique a été contraint, conformément à l'accord d'avantage de « flexibilité » au régime de Bagdad. En 1988, l'Irak est devenu le troisième client de l'industrie britannique de machines-outils, une douzaine de sociétés exportant leur production vers ce pays.

Des notes

En octobre 1990, lorsque les services des douanes effectuent une « descente » dans les locaux de Matrix Churchill, la direction de l'entreprise essaie par précaution de faire disparaître les matériels destinés à l'Irak civil. L'explication se tiendra longtemps. D'autant que la vérité transparaît au cours de l'enquête : M. Henderson (aujourd'hui au chômage, Matrix Churchill ayant été placée sous administration judiciaire en juillet 1992), est, depuis 1973, un agent du service de contre-espionnage MI6.

A ce titre, il a effectué de très nombreux voyages - de danger - en missions - dans les pays de l'Est, avant de se concentrer, à la fin des années 80, sur les activités de Matrix Churchill. Le témoignage de M. Clark ainsi que ceux de hauts fonctionnaires de plusieurs ministères - dont l'anonymat a été préservé par des écrans opaques - ont permis au MI6, le service de renseignement « intérieur » n'ont laissé aucun doute : l'activité de Matrix Churchill était parfaitement connue du gouvernement, comme en témoignent de nombreuses autres interministérielles.

En tout, cinq cents documents « classifiés » accablants, dont le juge Brian Smedley a ordonné la publication, en dépit des efforts déployés par quatre ministres, MM. Michael Heseltine (commerce et industrie), Michael Heseltine (défense), Michael Heseltine (affaires européennes). Chacun d'eux, à un moment ou à un autre de l'enquête, a signé des certificats d'immunité dans l'intérêt public, afin d'empêcher que ces documents émanant de leurs administrations respectives - ou de moins de mille de leurs prédécesseurs - puissent être utilisés lors du procès.

A leur lecture, on comprend pourquoi : ainsi, cette note « confidentielle » du janvier 1988, signée par un haut fonctionnaire du Foreign Office, qui souligne : « Les licences ne doivent pas être portées à la connaissance du public que ces machines-outils servent à fabriquer des munitions, les livraisons devront immédiatement

Inquiet des technologies à l'Irak

Washington demande à ses alliés davantage de contrôles

Dans un rapport direct, le premier ministre des Etats-Unis a demandé, mardi 10 novembre, la coopération de leurs alliés « dans l'harmonisation des contrôles des exportations vers l'Irak ». « Toute technologie qui permettrait à l'Irak d'accroître ses capacités militaires, conventionnelles ou nucléaires, est une source de grande inquiétude », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Muir.

Le même jour, le président Bush a prorogé pour six mois la loi d'urgence nationale décrétée en 1979 par les Etats-Unis contre l'Irak. Dans une lettre au Congrès, M. Bush a notamment indiqué que sa décision, qui autorise à prendre les mesures qu'il juge nécessaires envers l'Irak, permettrait de combattre le terrorisme et l'Irak accusé de soutenir. (AFP)

Interrompus. Les Etats-Unis ne font pas de ce « coup de main » et encouragent à produire et exporter (leur production) aussi vite que possible.

L'utilisation réelle de ces matériels ne fait aucun doute, comme on atteste une lettre de M. Henderson (aujourd'hui chancelier du duché de Lancaster) : les équipements de Matrix Churchill, en fait, précèdent, « ont été légitimement utilisés » par des ingénieurs, techniciens employés dans la fabrication de munitions, ou même pour l'enrichissement d'uranium. Cette affaire a été portée à l'époque à la connaissance de M. Thatcher et de son secrétaire particulier, M. Charles Powell.

En juin 1990, un haut fonctionnaire du ministère des Armées et de l'Industrie a écrit au ministre de l'Intérieur, M. William Whitely (aujourd'hui ministre de l'Intérieur), que les conséquences de l'action engagée par les douanes vont « accroître les problèmes de la « supergène » (1) ». « Pour le ministère, ajoute-t-il, ce « calendrier » est extrêmement embarrassant, mais nous ne pouvons que nous en remettre à la correspondance récente entre le ministère de la Défense et le Foreign Office ».

Le gouvernement n'a pas apporté de réponse à ces révélations. M. Major a paru implicitement confirmer, en disant que la « commission d'enquête indépendante » dirigée par lord Justice Scott aura accès sans restriction aux documents officiels. Le juge pourra notamment interroger les membres du gouvernement. En acceptant si rapidement une enquête qui demandera plusieurs mois de travail, M. Major a probablement voulu un répit dans une affaire dont la gravité risque de donner un peu plus d'actualité à son mandat.

LAURENT ZECCHINI

(1) L'affaire du « supergène » a été divulguée en avril 1990. Elle concerne la saisie, par les Britanniques, de technologies soviétiques de fabrication de canon, et le complot visant à assassiner le président du Koweït le 16 janvier 1992.

Pour préparer 73 000 agents à de nouvelles tâches

La CNAM lance son plan de modernisation sociale

Les quelque cinq cents directeurs de caisses primaires, médecins conseils et chargés de ressources humaines de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) devaient se réunir, les jeudi 12 et vendredi 13 novembre, pour la présentation du plan de modernisation sociale de la CNAM.

Décidé en mai 1991 à la suite de conflits qui avaient révélé, à l'automne 1990, un profond malaise dans les caisses, ce plan vise à préparer les quelque 73 000 agents de la Caisse à accomplir les nouvelles missions liées à l'engagement de la

CNAM dans la maîtrise des dépenses de santé. La réunion du Cap d'Agde vise à inciter les responsables de quelque 170 caisses autonomes de la Caisse à mettre en œuvre cette nouvelle gestion de personnels, déjà expérimentée depuis un an dans 23 sites.

Selon ce plan, les effectifs de la CNAM sur l'étude de l'évolution des dépenses de santé devraient être en hausse de gains de productivité réalisés par le développement de l'informatisation du système de remboursement des prestations. Compte tenu de l'accroissement de la charge de travail et de la transfert progressif

des personnels, il n'existe donc pas, affirme-t-on à la CNAM, de menace sur l'emploi à moyen terme pour les métiers de la production, qui emploient aujourd'hui 55 % du personnel.

Ce plan repose sur une adaptation particulièrement importante des compétences et du rôle des différents cadres de la CNAM : les agents de direction, dont 44 % doivent partir au retraite dans les quinze ans à venir, les informaticiens et les techniciens chargés de la gestion des prestations.

Protestations contre les violences infligées à des journalistes à la fête du Front national. - Pour protester contre les violences dont des journalistes ont été l'objet dimanche à la fête du Front national, les socialistes, communistes et écologistes du conseil régional d'Ile-de-France ont quitté l'hémicycle, mardi 10 novembre, lors de la présentation par M. Christian Poncelet du nouveau schéma directeur d'aménagement. Le groupe PS avait invité à sortir quelques instants de la salle afin d'exprimer leur réprobation à ces « actes indignes ».

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

SOMMAIRE

DÉBATS

« Somalie : vers une médiation au-dessus d'un pays affamé », Brigitte Doppler et Frédéric Vigneau
« Quelle aide ? », par Mohamed Abdi
« Mettre un terme à la violence », par Charles Pellas 2

ÉTRANGER

La visite de M. Eltsine en Grande-Bretagne 3
Ouverture du procès de M. Honcker en Allemagne 4
Le troisième sommet franco-italien à Victoria 5
Israël achève d'importantes renforts dans le sud du Liban 6
Angola. M. Savimbi a accepté de rencontrer le représentant de l'ONU 6

POLITIQUE

Assemblée nationale : le budget de l'éducation nationale est adopté grâce à l'abstention du PC 7
La préparation des élections législatives. L'UDF part à l'assaut des Hauts-Pyrénées 7
Point de vue : « L'Europe entre chien et loup », par Jean-Christophe Cambadélis 9

SOCIÉTÉ

La conférence Grenade : l'Europe de l'espace surmonte des tensions 10
Le procès des membres d'Igareta devant la cour d'assises de Paris 11
Le comité d'organisation de la Coupe du monde de football en France 11

ÉDUCATION • CAMPUS

La gauche incertaine face aux ghettos scolaires. Appelés à se préparer. Un nouveau souffle

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » : la IV^e République

Georgette Elgy poursuit son histoire de la IV^e République - commencée en 1962 - dans le premier tome de la République des années 1954-1959. François Bedarida analyse l'ouvrage tandis que l'auteur explique sa démarche dans un entretien avec Jean-Marie Colombani.
Hector Bianciotti raconte l'histoire d'Annunzio, l'« animal le plus bête » de la littérature italienne. L'occasion de la lecture de sa biographie par Paolo Alatri.
Le roman de Shiva Naipaul, la traduction française d'un roman de Shiva Naipaul.

pour la recherche pédagogique
• Vincennes-Pekin à l'énergie
• Repères • Courant 12 à 13

ÉCONOMIE

La CEE accepte de reprendre les négociations avec les Etats-Unis sur le volet agricole du GATT 14
Le patronat britannique réclame une véritable stratégie industrielle 14
Le rachat de la banque allemande par le Crédit lyonnais 14
Le rapprochement RVI-Volvo Truck inquiète les syndicats 15

COMMUNICATION

La nouvelle formule de France-Sor à l'épreuve 15
Charles Heido devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel 15

ARTS • SPECTACLES

Amérique latine au Centre Georges-Pompidou : le continent perdu • Musique : Jason de Caux à Paris l'Inde du Théâtre de la Ville • Disques : l'impressionnisme de Rachmaninov 19 à 28

Services

Abonnements 2
Automobile 16
Marchés financiers 15
Météorologie 17
Cartes 16
Mots croisés 16
Radio-télévision 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 UN

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » : folios 19 à 28

Le numéro du « Monde » date 11 novembre 1992 a été tiré à 483 142 exemplaires.

ARTS • SPECTACLES



Ci-contre, Torres-García : « Constructivo », 1948 (projet pour vitrail).
Ci-dessous, Antonio Seguí : « Paris Journal 46 », 1992.

L'AMÉRIQUE LATINE au Centre Georges-Pompidou

LE CONTINENT PERDU

L'AMÉRIQUE LATINE. Toute l'Amérique centrale et latine, du Rio Grande à la Terre Feu. Ce qui donne, en chiffres, 482 œuvres de 111 artistes représentant douze pays et un peu plus d'un demi-siècle de peinture et de sculpture. Au commencement, les gravures de Posada, qui commencent en 1913. A la fin, les toiles de Seguí et de Gamarra, qui approchent de la modernité. Quelle unité là-dedans, quelle « latino-américanité » frappante ? Aucune. Un regard à demi historique, à demi ethnographique a été porté sur des cultures profondément différentes. Leurs parentés, leurs héritages, leurs contemporains, il conviendrait de les chercher dans le monde entier. Tarsila do Amaral a reçu l'enseignement de Fernand Léger. Frida Kahlo a été la première exposition personnelle d'André Breton, qui a défendu Lam et Matta. Torres-García a développé son art sur fond de cubisme. Il a vécu à Barcelone et à Paris. Matta vit à Paris, comme Seguí, comme Arden Quin, comme

Avant le Centre simplement : l'un des latino-américains ne se comprend pas hors de ces références, et le premier devoir de l'analyste doit être de le réintégrer à l'intérieur d'une histoire plus vaste, celle du vingtième siècle. Tout autre point de vue, recherche ou revendication d'une spécificité plus ou moins fantasmagorique, incite au schématisme. De l'éloge des racines, de l'adhésion à la terre natale, à la quête de la modernité économique.

Exemple, pris à dessein dans ce qui pourrait passer pour une œuvre « typique » : le muralisme mexicain. Ce mouvement doit à Diego Rivera, José Orozco et David Siqueiros ses réalisations les plus lyriques et monumentales, qui traitent de l'histoire nationale, de la conquête espagnole, des révolutions et des mythes. Mais l'éducation artistique de Rivera s'est accomplie pour l'essentiel à Paris, dans le voisinage de Picasso et de Braque. Il a été, avec Braque, un violent cubiste, avant de se vouer à la fresque. Simple point d'histoire ? Non. Au plus fort du muralisme, quand il peint, en 1929, « L'Amérique du Mexique », au Palais national de Mexico, Rivera associe ses souvenirs d'Uccello à une composition frontale, obtenue par juxtaposition de formes sans profondeur — collage, somme. Ainsi parvient-il à une paradoxale synthèse, étrange de Hodder et de Gris.

Pour Orozco et pour Siqueiros, le cubisme n'est pas pesé, il est l'outil de l'agitation sociale, le cinéma d'Eisenstein. Hollywood et, plus encore, le surréalisme. Orozco est d'un style très gestuel, épique, onirique. La fois, on passe plus d'une fois le fantôme

Avant le Museum Ludwig à Cologne et le Museum of Modern Art à New-York, le Centre Georges-Pompidou présente, jusqu'au 11 janvier, une exposition soigneusement dénommée « Art d'Amérique latine, 1911-1988 ». Fort bien. Mais existe-t-il un « art d'Amérique latine » ? La question n'est ni de pure forme ni de simple malice. Imagine-t-on à Buenos-Aires ou à Santiago une exposition consacrée à l'art européen d'origines à nos jours ? Ce serait tout coup un beau succès et la source de toutes sortes de malentendus et de simplifications. C'est cependant ce principe qui a été retenu, le rêve d'une synthèse, bien que les règles de la géographie ne s'appliquent pas mal à l'histoire de l'art, et plus mal encore à l'histoire de l'art moderne, d'une de rencontres, de croisements et de métissages.

d'André Siqueiros, après des séjours à Paris et à Barcelone, voyage en URSS, avant de s'établir à Los Angeles en 1932, puis à New-York en 1935. Il y eut du moins pour un jeune homme du Cody (Wyoming) nommé Jackson Pollock. Mais doute rai-foit-il des professions de foi incendiaires dans le genre « nous proclamons que nous manifestons une esthétique étrangère au contraire au sentiment populaire bourgeois et qui disparaît parce qu'elle contribue à pervertir le goût ». Mais il est l'esprit de la peinture et de la poésie de principe.

Autre exemple, non moins éloquent : dans l'entre-deux-guerres, l'abstraction construite se développe en Amérique latine grâce à un artiste admirable, l'un des plus beaux peintres du premier demi-siècle, Joaquim Torres-García. « Typiquement américaine », a-t-on prétendu de son œuvre. Typiquement post-cubiste plutôt, variation sur quelques thèmes d'alors : la géométrie, l'archaïsme, la mort, le pictogramme. Il vit dans un genre mêlé de Mondrian que de Braque, mais l'une et l'autre disparaissent, absorbées dans l'épaisseur d'une peinture un peu grasse, très voluptueuse, très maîtrisée. En 1944, Torres-García publia à Buenos-Aires un livre pour expliquer sa création et ses principes. Il l'intitula « Universalisme constructif ». On ne saurait indiquer plus clairement combien peu l'esthétique se soucie des frontières et des catégories. Sur un point au moins, ses héritiers, qu'ils se réclament du groupe Madi, de l'Arte ou du ciné- tisme, lui ont été fidèles, s'appliquant avec la diffusion internationale de l'abstraction géométrique à l'aléatoire. New-York et Paris ont été, autant que Buenos-Aires et Montevideo, leurs champs de bataille et leurs lieux de mission.

Objectera-t-on que les surréalistes, qui ne déses- taient pas puiser dans les légendes locales, les mythologies autochtones et les mythes primitifs ? Il faut alors rappeler quelques faits évidents. Frida Kahlo, à laquelle l'exposition consacre bien généreusement une salle entière, est-elle « purement autodidacte » qu'on dit désormais ? Il lui aurait fallu un aveugle- ment pour parvenir à ce beau résultat, car elle fut l'épouse de Diego Rivera, qui ne cultivait pas l'innocence, puis à l'amitié de Paris avec Braque et Wolfgang Paalen, lequel Paalen, Viennois d'origine, s'établit à Mexico en 1937 et fut naturalisé en 1945.

Latino-Américain « typique », Paalen ? Autant que deux figures du surréalisme mexicain, l'Espa- gnole Remedios Varo, qui fut l'épouse de Benjamin Péret, et l'Anglaise Leonora Carrington, qui fut la

compagne de Max Ernst. Faut-il encore rappeler Wilfredo Lam, de naturaliste, devint cubiste vers 1938 et surréaliste un peu plus tard, ayant quitté Cuba en 1940 en compagnie de Breton, Kahlo et Claude Lévi-Strauss ? C'est alors qu'il découvre quel parti pictural tirer d'une inspiration tropicale et paléenne qu'il avait ignorée jusque-là. Quant à l'œuvre de Matta, on y relève assurément plus aisément des souvenirs de Tanguy, de Ernst et de Gorky que les traces d'une spécificité qu'il aurait eue à Santiago-du-Chili.

Des artistes de la génération suivante, comme Seguí et Botero, n'ont rien dit, puisqu'ils s'expriment ici eux-mêmes sur ce point de ce qu'il faut d'énergie. Leurs œuvres — on les pourrait en dire — ne comprennent qu'à condition de les replacer dans le mouvement international des trois dernières décennies dans le face-à-face plus en plus acrimonieux des avant-gardes minimales et des figurations, qu'elles veulent politiques, narratives, satiriques ou psychologiques. Il serait aisé de multiplier allusions et parallèles : à un débat, selon des modes divers, sinon contradictoires, Jean Paulin, Philip Guston ont participé, et Antonio Seguí, Willem de Kooning, Francis Bacon, Jasper Johns. Tels sont les vrais contemporains des Latino-Américains, ceux dont il faut avoir les toiles présentes à l'esprit pour rétablir la continuité que l'exposition fragmente. Tous appartiennent à la même histoire, à l'art moderne, que les mêmes traversent d'une ligne à l'autre, d'un continent à l'autre. (Lire pages 20 et 21.)

PHILIPPE DAGEN

MUSIQUE 22 et 28

Saison de quatuors à Paris
L'Inde au Théâtre de la Ville

DISQUES 27

L'intégralité des enregistrements
de Rachmaninov

Lire pages 23 à 26 la sélection
rendez-vous de la semaine.

L'AMÉRIQUE LATINE au Centre Georges-Pompidou



Oswald Andrade, Tarsila do Amaral, Yvette Farkou, Fernand Léger, Brancusi et x, à Paris, 1926.



Joaquín Torres-García, Paris 1928.

ENTRETIEN avec Fernando Botero

HYPERBOLES ET PARABOLES

« Adolescent, vous avez été renvoyé de l'école pour avoir écrit un essai sur Picasso ? »

— Le maccarthysme ne se limitait pas aux États-Unis mais débordait largement l'Amérique latine. Tout ce qui était taxé de communiste était suspect. J'avais dix-sept ans, j'étais beaucoup plus à gauche que maintenant. L'article a fait un scandale. Je me suis compris vraiment : j'avais lu les déclarations de Picasso, je les ai reprises, et on m'a jeté hors de l'école. Picasso est certainement le plus grand peintre du vingtième siècle, mais ce n'est pas lui qui m'a obsédé. C'est moi qui m'ai appris le plus. Piero Della Francesca a été beaucoup plus important pour ma formation.

— Peu de temps après, vous découvrez le Quattrocento ?

— Le Quattrocento m'a beaucoup frappé. Mais aussi Velasquez, Goya. Ce mélange d'influences — dont je ne me suis jamais caché — excellent pour la santé intellectuelle d'un peintre, pour sa richesse culturelle.

— Vous vous êtes intéressé aux muralistes mexicains ?

— Ils m'ont bien servi. Qu'ils aient pris la littérature sud-américaine comme thématique m'a conforté dans mon désir d'avoir une culture propre. Mais après, quand j'ai découvert la grande peinture italienne, je les ai perçus comme de grands illustrateurs. Ils racontent une grande histoire, très belle, mais leur langage est pauvre.

— L'Amérique latine est toujours très présente dans vos thèmes.

— C'est un continent qui a la possibilité de raconter des choses. Il y a là beaucoup de thèmes qui permettent à l'artiste de broder autour. Et

Fernando Botero est l'un des peintres les plus connus d'Amérique latine, mais sans doute l'un des plus contestés. Né en 1932 à Medellin (Colombie), il fut marqué dans sa jeunesse par le réalisme mexicain, puis par la découverte de la Renaissance italienne, qu'il transpose aujourd'hui en réalisant des personnages tirés de la société colombienne et dotés d'un volume imposant. On peut en voir des exemples sculptés aux Champs-Élysées, à la galerie Imbert et au Salon des indépendants, qui réunit cent peintures sur le thème de la corrida. Ses nombreux détracteurs s'étonnent de voir le fils de Paris proposer à l'artiste colombien « la plus belle d'exposition de la capitale » pour des œuvres jugées clinquantes et secondaires.

même de mentir. Si j'ai peint ces figures que je montre — putains, petits-bourgeois, membres du gouvernement —, c'est la vie de province des années 40. J'en ai fait une sorte de synthèse. L'artiste crée une œuvre de cliché que tout le monde désire voir, mais qui n'existe pas. J'ai la chance de venir d'un pays qui a encore la possibilité de faire rêver. Et qui me fait rêver moi aussi puisque je ne peux plus y retourner : une fois, ils sont venus chez moi à 5 heures du matin, dix personnes armées. Si j'avais été là... Comme la Colombie me

manque beaucoup, je vais au Mexique, au Venezuela : je fais le tour de ces pays pour voir.

— On associe volontiers le baroque à l'Amérique latine. D'ailleurs vos femmes paraissent plus proches de Rubens que de Picasso ou de Brancusi.

— Ma peinture est baroque par ses volumes abondants, mais elle est calme, elle ne bouge pas. Son esprit est plutôt classique. Le baroque est centrifuge, le classicisme centripète. Moi j'ai plutôt tendance à centrer et à chercher un certain hiératisme, une certaine tranquillité. L'abondance vient plutôt de l'art précolombien qui est très rond, très formé, volumétrique.

— Vous êtes atypique dans le milieu latino-américain de votre époque : les gens de votre génération sont très orientés vers l'abstraction géométrique.

— C'est vrai. L'art latino-américain de cette époque pour l'Europe et les États-Unis. Tout le monde évoque le colonialisme, la recherche d'une identité avec les racines latino-américaines. La réalité, c'est que la plupart des artistes étaient totalement dans la ligne européenne. On ne reconnaît l'Amérique latine ni dans son esprit, ni dans ses couleurs, ni dans ses formes.

Nous avons une tradition : les cultures précolombiennes, quelques tableaux coloniaux, des copies d'œuvres occidentales faites par les Indiens. Peu de choses, mais on s'y accroche, parce qu'on les aime, on sont nos racines. En revanche, nous avons peu de repères réels : un artiste italien a, derrière lui, la Renaissance, les Romains, les Étrusques, un grand banquet où il peut se servir. C'est difficile d'essayer de faire pousser quelque chose sur un terrain stérile. Il le faut pourtant.

— Comment, dans ces conditions, avez-vous réussi ?

— Il n'y avait aucune tradition culturelle en Colombie. J'ai commencé à m'intéresser à l'art à travers

des livres. À treize ans, je suis allé dans une école de matador, à Medellin. Ma passion de la corrida m'a poussé à dessiner des matadors sur mes cahiers... À la base, il y a un désir très suspect aujourd'hui : faire une peinture qui soit belle, ne pas déranger les gens avec mon travail. Mais j'avais très bien compris que l'art peut être la beauté et le plaisir. Braque, Calder, Miro s'exprimaient avec une élégance et une simplicité extraordinaires. À un moment donné, l'art est devenu agressif. Il n'y a pas de divorce entre mon travail et le public. L'artiste doit exprimer des choses que le monde veut voir. L'abstraction était une évolution nécessaire. Mais à un moment donné, c'est devenu une mode de dictature. Si maintenant on peut faire ce qu'on veut, dans les années 50 et 60, c'était dur. Moi, j'ai vécu à New-York. J'étais comme un lépreux.

— Votre travail à New-York était celui de Mark Rothko ?

— À part Bacon, presque tous les artistes défendus par cette galerie étaient abstraits — Motherwell, Guston, Bazziotes...

— Vous aviez des rapports avec eux ?

— J'ai bien connu De Kooning, par hasard : nous avions des petites amies communes. Mais il y avait une différence d'âge (et de succès) importante... Et puis j'étais latino-américain, et eux, yankees. La communication était difficile et l'ambiance assez froide. Ce qui m'arrangeait bien, parce que, si j'avais été conquis, j'aurais dû m'adapter à l'abstraction américaine, j'aurais dû faire des faux tableaux américains, et m'aurait oublié aujourd'hui.

Propos recueillis par
HARRY BELLET

Frida Baranek à l'Hôtel des arts

La culture comme ambassade

Frida Baranek, partie avec seize artistes latino-américains contemporains exposés à l'Hôtel des arts, rue Berryer. Sculpteur, elle est née en 1961, au Brésil, et a figuré aux dernières Biennales de Sao-Paulo et de Venise. L'un de ses thèmes de jeunesse est une goffière posée à l'envers, la nacelle au-dessus du ballon, nacelle remplacée par un lit de pierre. Aujourd'hui moins figuratives, ses œuvres sont plus monumentales, jouent toujours sur le contraste des volumes lourds supportés par des éléments légers. Elle réside depuis un an à Paris.

« Au Brésil, l'École des beaux-arts n'est pas bonne. J'ai étudié à l'École d'architecture de Sao-Paulo, dix-sept à vingt-trois ans, dit Frida Baranek. Mais dès la seconde année, j'avais une grande envie de faire de la sculpture. Je l'ai fait avec des professeurs indépendants. Je suis allée à New-York, pour commencer un master. J'y suis restée un an. Mais l'école était très pauvre et j'en avais assez. J'ai fait des études, j'ai préféré courir les expositions et les musées, car ce que je n'avais pas la possibilité de voir au Brésil. Comme la vie était difficile, trop chère, je suis rentrée. Et j'ai commencé à travailler sérieusement. J'ai fait des expositions à Rio. Puis j'ai été sélectionnée pour la Biennale de Sao-Paulo, puis la Biennale de Venise, ce qui m'a permis de participer ensuite à l'exposition Métropolis de Berlin.

— Pourquoi être installée en Europe ?

— Le Brésil est très loin de moi. J'ai envie de voir un Picasso, ici, je n'ai qu'à aller au musée. Paris est une ville formidable pour ça, même si la vie y est chère, si ma famille est loin. Une chose m'a pourtant surprise, c'est le mélange qu'on y trouve. Le Brésil est un pays neuf, formé de gens différents, et le mélange y est une chose enrichissante. Mais la tradition culturelle y est beaucoup plus faible, il part d'expres-

populaires et l'architecture. Les gens préfèrent un art plus figuratif. Et puis c'est aujourd'hui un pays très pauvre et la culture n'est pas une priorité. Il y a pourtant là-bas de bons artistes. Des sculpteurs surtout, le commencement d'une tradition.

— Quel est le part de votre tradition dans votre travail ?

— C'est surtout l'inversion des valeurs, le lourd supporté par le très léger. Au Brésil, il y a beaucoup d'œuvres qui ne vont pas à l'école, qui ne font rien. Pour moi, c'est une chance. J'ai eu la chance, mes parents m'ont donné une éducation, je n'ai jamais oublié la réalité brésilienne. Voyez-vous, je ne suis pas venue apprendre, mais je crois que j'apporte aussi des choses. L'échange est une bonne chose.

— Vous sentez-vous une artiste brésilienne ou une artiste internationale ?

— Moi, je me sens une artiste. Maintenant, on parle beaucoup de frontières, je ne les vois pas. On nous réunit sous l'étiquette « Amériques latines », ça me gêne. C'est une façon un peu facile de grouper des artistes, et peut-être la seule occasion de montrer notre travail.

— Ne craignez-vous pas que les expositions autour des Amériques latines cherchent surtout un effet d'exotisme ?

— Il y a beaucoup de ça. Mais c'est un premier pas. Ça attire l'attention sur la culture de nos pays, et peut-être sur la politique, l'économie, la vie. La culture est un peu d'humanité. Quand je suis invitée pour une exposition dans un autre pays, je représente un peu mon pays.

Ha. B.

CHAIRE DE L'IMA CONFÉRENCES A 11 H 00

L'EMPIRE OTTOMAN

par ROBERT MANTRAN

jeudi 12 novembre qu'est-ce que l'empire ottoman ■
vendredi 13 l'administration centrale
vendredi 14 décembre le Sultan et ses sujets
vendredi 15 l'empire ottoman,
une "économie-monde" face au capitalisme européen

LE MAGHREB SOUS L'EMPIRE OTTOMAN

par ABDELJELIL TEMIMI

mardi 11 décembre hégémonie hispano-ottomane
et transformations politiques au XVI^e siècle
mardi 15 l'administration ottomane aux XVI^e et XVII^e siècles

Entrée libre

INSTITUT DU MONDE ARABE
1, rue des Fossés-Saint-Bernard - Paris 5^e

40 51 38 59

COMEDIE DE CAEN



UN CIEL PALE, SUR LA VILLE

de René Fu
Mise en scène Michel Dubois,
Jean-Yves Lozman
12 novembre ou 13 décembre
THÉÂTRE D'HEROUILLE - 21 46 27 29

مكة امين الخط



Diego Rivera, Mexico MAY.



Frida Kahlo avec son médecin, Mexico 1951.

UN ARGENTIN A ARCUEIL



Arrived Seguí, June 1992.

Pl. D.

A un esprit si évidemment ennemi ■ certitudes, tout classement esthétique ■ historique ■ peut paraître qu'abusif ■ simpliste. Entend-il l'expression « art latino-américain », il se rebelle aussitôt. « Il n'existe ■ d'art latino-américain ■ n'existe ■ artistes latino-américains qui ne se définissent pas simplement par cette particularité. Je ne vois que des individus, des différences et des nuances. Qu'est-ce qui latino-américain ? L'abstraction d'Arden Quin et

moins de cinquante ans étant absents du Centre, il faudra, pour que quelques-uns d'entre eux puissent rendre, le 17 novembre au 11 janvier, rue Berryer, à Paris, un **expos** qui regroupera **jeunes plasticiens**. On pousse ou on traquera **expositions** « off », personnelles ou collectives. C'est un exemple que **l'UAPA, Union** **plasticiens** **argentins en France**, présente **ses** **expos** **à la** **galerie Arte Viva, 25, rue Trébois**. **Lavallée-Parrot**, **19 novembre au 7 jan.**

FOOTS BARN

TRAVELING THEATRE
A MIDWINTER NIGHTS DREAM
by WILLIAM SHAKESPEARE

"Le songe d'une nuit d'été"

du 12 au 16 décembre 2018

Réservez vite ! 45 € - 10 € / él.

Magasin ENAC de Virginy-Nevers
Agnès : 06 12 91 80 07

d'Egnore Crossing est d'Elisabeth Petit, celle de *Sansons* de Christian Truillot. Entre les deux pièces, une « rencontre musicale » de Louis Schryer avec K. Balachandran (mridangam) et Bruno Chevillon (contrebasse).

Nathalie Clouet
Nathalie Clouet vous accorde une spirale tango.
Un spectacle en deux parties suivi d'un grand bal tango. Au menu, *Démonstrations* de Luis Argenteo, *Coco* de Chico Turi, *Philippe Chevalier*, *Sylvie Drieux* et *Isabelle Attard*, et *Un rien de tango dans la démarche* de Nathalie Clouet.

Théâtre du Rond-Point, 17 et 18 novembre, 19 heures. Tél. : 42-86-60-70. 90 F.

Vidéo-Danse 92

A l'occasion du dixième anniversaire de Vidéo-Danse, un programme particulièrement somptueux où se bousculent le bon et l'arrière-ban de la création chorégraphique. Au menu du 12 novembre, par exemple, la *Plainte de l'impératrice* de Pina Bausch à 14 heures, le *Lac des cygnes* de Mats Ek à 17 h 35, le *subliminal* *Final* (ultime rencontre de Nijinski et de Lili) à 19 h 20, *Martha Graham* à 19 h 35, *Anne Teresa De Keersmaeker* à 20 h 35.

Centre Pompidou, jusqu'au 30 novembre, tous les jours sauf mardi, de 14 heures à 19 heures. Tél. : 44-55-43-23. Entrée libre.

Festival Iles-de-danse

Jean Guizaris, Wilfrido Pielot, Jean-Christophe Pons, *Eventail 3*.

Trois danseurs sortis de l'Opéra de Paris survolent l'histoire de la danse, avec des chorégraphes de Balanchine, Françoise Lancelotti, Andy Degroot, Carolyn Carlson, et Merce Cunningham.

Eugène-Ies-Bains, théâtre du Casino, le 13-20 h 30. Tél. : 34-12-94-94.

Rungis, théâtre, le 14, 21 heures, tél. : 45-60-78-00.

Torcy, Espace Lino-Ventura, le 15, 17 heures. Tél. : 80-05-40-18.

Lyon Opéra Ballet

My Tears Have Been My Mistake et *Love Defined*.

A peine rentré d'une longue et « réussie » tournée aux Etats-Unis, le LOP reprend chez lui ces deux belles pièces, des chorégraphes américains Ralph Leon et Bill T. Jones. Dans deux styles différents, un *passage and love* et *reconciliation*.

Lyon, le 17-19, 20, 21 et 24 novembre à 20 h 30, les 18 et 25 à 19 h 30, le 22 à 17 heures. Tél. : 78-93-06-33. 110 F.

Ballet-théâtre de Bordeaux

Chaconne baroque, *Tchikourel* pas de deux, *Who Cares?*

Paulo Bortoluzzi met la barre très haut en soumettant sa troupe à ce programme Balanchine. Il doit savoir ce qu'il fait.

Bordeaux, Grand Théâtre, les 13 et 20 novembre, 20 h 30. Les 15, 18 et 22 novembre, 14 h 30. Tél. : 58-48-58-54.

Angelin Preljocaj

La peau du monde.

Dans le cadre de Sigma, la dernière création d'Angelin, pour trois danseurs.

Bordeaux, Palais des Sports, le 11 à 20 h 30, Tél. : 56-30-39-95. 90 F à 130 F.

Indian Nights à Lille

Elisabeth Petit et Mathilde Monnier : l'Orient et l'Occident se rencontrent sur la musique de Louis Schryer. Et un récital de danse khalak par la grande Nabil Siddiqui. Au cours d'une nuit indienne où figurent aussi deux concerts et le sublime film de Satyajit Ray *Le Salaud de musique*.

Opéra de Lille, le 14 novembre, de 18 heures à 2 heures. Tél. : 20-42-08-57. Forfait pour la nuit, 250 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nasse.

théâtre de la bastille

du 4 nov au 6 déc en collaboration avec le Théâtre de la Ville

Ordinaire et Disgracie

de Claude Mollet

mise en scène Hervé Pierre

avec

Andrée Tainsy

Cloilde Mollet

Gilles Privat

Philippe Lehembre

43 57 42 14

26 RUE DE LA ROQUETTE PARIS

MUSIQUE

Classique

Jeudi 12 novembre

Stravinsky

Symphonie en trois mouvements

Prokofiev

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Honegger

Symphonie n° 3 « Liturgique »

Symphonie n° 1 « Liturgique »

Symphonie n° 2 « Liturgique »

Symphonie n° 3 « Liturgique »

Symphonie n° 4 « Liturgique »

Symphonie n° 5 « Liturgique »

Symphonie n° 6 « Liturgique »

Symphonie n° 7 « Liturgique »

Symphonie n° 8 « Liturgique »

Symphonie n° 9 « Liturgique »

Symphonie n° 10 « Liturgique »

Symphonie n° 11 « Liturgique »

Symphonie n° 12 « Liturgique »

Symphonie n° 13 « Liturgique »

Symphonie n° 14 « Liturgique »

Symphonie n° 15 « Liturgique »

Symphonie n° 16 « Liturgique »

Symphonie n° 17 « Liturgique »

Symphonie n° 18 « Liturgique »

Symphonie n° 19 « Liturgique »

Symphonie n° 20 « Liturgique »

Symphonie n° 21 « Liturgique »

Symphonie n° 22 « Liturgique »

Symphonie n° 23 « Liturgique »

Symphonie n° 24 « Liturgique »

Symphonie n° 25 « Liturgique »

Symphonie n° 26 « Liturgique »

Symphonie n° 27 « Liturgique »

Symphonie n° 28 « Liturgique »

Symphonie n° 29 « Liturgique »

Symphonie n° 30 « Liturgique »

Symphonie n° 31 « Liturgique »

Symphonie n° 32 « Liturgique »

Symphonie n° 33 « Liturgique »

Symphonie n° 34 « Liturgique »

Symphonie n° 35 « Liturgique »

Symphonie n° 36 « Liturgique »

Symphonie n° 37 « Liturgique »

Symphonie n° 38 « Liturgique »

Symphonie n° 39 « Liturgique »

Symphonie n° 40 « Liturgique »

Symphonie n° 41 « Liturgique »

Symphonie n° 42 « Liturgique »

Symphonie n° 43 « Liturgique »

Symphonie n° 44 « Liturgique »

Symphonie n° 45 « Liturgique »

Symphonie n° 46 « Liturgique »

Symphonie n° 47 « Liturgique »

Symphonie n° 48 « Liturgique »

Symphonie n° 49 « Liturgique »

Symphonie n° 50 « Liturgique »

Symphonie n° 51 « Liturgique »

Symphonie n° 52 « Liturgique »

Symphonie n° 53 « Liturgique »

Symphonie n° 54 « Liturgique »

Symphonie n° 55 « Liturgique »

Symphonie n° 56 « Liturgique »

Symphonie n° 57 « Liturgique »

Symphonie n° 58 « Liturgique »

Symphonie n° 59 « Liturgique »

Symphonie n° 60 « Liturgique »

Symphonie n° 61 « Liturgique »

Symphonie n° 62 « Liturgique »

Symphonie n° 63 « Liturgique »

Symphonie n° 64 « Liturgique »

Symphonie n° 65 « Liturgique »

Symphonie n° 66 « Liturgique »

Symphonie n° 67 « Liturgique »

Symphonie n° 68 « Liturgique »

Symphonie n° 69 « Liturgique »

Symphonie n° 70 « Liturgique »

Symphonie n° 71 « Liturgique »

Symphonie n° 72 « Liturgique »

tures. Voici l'innovation la plus intéressante de l'année. (Lire annonce du 12 novembre.)

Châtelet. Théâtre musical de Paris. 11 heures. Tél. : 40-28-28-40. 30 F.

Milhand

Ani Maamin

Sharon Cooper (soprano), Michael Lonsdale, Jean Toppet, Bernard Frey, Michel Harnon (réclame), Madrigal de Bordeaux.

Ensemble 2-2m, Paul Méfano (direction).

Créée en 1973, *Ani Maamin* est la dernière œuvre répertoriée du compositeur dont on fête cette année le centenaire de la naissance. Ce « Chant parda et retour » (production du titre) s'appuie sur un texte violent d'Elie Wiesel, évoquant l'extermination et la résistance des juifs dans les camps.

Champs-Élysées. Théâtre Gérard-Philipe. 21 heures. 100 F.

Le 15 nov. à 17 h 30, Salle Pleyel ; le 16 nov. à 20 h 30 à l'Opéra de Paris.

Dimanche 15

Chostakovitch

Quatuor à cordes n° 8

Schubert

Quatuor à cordes pour deux violons, alto et deux violoncelles

Valentin Erben (violoncelle).

Après avoir tourné en banlieue avec le même violoncelle, les Ysaye et Erben jouent au Théâtre de la Ville le même *Quatuor à cordes* de Schubert, celui-là même qu'Arthur Schnitzler soumettait en 1901 à son fils de mort, et le *Quatuor à cordes* de Chostakovitch. Faut-il rappeler que les Ysaye sont les héros du quatuor français ?

Théâtre de la Ville, 19 heures. Tél. : 42-72-77. 75 F.

Mendelssohn

Sonate pour violoncelle et piano op. 45

Chopin

Introduction et polonaise brillante

Martha Argerich (piano), Michèle Mankin (violoncelle).

Deux pianistes qui se sont rencontrés à la fin des années 70, De Mankin, Argerich et Polini, le redoutable honneur d'être tenue pour l'une des pianistes les plus célèbres de notre temps. Alors, bien sûr, lorsqu'elle se présente au public, les mélomanes s'attendent à ce qu'elle se produise avec le violoncelle Michèle Mankin. Il ne joue pas aussi bien avec d'autres partenaires.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Lundi 16

Chopin

Préludes op. 28

Études op. 10 et 25

Étude n° 10, 10 et 25.

Décidément Chopin forme depuis longtemps un « couple » sans histoire. Un grand soir, ce pianiste peut en remonter à bien d'autres, plus engagés dans la grande carrière que lui. Particulièrement lorsqu'il interprète les études de Chopin dont il domine les difficultés comme personne, qu'il joue comme s'il ne s'agitait que de la première page du Hanon !

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 250 F.

Nunes

Uranien et de la mer n° 2

Sonata n° 1

Wandlungen

Florent Boffard (piano), Mayvonne Le Dize (violin).

Chloé Desjardins (alto), Pierre Strach (violoncelle).

Ensemble InterContemporain, Kent Nagano (direction).

Plusieurs des trois concepts qui draineront, au gré de quatre créations françaises et d'une création mondiale, le portrait d'un compositeur portugais essentiel. Une soirée centrée autour de *Wandlungen*, soit cinq passacalles pour vingt-cinq instruments entièrement construits sur le chiffre 5. L'imagination et l'ambivalence chez Nunes d'une pensée architecturale bariolée des séries et d'un sens de la vie instrumentale telle qu'elle semble jaillir dans l'instant.

Théâtre Renaud-Barraut, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. 140 F.

Boccherini

Quatuor à cordes op. 33 n° 6

Mendelssohn

Quatuor à cordes op. 44 n° 2

Schumann

Quatuor à cordes op. 44

Alexander Paley (piano), Gustave Venter.

Le Quatuor Venter est l'un des meilleurs quatuors à cordes aujourd'hui en activité. Ses interprétations des quatuors de Beethoven (Hamonia Mundi) figurent parmi les plus beaux disques de musique de chambre réalisés ces dernières années. Leur intonation est parfaite, leur expression intense, rude, jamais sentimentale.

Le pianiste Alexander Paley est un ancien élève de Bella Davidovich. Son récital, l'an dernier, dans le foyer du Châtelet, a été triomphal.

Théâtre Renaud-Barraut, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. 140 F.

Boccherini

Quatuor à cordes op. 33 n° 6

Mendelssohn

Quatuor à cordes op. 44 n° 2

Schumann

Quatuor à cordes op. 44

Alexander Paley (piano), Gustave Venter.

Le Quatuor Venter est l'un des meilleurs quatuors à cordes aujourd'hui en activité. Ses interprétations des quatuors de Beethoven (Hamonia Mundi) figurent parmi les plus beaux disques de musique de chambre réalisés ces dernières années. Leur intonation est parfaite, leur expression intense, rude, jamais sentimentale.

Le pianiste Alexander Paley est un ancien élève de Bella Davidovich. Son récital, l'an dernier, dans le foyer du Châtelet, a été triomphal.

Théâtre Renaud-Barraut, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. 140 F.

Boccherini

Quatuor à cordes op. 33 n° 6

Mendelssohn

Quatuor à cordes op. 44 n° 2

Schumann

Quatuor à cordes op. 44

Alexander Paley (piano), Gustave Venter.

Le Quatuor Venter est l'un des meilleurs quatuors à cordes aujourd'hui en activité. Ses interprétations des quatuors de Beethoven (Hamonia Mundi) figurent parmi les plus beaux disques de musique de chambre réalisés ces dernières années. Leur intonation est parfaite, leur expression intense, rude, jamais sentimentale.

Le pianiste Alexander Paley est un ancien élève de Bella Davidovich. Son récital, l'an dernier, dans le foyer du Châtelet, a été triomphal.

Théâtre Renaud-Barraut, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. 140 F.

Boccherini

Quatuor à cordes op. 33 n° 6

Mendelssohn

Quatuor à cordes op. 44 n° 2

Schumann

Quatuor à cordes op. 44

Alexander Paley (piano), Gustave Venter.

Le Quatuor Venter est l'un des meilleurs quatuors à cordes aujourd'hui en activité. Ses interprétations des quatuors de Beethoven (Hamonia Mundi) figurent parmi les plus beaux disques de musique de chambre réalisés ces dernières années. Leur intonation est parfaite, leur expression intense, rude, jamais sentimentale.

Le pianiste Alexander Paley est un ancien élève de Bella Davidovich. Son récital, l'an dernier, dans le foyer du Châtelet, a été triomphal.

Théâtre Renaud-Barraut, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. 140 F.

Boccherini

Quatuor à cordes op. 33 n° 6

Mendelssohn

Quatuor à cordes

DE LA SEMAINE

DISQUES

Haydn

Les Sept Dernières Paroles...
Oscar Montoya
Même appréciation d'ensemble que pour l'album précédent. Avec cette surprise : aucun pathos, aucun « romantisme » intempestif dans ces huit mouvements lents. La Passion soulignée d'un trait pur, et sans tremblements.
1 CD Austria/Austria E 8742.

A. R.

Rock

Keith Richards

Main Offender
Il n'est rien de plus facile que de composer une ode à Keith Richards. A l'icône, rebelle en mouvement perpétuel, initiateur d'une élégance immuable (la référence orthodoxe en matière de rock'n'roll attitude) au musicien, guitariste prodigieux (inventeur de formes plutôt que virtuoses). Est-ce une raison pour faire comme si de rien n'était ?

Main Offender, pas plus que *Talk Is Cheap* son prédécesseur, n'est pas le grand album de rockier vieillissant qu'on attend de Keith Richards depuis qu'il a passé la quarantaine. Accompagné de ses complices habituels (les Stones, où ce qu'il en reste retranscrit plutôt dans la catégorie des ennemis), Waddy Wachtel à la guitare, Steve Jordan à la batterie, Keith Richards tourne toujours autour du sujet, ressassant les mêmes riffs ceux de *Brown Sugar* et de *Start Me Up*, sans arriver à en faire des chansons, simplement des jams étrangement sereines, sans autre substance que les souvenirs qu'elles évoquent. Reste un très beau reggae, dépeint, puissant, (*Words of Wonder*) et surtout *Hate It When You Leave*, un titre à la manière de Holland Dozier Holland (il y a 27 ans, Keith Richards s'était inspiré de leur *Dancing in the Street* pour trouver le riff de *Satisfaction*), qui demande beaucoup aux possibilités vocales limitées de Richards : mais finit par



Keith Richards par Gottfried Helnwein.

devenir étrangement émouvant, un geste de révolte d'un enfant à peine qui ne supporte pas l'absence, la frustration.
Virgin 788498-2.

Zachary Richard

Smiles Like Love
Mais qui est Zachary Richard ? On le connaît comme gardien de la flamme cajun, comme représentant louisianais de ce mouvement américain qui a ramené le rock à ses sources. Le voilà qui revient dans le rôle du Bruce Springsteen

du bayou, avec un album de rock classique qui démarre sur les traces du Boss et de ses épigones. Mais ce n'est qu'un moment un peu embarrassant à passer : une fois assouvis ses rêves de rock star (*Come On Sheila, Burning*, odes grandiloquentes au col bleu des bords du Mississippi), Zachary revient à son vrai territoire : la ballade délicate (*Heart On Fire*), la célébration du bon temps (*Roll Me, Dancing at Double D's*) et s'aventure en voisin vers le rhythm'n'blues de La Nouvelle-Orléans (*Crawfish, Down in Congo Square*, avec le concours de Doctor John).

On ne sait plus très bien où Zachary Richard veut en venir, les coutures entre les pièces du patchwork sont un peu grossières. Reste une collection de moments qui vont du folklorique, du stéréotype (les morceaux les plus rock, généralement), à l'exactitude, à l'aventure.
ARM/Polygram 540 023.

T. S.

Rap

Shinehead

Sidewalk University

Shinehead est un homme joyeux, une espèce de centrale énergétique humaine. Ceux qui ont assisté à son unique concert français, donné dans des nuages de gaz lacrymogène, au milieu de bagarres entre bandes, savent qu'il en faut beaucoup pour l'empêcher de chanter. C'est sans doute cet appétit énorme qui explique les faiblesses de *Sidewalk University*. On voudrait commencer par elles, pour s'en débarrasser tout de suite : un goût incertain dans le choix des reprises (de toutes les chansons de Stevie Wonder, pourquoi aller chercher la plus laide, *I Just Called to Say I Loved You* ?) une trop grande révérence (proche de l'imitation vocale des originaux) dans ces reprises qui constituent un tiers de l'album. Avec quand même une mention pour *Jamaican In New York*, autobiographie qui se sert de l'excellente chanson de Sting pour raconter l'histoire du garçon de Kingston exilé à Manhattan. Le reste de *Sidewalk University* est consacré à cette double allégeance : au reggaemuffin jamaïcain et au rap. *Try My Love, Sidewalk University* (avec un échantillon emprunté à Eric B. et Rakim) relève du second, *Peace and Love, The Race of Life*, du premier. A chaque fois Shinehead fait preuve de la même maîtrise rythmique, d'une précision nonchalante qui fait plaisir à entendre, comme on prend plaisir à regarder le meilleur danseur de la boîte.
Bekins/WEA 7558-61139-2.

T. S.

Jazz

Accordéon musette/swing

Paris 1913-1941

Immense anthologie en noir et blanc du musette et de l'accordéon swing. C'est le temps des mariages, de la zone et du Front populaire. Les bourgeois détestent encore l'accordéon. Les choses sont bien en place, chacune la sienne, la raison l'anne en son cratère sur un air de piano à bretelles. Ce soulèvement ironique du siècle s'appelle *danzon* à Cuba, *biguine* à Saint-Pierre de la Martinique, *jazz* à La Nouvelle-Orléans, *musette* rue de Lappe. C'est sa gaieté et sa mélancolie. Auvergnats et ritals sont relayés par les manouches. On

compte nombre de tensions, de couteaux, des hommes, du vin et de l'amour. Au générique, Oscar Aleman, les frères Ferret (Baro, Sarane et Matelot), Michel Varloep et, bien entendu, Django. Les avertis comprennent. Du côté des femmes, Edith Piaf, Fréhel, Dania. Mais les vrais rois, ce sont pour toujours Gus Viseur, Médard Ferrero, les Peguri, M. Marceau, Tony Murena, Louis Ferrari et le fameux Guerino. Quant au répertoire, c'est simple, de *Flambée montalbanaise* à *Nostalgie gitane*, il est structuré comme notre inconscient. Aurait probablement dit Lacan.
2 CD, Discothèque des Hautes, DH002.

F. M.

Musiques du monde

El Hadj Djeli Sory Kouyate

Guides : Anthologie

du balafon mandingue

L'entreprise était ambitieuse : arriver à cerner l'histoire du balafon soso-bala, un instrument vieux de huit siècles, et qui raconte, entre les notes, l'épopée mandingue, et celle de son héros, Soundjata. François Kokelaere est un musicien français qui a élu son domicile musical en Guinée, et à qui l'on doit la constitution du groupe de percussions Wass, ainsi qu'un nouveau souffle donné à l'Ensemble national des percussions de Guinée et aux Ballets de Guinée. Il a demandé à Djeli Sory Kouyate de mener à bien la tâche. Djeli Sory Kouyate est un grand balafoniste, né à Kindia, à une centaine de kilomètres de Conakry. Il fait ses débuts professionnels juste après l'indépendance, en 1961, en intégrant le Ballet Djoliba, qui tournera dans le monde entier, puis en accompagnant le chanteur Sory Kandia Kouyate. Virtuose du balafon au style très délié, faisant fi de toutes les structures établies, il offre ici un peu plus de deux heures de navigation très personnelle dans le répertoire traditionnel mandingue. Les pièces essentielles y sont, le livret est bien conçu, le propos fleuri, l'instrument sonne de façon extraordinaire.

CD Buda Records 92520 et 92534. Distributeur par Adas. Vendus séparément.

V. M.

Rectificatif. - Dans le supplément Arts et spectacles du 5 novembre, la critique du disque de Jacques Haugrogné était due à Véronique Mortaigne.

Rachmaninov en dix disques

Une longueur d'avance

SURVIVANT du XIX^e égaré en plein XX^e siècle, Serge Rachmaninov fut le dernier héritier d'une lignée de compositeurs-pianistes fidèles pour leur œuvre et pour leur talent d'interprètes, dont Chopin et Liszt furent les chaînons les plus brillants. Rachmaninov eut cependant sur eux l'avantage de pouvoir fixer quatre-vingt-dix-huit œuvres différentes sur disque - dont trente composées par lui-même ; notamment ses quatre concertos, sa *Rhapsodie* sur un thème de Paganini, sa *Troisième Symphonie* et l'*Île des morts*, peut-être son œuvre la plus géniale.

Ce legs ne peut être comparé qu'au travail que Pierre Boulez réalise depuis quelques années pour Sony, Erato, Philips et Deutsche Grammophon. Il n'est évidemment pas question de chercher des analogies entre l'œuvre de deux compositeurs que tout, ou presque, sépare. Mais le Français et le Russe ont en commun d'être des compositeurs importants, capables d'interpréter leur musique, et celle de pas mal d'autres, d'une façon inégalable (Bela Bartok avait sans doute cette capacité, mais ses enregistrements n'ont pas été réalisés dans des conditions qui permettent d'apprécier son jeu en toute connaissance de cause).

La musique de Rachmaninov ne mériterait sans doute pas d'être tant mise en valeur si elle n'avait été muséifiée avec une telle constance par des pianistes inépuisables. La réécouter, jouée par Rachmaninov lui-même, en révèle singulièrement le portée. Piteusement sentimentale, stupéfiante, sans idées, Rachmaninov ? Jamais ! Élegant, grand, ça oui ! Lorsque tant de ses confrères, hier comme aujourd'hui, se vautrent dans

des rubatos inconsistants, lorsqu'ils brisent les lignes en abusant des petits effets de manches, Rachmaninov s'impose par un jeu à la rythmique d'acier, à la sonorité pleine et rayonnante, aux tempos vifs. Éléments d'appréciation qui ne se retrouvent que par instants dans le jeu de quelques rares pianistes vivants, Richter, Cherkassky, Argerich, Fraire, Pollini, dans leurs grands jours. Voir chez le premier Wellesberg, celui des années 50.

Loin d'être circonscrites à l'exécution de sa propre musique, ces qualités auxquelles il faudrait ajouter une hauteur de vue que l'on admire chez Wilhelm Backhaus ; c'est dire si le pianiste Rachmaninov domine son siècle ! Vlado Perlemuter dit d'ailleurs qu'il est « le » pianiste parfait rendant ces disques de Rachmaninov irremplaçables. Et puis, page 18 du 7^e disque, un air populaire, chanté en 1926 dans les studios de RCA, par une mezzo tzigane accompagnée par le compositeur, signe l'ensemble d'une pointe de feu.

ALAIN LOMPECH

* Serge Rachmaninov, « The Complete Recordings » : un coffret de 10 disques compactes RCA 09026 61 265 2. Enregistrements de 1919 à 1942. Excellents rapports de prime de son diverses en qualité. Œuvres de Rachmaninov, Chopin, Schumann, Beethoven, Grieg, Saint-Saëns, Tchaïkovski, Moussorgski, Liszt, Schubert, Scarlatti, etc. Avec Fritz Kreisler (violin), Nadejda Plevinskaya (mezzo-soprano), l'Orchestre de Philadelphie, Eugene Ormandy et Leopold Stokowski (direction).



ADJOINT A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

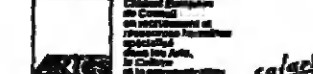
À la suite de la Direction des Ressources Humaines, vous succédez le Directeur de l'Assemblée de la Fonction Publique ; recrutement, gestion des carrières, formation, relations individuelles et collectives.

Vous coordonnerez l'activité Personnelle entre les deux établissements de l'Assemblée de la Fonction Publique et assurerez les équipes en place, administratives et opérationnelles, dans la maîtrise de qualité.

D'une façon générale, vous assurerez l'interface entre la Direction des Ressources Humaines et les personnels de l'Opéra avec une mission d'information et de coordination sur les grands axes de la politique générale et de mise en œuvre d'un programme de formation adapté.

Vous avez 25 ans au moins, des compétences de gestionnaire dans la fonction et une expérience confirmée dans la direction de la formation et des sélections sociales. Vous maîtrisez, vos qualités d'écoute et de pédagogie constituent des atouts importants.

Merci d'adresser votre candidature à ARHS Recrutement, 87 rue de Turbigo, 75003 PARIS sous la référence 92/22



sa/ser

VOTRE TABLE CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES T.J. 12, place Clichy, 9 48-74-69-64. Jusqu'à 1 h.

La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable hospitalité maritimaire. Poissons cuisis sur mesure.

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENNES LES GAULOIS 46-33-46-07 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e.

Unique au monde. Cofre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE BISTROT DU PORT F/Len. Mardi midi 40-51-73-19

Menu-carte de poissons cité par la chronique gastronomique : 155 F. Ragout de homard au jus de tomates et... une unique rue Notre-Dame. Jusqu'à minuit.

LE MAHARAJAH 43-54-26-07

L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e. M^e Maubert, T.J.J. de 12 h à 23 h 30, ven., sam., dim. 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Salons : mariages, cocktails, réceptions.

L'ARBUCCI 44-41-14-14

Uniques ! Branches de poissons, de viandes, de desserts. Sélection, par le président des sommeliers, de petits vins de pays... qui chantent. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.

LE PROCOPE 43-26-99-20 T.J.J.

Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux bon de coquillages. Choix de côtes-du-décan.

LE SYBARITE F/Len. midi et dim. 43-22-21-56

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVIII^e s. Dg. d'affaires, dîners au chandelle. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 170 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

RESTAURANT THOU-MIEUX 47-85-49-75

Société de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

DINERS AVANT SPECTACLES

L'ESPACE CHAMPAGNE 40-20-00-27

« LE RENDEZ-VOUS de 18 h » dans les jardins du Palais-Royal. Jusqu'à 22 h 30. F/Dim.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

Le point de rencontre du quartier

HUITRES - POISSONS

Plats traditionnels

DÉCOR luxueuse de l'ère du roi de chaux

Ambiance club à l'étage

apprécié pour les repas d'affaires

T.J.J. de 11 h 30 à 1 h 15 du matin

6, place de la Bastille. 43-42-90-32

PARKING SOUS L'OPÉRA

MUSIQUE INDIENNE
au Théâtre de la Ville

Raga, tala, rasa – mélodie, rythme, saveur : la trinité sur laquelle repose la musique classique indienne en indique les origines symboliques et religieuses. Aujourd'hui, les temps changent. Tandis que l'Inde peine à sortir de la crise économique et que la surpopulation l'accable, sa musique savante a conquis son rang parmi les formes les plus élaborées des musiques du monde, exportée par des ambassadeurs de grand talent, de Ravi Shankar à Parveen Sultana ou Ali Akbar Khan, qui ouvre, le 19 novembre prochain, la saison de musique indienne du Théâtre de la Ville.

NEW-DELHI
de notre envoyée spéciale

UN monde à l'autre. L'Inde a ses images, mille images fortes, contradictoires, bouleversantes. Brahma, Shiva, Vishnou. Les offrandes, la beauté des rites, du détachement. Gandhi, la surpopulation, le cauchemar de la misère humaine. Depuis le début du siècle, l'Occident a soigneusement mis en scène beautés et fléaux indiens, violents symptômes des déséquilibres d'une société à étages. Le sous-continent indien fut, est le scénario d'une saga perpétuelle, collage de saynètes dépayssantes et cabotiques.

Mais ce pays n'est-il pas lui-même le producteur de ces falsifications ? Doordarsan, la télévision d'Etat,



Ustad Asad Ali Khan, maître du rudra vina.

LES INDES SAVANTES

chansonnettes à l'appui, diffuse des feuilletons où l'on pleure beaucoup. Ici, un amoureux se languit pour une belle indifférente. Là, une jeune femme en larmes visite un hôpital populaire, mais extrêmement clean – donc à mille lieues de la réalité, – se lamente au chevet d'un petit garçon qui vient de perdre ses deux bras et qui susurre une complainte nostalgique sur fond de violons pathétiques. Les acteurs ont la peau claire. Le modèle, si l'on excepte les saris féminins, est occidental. Les teenagers de la bonne société de Bombay fréquentent les boîtes de nuit, écoutent Roy Orbison, Eric Clapton et Bruce Springsteen. Après la génération des Lata Mangeshkar, la chanson populaire indienne, celle qui hante les rues et les foyers, cherche un second souffle.

On sait tout et l'on ne sait rien de l'Inde quand la vague hippie déferle sur ses terres, poussée par les stars de la pop-music, et éveille l'intérêt d'un Occident inquiet, amateur de sons nouveaux et de philosophie méditative. Sophistiquée, avec ses raffinements, sa politique des silences, du plein, du creux et de l'oscillation, la musique savante indienne suscite alors quelques malentendus de taille.

Ravi Shankar a souvent raconté comment, en 1971, au Madison Square Garden de New-York, le public s'était enthousiasmé pour les sons de son sitar dès qu'il était entré en scène : « Au bout de quelques minutes, le public m'acclamait. Je lui ai simplement répondu : Merci. Si vous appréciez autant ma musique lorsque je commence à accorder mon instrument, la suite sera divine... »

Au sortir de la guerre, alors que l'Inde se détache de l'Empire britannique, l'orientaliste et musicologue français Alain Daniélou réalise les tout premiers enregistrements de musique classique indienne avec un appareil à fil d'acier, puis avec un magnétophone haute-fidélité qu'il avait acheté à New-York. « Un Magnétophone de Sonocraft, très encombrant, en deux caisses, et qui nécessitait un régulateur de courant ». Ayant acquis un Nagra à manivelle, Alain Daniélou s'installe au palais de Rewa, à Bénarès. Il ne perd pas une miette de l'activité musicale ambiante, alors que « les milieux dirigeants de l'Inde rejettent encore toutes les valeurs de la tradition. Il faut se souvenir que Nehru me disait alors : Vous vous intéressez à tout ce que nous voulons détruire... »

Après le temps du refus, manifestation de la fin de la colonisation, vient celui de la survalorisation. La musique savante indienne prend du galon à mesure de la découverte de sa complexité. « Il existe en Inde deux grandes traditions de musique classique (du Nord et du Sud, hindoustani et karnatique), chacune ayant

des écoles différentes (gharana) qui sont extrêmement raffinées et codifiées, reprend Alain Daniélou. Des formes populaires sont souvent apparues à cet art classique. Les musiques des tribus et de certaines régions restent complètement à part. La forme actuelle de la musique classique nous est connue depuis le XV^e siècle. Les créations des célèbres musiciens de l'époque tels que Tansen et Kabir sont toujours au répertoire. Les auteurs musulmans de l'époque, tels Amir Khusru, mentionnent l'extrême raffinement de l'art musical indien. Une influence musulmane apparaît seulement dans le choix de certains styles (ghazal) ou d'instruments peu utilisés (santour), mais absolument pas dans la conception même de cette forme de musique modale.

« Même aujourd'hui, le Pakistan, musulman, en est resté à la musique purement indienne et compte d'excellents sitaristes classiques. Mais, aujourd'hui encore, en Inde comme ailleurs, les mélomanes qui s'intéressent à la musique classique sont une minorité. On peut espérer qu'avec le développement économique de l'Inde la situation change rapidement. »

On peut le vérifier, à trois pas de Connaught Place, centre névralgique de New-Delhi, point de jonction populeux et affairé entre les luxueux parcs de la ville anglaise et la vieille ville encombrée d'antan. Le groupe multimédia Living Media India Ltd édite un excellent news-magazine, India Today – près de 1 million de lecteurs fidèles. – Business Today, consacré à l'économie et aux affaires, et des magazines d'information, en vidéo. Deepak Shourie, directeur général d'India Today, vient d'y créer – « choix personnel » – un secteur musical, Music Today.

Son but est double : « Populariser la musique classique indienne » et « produire des enregistrements de qualité ». Car, bizarrement, l'Inde, si riche musicalement, si longtemps bien lotie en multinationales du disque (His Master Voice, label anglais dont EMI a ensuite acquis la propriété, s'y est établi au début du siècle), se contente aujourd'hui de peu. Les cassettes, principaux véhicules musicaux dans le sous-continent, coûtent 35 roupies (1), tous genres confondus, et leur qualité, à l'instar des salles de cinéma populaires rongées par l'humidité et la chaleur, est d'un niveau que Deepak Shourie qualifie d'« horrible ». « Les majors ne prêtent aucune attention à la qualité et n'ont pas le souci de mener une politique suivie en matière de production de musique indienne. »

India Music propose un excellent catalogue où figurent les grands musiciens classiques en CD (Maestro's Choice, 365 roupies pièce), des cassettes ordonnées thématiquement (ragas du matin, de l'après-midi, du

soir, etc.), ou par genre (une série consacrée à la musique soufie qawwali). Le coffret Music Appreciation – trois cassettes et un livret épaissi emballé comme une eau de toilette – est une bonne introduction à la musique indienne (2). Les enregistrements, digitaux, une centaine à l'heure actuelle, ont été effectués dans le studio quarante-huit pistes qu'India Today possède à Bombay. Un réseau de distribution, mis en place chez les libraires, et des opérations marketing ciblés haut de gamme ont permis à la compagnie de vendre près de 1 million de cassettes l'an passé. Un défi à l'habitude des ersatz, aux tracasseries administratives et financières qui entravent toute initiative en Inde ; un défi que Deepak Shourie a lancé pour essayer de hisser la musique classique indienne au même rang, en termes économiques, dans son pays qu'à l'étranger.

Peut-on être aujourd'hui musicien indien comme on l'était hier ? L'intrusion nécessaire de la modernité dans un art ancestral peut-elle menacer un délicat édifice qui repose sur un concept philosophique et obéit à des règles mathématiques ? A ceux que les ragas endorment par leurs longues entrées en matière et leur parcours exploratoire, on répondra qu'il ne faut surtout pas écouter ce jeu symbolique avec le temps. Comment, hors de la durée, peut-on saisir l'anhad, l'océan de silence inorganisé qui baigne le monde à son origine, le nad, le son primordial d'où émergent l'identité des individus, les infinies possibilités de la voix humaine, « le plus parfait exemple de don divin » ? Les musiciens ont la charge, héréditaire, mais en principe hors castes, d'organiser le chaos pour le plus grand bonheur de nos sens.

Sulochana Brahmaspati habite un immeuble cubique, couleur crème, identique à tant d'autres, dans un quartier périphérique de New-Delhi. Elle est, aux côtés de Ganagubai Hangal, Parveen Sultana, Kishori Amonkar, Lakshmi Shankar ou Girija Devi, une des plus grandes chanteuses de l'Inde actuelle. En ce temps d'après-mousson, la matinée est douce à Delhi. Ce soir, la radio nationale retransmettra intégralement son dernier concert. Pour le moment, M^{me} Brahmaspati travaille un raga du matin, dans le style qui est le sien, celui du gharana de Rampur, avec ses élèves, deux jeunes filles, l'une venue du Bangladesh, l'autre d'un Etat du Sud, le Kerala. « Aujourd'hui, explique la maîtresse de musique, il faut se battre avec les parents pour qu'ils laissent leurs enfants étudier la musique pendant si longtemps, quinze ans, vingt ans, sans résultats matériels, sans « job » au bout du compte. »

« La cassette et le magnétophone sont les nouveaux gourous », ironise la chanteuse. Originaires de l'Uttar-

Pradesh, elle fit ses classes avec Ustad (« le maître ») Mushtaq Hussain Khan, avant d'épouser Pandit Acharya Brahmaspati, érudit, musicologue, célèbre pour son dédain des coteries officielles, pourtant tellement nécessaires à la carrière d'un musicien bien en cour. « La musique reste, les ministères passent », rétorque Sulochana Brahmaspati. La Sangit Natak Academy, département chargé de la musique créé dans les années 50 au sein du ministère des ressources humaines et du développement, auquel est rattachée la culture, apprécie. Femme forte d'une soixantaine d'années, énergique, très cultivée, Sulochana Brahmaspati chante. Le sarangi, vieille indienne utilisée en Inde du Nord et au Pakistan, lui répond. Finesse du style. Son fils joue le rôle de l'auditeur et lance des exclamations sonores d'approbation, quand la phrase est belle. « Voyez-vous, nous ne chantons pas seulement pour l'argent ou la gloire. C'est surtout pour la joie », M^{me} Brahmaspati ne fait pas des instruments de la modernité un démon : « L'enregistrement permet aussi de s'écouter, de répéter, de découvrir des styles et des musiciens normalement inaccessibles (3). »

L'ennemi, le vrai, est ailleurs. C'est d'abord l'harmonium, cet instrument de rien, incapable de rendre les micro-tons, importé par les missionnaires pourvoyeurs de cantiques et très à la mode depuis une quinzaine d'années. Sulochana Brahmaspati aurait-elle raison d'y voir le diable et la perdition à venir ? Abda Parveen, la grande chanteuse de kholi pakistanaï, n'est-elle pas apparue sur scène, lors du dernier festival de la South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC) regroupant, outre l'Inde, le Pakistan, Sri-Lanka, le Bangladesh, le Népal, le Bhoutan et les Maldives, avec un petit clavier électronique qui limi-

tait d'autant les nuances du dialogue voix-instrument, si finement élaboré dans la musique indienne ?

Un danger paraît plus grave : l'impossibilité, souvent constatée, de la cohabitation de l'élève et du maître, requise par la tradition. « Les appartements sont trop étroits pour l'hébergement des élèves, tout devient très cher. » Coupée de sa chaleur originelle – le giron du gourou, fondamental pour la transmission orale du savoir, – la musique indienne peut-elle survivre ?

Quelques quartiers plus loin, dans celui, plus huppé, de Panchsheel Park, Hamjad Ali Khan, joueur de sarod, compositeur de ragas et de ghazals (inspirés des formes poétiques persanes), est unanimement reconnu comme un « novateur ». La quarantaine raffinée, il porte en lui l'espoir d'une Inde qui serait elle-même, mais libérée de ses vieux fantômes, des pesanteurs, à la représentation scénique face à un public occidental, Hamjad Ali Khan reste cependant un vigilant gardien du temple : « Je suis issu de sept générations de musiciens. Mes deux fils jouent avec moi. Le public occidental doit comprendre l'importance de cette forme de communication familiale. Notre musique est un tissu de vibrations dans lequel le chant, la voix humaine, sont essentiels. Quand je joue du sarod, instrument d'origine afghane, je chante constamment en moi-même. La musique indienne est liée au temps, aux heures du jour, aux saisons. Le public doit se laisser porter par ses émotions. A part ça, il n'y a rien à comprendre. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

- (1) 5 roupies équivalent à environ 1 franc.
 - (2) Une partie du catalogue Music Today est distribué en France par la société GREM, 1, rue Massus, 94300 Vincennes (disponible dans les FNAC, Virgin Megastore).
 - (3) La chanteuse avait accepté avec un évident plaisir l'ouverture d'un enregistrement avec l'ensemble Oravida, Alain Zaepffel et Véronique Dietsch, musiciens baroques occidentaux. Album : *Leçons de ténors et ragas de la nuit avancée*, 1 CD AFAP Sur Mesure, distribué par Media 7.
- ★ Théâtre de la Ville : Ali Akbar Khan (sarod) accompagné par Swapan Chaudhuri (tabla), le 19 novembre à 20 h 30. Le 20, Shikumar Sharma (santour) et Zakir Hussain (tabla), à 18 heures. Le 26, Rangaswamy Rajagopal (veena, Inde du Sud) à 20 h 30. Le violoniste L. Subramaniam donnera un concert le 28 décembre à 20 h 30, tandis que S. Brahmaspati se produira à deux reprises, l'une en compagnie d'Alain Zaepffel et de Véronique Dietsch, le 21 janvier, à 20 h 30, puis en solo, le 23, à 18 heures, quelques jours avant une autre grande chanteuse, Parveen Sultana, le 28 janvier à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.
- ★ Pour mieux comprendre l'Inde d'aujourd'hui : le livre de V. S. Naipaul, *Inde, un million de révoltes*, qui vient de paraître chez Plon (traduit de l'anglais par Béatrice Vienne), 586 pages, 150 F.

ملک انہ لکھو